
**La République
En Marche :
Anatomie
d'un mouvement**

La République En Marche : Anatomie d'un mouvement

**Bruno Cautrès,
Marc Lazar,
Thierry Pech,
Thomas Vitiello**

Sommaire

Synthèse	4
Introduction	13
1. Méthodologie de l'enquête	18
2. Profil sociodémographique des adhérents de LaREM	36
3. Profil et positionnement politiques des marcheurs	53
4. Portrait des marcheurs	81
5. Pratiques militantes	126
Conclusion : Unité, divisions et défis	160
Annexe I : Analyses statistiques multivariées des attitudes politiques des adhérents	170
Annexe II : Questionnaire de l'enquête	180

Synthèse

Été 2017 : le paysage politique français vient de connaître sa transformation la plus radicale depuis 1958. Au terme d'une campagne sans exemple dans le passé, le clivage gauche-droite semble avoir éclaté pour donner naissance à un socle majoritaire agrégeant diverses composantes. Parmi les résultats les plus saillants de cette séquence, l'émergence d'une nouvelle formation politique qui entend se démarquer des "partis traditionnels" : *La République en Marche* (ex-En Marche!).

Qui sont ces "marcheurs" qui annoncent un "nouveau monde" ? D'où viennent-ils ? Comment se positionnent-ils sur l'échiquier politique ? Quelles sont leurs valeurs ? Le meilleur moyen de répondre à ces questions est d'aller à la rencontre des intéressés et d'ausculter leur profil sociologique, leurs motivations, leurs pratiques, leurs croyances...

C'est ce que Terra Nova propose dès la rentrée 2017 aux équipes dirigeantes du mouvement. L'accueil est favorable : ils nous donnent leur accord pour transmettre à leurs adhérents un large questionnaire en ligne, nous communiquer en temps réel les réponses anonymisées et nous permettre ainsi de réaliser une enquête indépendante de grande ampleur. Un échantillon représentatif de 8 815 adhérents sur plus de 390 000 a ainsi répondu à plus de cent questions au cours du mois de juin 2018. Ce sont les résultats de cette enquête inédite aussi bien par son objet que par son étendue, que nous présentons dans les pages qui suivent.

PROFIL SOCIOLOGIQUE

Il en ressort que les marcheurs sont avant tout des hommes (68%), sensiblement plus jeunes et plus urbains que la moyenne, avec un niveau de formation particulièrement élevé (80% sont diplômés du supérieur). Les cadres et professions libérales y sont très majoritaires (60%) ainsi que les actifs du secteur privé (71%). Leurs revenus les situent dans la moitié haute de la société française.

Au total, ils appartiennent aux classes moyennes urbaines supérieures et doivent d'abord leur sentiment de stabilité et de sécurité économique à leur fort capital culturel, une caractéristique qui résonne avec l'importance majeure qu'ils accordent à l'éducation, à la méritocratie et à l'effort.

POSITIONNEMENT POLITIQUE

Lorsqu'on leur demande de se situer sur une échelle gauche-droite de 0 à 10, ils se placent en moyenne presque exactement au centre de l'échelle (4,9). Mais, quand on leur propose de choisir entre « *Gauche* », « *Droite* », « *Centre* », « *À la fois de gauche et de droite* » (le « *et... et...* » d'Emmanuel Macron), « *Ni de gauche, ni de droite* » et « *Je ne me reconnais pas dans ces catégories* », 59% choisissent l'une des trois premières réponses, et 41% l'une des trois dernières. Au total, 6 marcheurs sur 10 acceptent de se situer dans le paysage politique traditionnel et 4 refusent.

L'examen attentif de ces derniers réserve cependant quelques surprises. Les « *et... et...* » et les « *ni... ni...* » ne se ressemblent pas du tout. Les premiers sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie et de la politique : plus jeunes que la moyenne et assez diplômés, ils revendiquent un dépassement du clivage gauche-droite, mais ne rejettent ni ses répertoires,

ni le « système » dans son ensemble. Les seconds, eux, ont une faible confiance dans la politique et les représentants : plus souvent employés, ouvriers ou chômeurs, moins diplômés et participant aux scrutins de façon plus intermittente, ils rejettent le clivage gauche-droite, mais aussi plus radicalement le « système » politique. Bref, non seulement le dépassement du clivage traditionnel ne fait pas l'unanimité, mais il a deux visages très contrastés, voire antagonistes, au sein du mouvement.

De façon un peu surprenante, les marcheurs situent leur mouvement plus à droite qu'eux-mêmes (5,7 vs 4,9)... Ils ont par ailleurs une vision très polarisée du paysage politique français. Sur l'échelle gauche-droite, ils situent LR à 8,6 (2,9 points plus à droite que LaREM) et le PS à 2,8 (2,9 points plus à gauche). En somme, les marcheurs s'estiment entourés de formations assez radicales. Dans leur perception, LR voisine avec Marine Le Pen (9,6), et le PS est plus proche de Jean-Luc Mélenchon que d'Emmanuel Macron. Enfin, lorsqu'on observe la distribution des marcheurs par période d'adhésion, on constate que le barycentre des adhérents se déplace légèrement vers la droite avec le temps.

CINQ FAMILLES DE MARCHEURS

Qu'en est-il des valeurs et des attitudes politiques des marcheurs ? Il ressort qu'ils sont en moyenne économiquement plus libéraux et culturellement plus tolérants que la moyenne des Français. Leur attachement aux valeurs d'ouverture est particulièrement fort quand on évoque l'Europe et les enjeux liés aux frontières, mais tempérés par des valeurs d'ordre et de tradition sur d'autres sujets.

La question la plus importante à leurs yeux est la construction européenne (15%), ex-aequo avec le chômage (15%) et

l'éducation (14.5%), suivis des déficits publics (9%) et des inégalités (9%). Les thèmes «régaliens» (insécurité, terrorisme, immigration...) les préoccupent en revanche assez peu, ce qui les distingue d'autres formations, notamment à droite.

Ces moyennes cachent toutefois des différences significatives entre plusieurs familles de sensibilité au sein du mouvement : les «progressistes-libéraux» (31%) qui combinent des attitudes économiques libérales et des attitudes culturelles marquées par le progressisme et la tolérance; les «progressistes-égalitaires» (23%) qui conjuguent des attitudes économiques de gauche et des attitudes de progressisme et de tolérance culturelle; les «conservateurs-libéraux» (23%) qui, plus âgés que les précédents, sont économiquement plutôt de droite et caractérisés par un niveau soutenu de conservatisme culturel; les «modérés-conservateurs» (19%) qui cultivent un centrisme incliné *culturellement* au centre-droit, voire à droite, et *économiquement* au centre-gauche, voire à gauche; les «euro-dubitatifs» (4%), une petite minorité qui se distingue par ses craintes sur les enjeux européens.

Si les «progressistes égalitaires» sont clairement issus des rangs de la gauche, les «progressistes-libéraux» réunissent plutôt le centre et le centre droit et forment le «cœur du macronisme», à la fois par leur nombre et par leur forte homogénéité au plan des valeurs (c'est là que l'on compte le plus d'adhérents de la première heure). Plus souvent artisans, commerçants, chefs d'entreprises ou retraités, les «conservateurs-libéraux» proviennent clairement des rangs de la droite et du centre-droit. Les «modérés conservateurs» sont aussi âgés que les «conservateurs-libéraux», mais ils sont issus plus que tous autres des rangs du centrisme.

LES PRATIQUES MILITANTES

Les marcheurs sont, dans une grande majorité, des novices de l'engagement politique : en dehors de l'engagement associatif, les trois quarts d'entre eux n'avaient encore jamais milité nulle part. Les motivations qui les ont poussé à s'engager sont d'abord l'adhésion aux idées de LaREM, suivie de près par la conviction qu'« Emmanuel Macron est seul capable de réformer la France » et par le fait que LaREM est une formation « pas comme les autres ».

Notre questionnaire distingue sept grandes activités politiques à LaREM. Seuls 12% des marcheurs répondent ne participer à aucune d'entre elles. À l'opposé, ceux qui déclarent pratiquer « souvent » ou « très fréquemment » une ou plusieurs de ces activités se répartissent en trois catégories : les adhérents qui déclarent participer « souvent » ou « très fréquemment » une ou deux de ces activités (24%), à trois ou quatre (10%), et à cinq, six ou sept (11%). Au total, ces trois sous-groupes d'activistes rassemblent 44% des marcheurs auxquels on peut ajouter ceux qui déclarent participer « de temps en temps » à cinq, six ou sept activités. Dans ce cas, un marcheur sur deux fait partie des activistes de LaREM, un niveau proche de ce que l'on observait au PS en 2011.

On notera cependant que, contrairement à d'autres formations, LaREM a su répondre à l'individualisation croissante des formes d'engagement. Hormis les 11% d'« hyper actifs », les autres activistes font de la politique « à la carte » : sur les différentes activités proposées, ils se répartissent de façon très différente selon leurs profils, préférences, expériences, etc., certains se spécialisant fortement, d'autres pas.

QUAND LES MARCHEURS JUGENT LEUR MOUVEMENT

Si une majorité de marcheurs estiment que LaREM est « bonne pour tous les Français », ils pensent aussi qu'elle est plutôt plus favorable aux jeunes et aux classes supérieures de la société française qu'aux seniors et aux classes populaires. Le jugement qui est porté par ailleurs sur les activités du mouvement décrit une vie militante « intéressante », « gérée efficacement », « accessible » et « innovante ». Les marcheurs se déclarent en outre satisfaits de l'organisation des événements, de la communication digitale et des outils de formation en ligne, ainsi que de l'action du Délégué général, Christophe Castaner, et de l'équipe dirigeante.

En revanche, leur satisfaction est plus moyenne sur la capacité du mouvement à prendre en compte l'opinion des adhérents, sur la valorisation de l'engagement des marcheurs et sur le fonctionnement démocratique de LaREM, ce qui peut être source de frustrations dans un mouvement qui n'a cessé de se proclamer différent des partis traditionnels et de promouvoir une forme inédite de démocratie participative.

LES FONCTIONS DU MOUVEMENT

Quelles fonctions les adhérents souhaitent-ils voir jouer à leur parti ? Pour eux, LaREM est d'abord et avant tout le parti du président. Mais les marcheurs veulent aussi que leur formation soit capable de « faire remonter au gouvernement les attentes des Français », de « produire des idées pour influencer les politiques publiques », de « se mobiliser sur des causes nationales », et d'« agir localement au quotidien ». De fortes majorités d'adhérents reproduisent ici à l'identique les fonctions traditionnellement assignées aux partis, même si elles sont à l'évidence très inégalement remplies par eux : jouer le

rôle d'intermédiaire entre la société et le politique, mobiliser les électeurs et les citoyens, sélectionner des candidats ou encore contribuer à la décision de l'exécutif. Tel est le paradoxe : les marcheurs veulent à la fois que leur formation soit différente des autres, qu'elle s'approprie toutes les fonctions d'un parti traditionnel et qu'elle se coule dans le moule du parti présidentiel.

LA FIGURE DU CHEF

La figure du Président de la République, voire la personne d'Emmanuel Macron, joue un rôle déterminant dans le monde des marcheurs. Près des deux tiers croient inutile que LaREM s'émancipe de son fondateur. Les trois quarts pensent qu'elle doit « toujours soutenir la majorité présidentielle ». Le chef de l'Etat fait la quasi-unanimité sur ses qualités oratoires, sa capacité à incarner le rôle du leader et à prendre des risques pour ses idées. On lui prête également la capacité de faire émerger de nouveaux talents à ses côtés, la connaissance des difficultés auxquelles la France doit faire face et des idées nouvelles pour l'avenir du pays. Les seules critiques qui émergent interrogent son peu de sensibilité aux demandes des Français et sa faible capacité à accepter la contradiction.

Au total, le fondateur du mouvement reste l'un de ses principaux ciments et la très grande cohésion autour de sa personne l'une des caractéristiques de LaREM par rapport à des partis politiques traditionnels minés par de continues batailles pour le leadership. LaREM rappelle de ce point de vue le type de parti que l'on a vu émerger dans divers pays ces dernières années, celui du parti personnel, à savoir un parti créé par un leader et dépendant étroitement de lui. C'est sa force. Et sans doute sa faiblesse.

UNITÉ ET DIVISIONS

Dans la recomposition actuelle que connaît le système des partis français, LaREM présente un paradoxe : elle semble à la fois très unie sur ce qui divise les partis traditionnels, et plus divisée sur ce qui globalement les rassemble encore.

Elle affiche en effet trois grands éléments d'unité. Elle constitue d'abord une communauté sociologique homogène, ce qui est à la fois un atout et une limite. Elle forme également une communauté politique soudée autour de son leader et de l'enthousiasme pro-européen (deux traits qui la distinguent des partis traditionnels où l'on se déchire régulièrement sur ces sujets), mais aussi autour de la perception d'un paysage politique très polarisé. Enfin, elle forme une communauté d'action singulière : les marcheurs ne sont pas des militants traditionnels, mais des activistes à la carte auxquels le mouvement a su offrir une vaste gamme de propositions.

Dans le même temps, de réels facteurs de divisions émergent également. D'abord parce que LaREM abrite, comme on l'a vu, une mosaïque de tempéraments politiques aux inclinaisons contrastées. Ensuite parce que le rapport à la politique, sujet quasi "génétique" pour LaREM, donne lieu, lui aussi, à des expressions différenciées : celle (majoritaire) des marcheurs qui se situent sans difficulté dans les catégories traditionnelles (gauche, droite et centre), celle des marcheurs qui veulent dépasser le clivage mais sont plutôt à l'aise avec le "système", et celle enfin des marcheurs qui s'inscrivent dans une logique de rejet radical. Cette diversité de tempéraments idéologiques, de rapport à la politique et de perceptions du clivage gauche-droite tranche avec Les Républicains ou le Parti socialiste qui semblent plus compacts sur ces sujets.

LE PARADOXE DES MARCHEURS

Enfin, les marcheurs sont traversés par un paradoxe permanent : ils plébiscitent à la fois un fort leadership et une participation active : le "top-down" du chef et le "bottom-up" du mouvement. C'est pourquoi, si la plupart des adhérents se déclarent satisfaits de leur engagement, une certaine réticence s'exprime sur la capacité de leur formation à prendre en compte leur opinion et à valoriser leur engagement. LaREM combine ainsi – et c'est sa marque de fabrique – une puissante verticalité liée aux conditions même de sa naissance et au leadership d'Emmanuel Macron, et une horizontalité quasi liquide dans les formes d'accès au mouvement, dans l'organisation d'un activisme à la carte et dans l'ouverture au débat d'idées. Cette combinaison répond aux paradoxes de l'époque : d'un côté, la quête du leader, voire de l'homme providentiel, la personnalisation de la vie politique soutenue par l'érosion des grandes offres idéologiques et spécialement encouragée en France par la présidentialisation croissante des institutions de la V^e République ; de l'autre, l'apologie de la participation, le refus des organisations solides, intégratrices et contraignantes d'autrefois, la contestation des médiations hiérarchiques, l'appel à l'initiative de chacun.

Introduction

GENÈSE DU PROJET

Été 2017 : le paysage politique français vient de connaître sa transformation la plus radicale depuis 1958. Au terme d'une campagne sans exemple dans le passé, marquée par la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle et celle de ses partisans à l'Assemblée nationale, le clivage gauche-droite semble avoir éclaté pour donner naissance à un socle majoritaire agrégeant une large partie du centre-gauche et du centre, et une partie du centre-droit.

Parmi les résultats les plus saillants de cette séquence, l'émergence de deux nouvelles formations politiques qui cherchent à se démarquer des "partis traditionnels" en préférant se définir comme des "mouvements" : *la France insoumise* et *la République en Marche* (ex-En Marche!).

Que sont exactement ces mouvements ? Qui sont leurs adhérents ? Quelles cultures politiques s'y retrouvent ? Telles sont quelques-unes des questions qui animent alors nos discussions.

Le meilleur moyen d'y répondre est d'aller à la rencontre des intéressés en commençant par ausculter le profil sociologique des adhérents, leurs motivations, leurs pratiques, leurs croyances... C'est ce que nous proposons dès la rentrée 2017 à la principale organisation de la nouvelle majorité, *La République en Marche* (LaREM).

L'accueil est favorable : les équipes dirigeantes du mouvement fondé par Emmanuel Macron nous donnent leur accord pour procéder à une enquête indépendante de sociologie

politique auprès de leurs adhérents. Une convention de recherche est élaborée à cette fin : le comité scientifique réuni par Terra Nova portera seul la responsabilité scientifique de l'enquête (mise en place du questionnaire, réalisation d'entretiens qualitatifs, exploitation des données collectées...); LaREM adressera elle-même le questionnaire à un large échantillon de ses adhérents, collectera les réponses et les transmettra à Terra Nova après les avoir anonymisées; Terra Nova portera seul l'intégralité des frais afférents à la réalisation de l'enquête, ceci étant naturellement une condition de son indépendance scientifique.

À la mi-juin, la première partie de ce programme est réalisée, dans le respect des engagements de chacune des parties. **Nous disposons alors d'un échantillon représentatif des 390 000 adhérents de LaREM composé de 8 815 personnes ayant répondu à un questionnaire lui-même composé de 112 questions. Une matière parfaitement inédite sur un objet lui-même inédit. Pour ces deux raisons au moins, cette enquête est une première.**

Sa genèse est cependant marquée par un événement inattendu. Notre projet donne lieu à une polémique au début de l'été 2018, avant même la publication de nos résultats : un internaute influant dans les réseaux de la gauche de la gauche, qui a eu communication de notre questionnaire, publie alors sur son blog un billet mettant en cause l'orientation supposée autoritaire, voire réactionnaire de certaines de nos questions. Les réseaux sociaux ne tardent pas à s'enflammer et les médias traditionnels à se saisir du sujet pour lui donner un écho national. Nous sommes accusés de suggérer aux adhérents de LaREM des positions ultra-conservatrices en leur demandant leur avis sur des affirmations du type « L'islam est une menace pour

l'Occident»¹, «Il y a trop d'immigrés en France» ou encore «On ne se sent plus chez soi comme avant». Les initiateurs de la polémique omettent naturellement de préciser que d'autres affirmations sont soumises aux enquêtés, du type «Il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres», «Les centrales nucléaires devraient être remplacées par des énergies renouvelables», «Les couples homosexuels devraient pouvoir adopter» ou encore «Les enfants d'immigrés sont des Français comme les autres». Surtout, ils ignorent ou feignent d'ignorer que ces techniques d'interrogation font désormais partie des standards internationaux de la sociologie politique quantitative : elles sont notamment utilisées par les European value studies, le Cevipof (Sciences Po) ou encore par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dans son enquête annuelle sur... le racisme ! Elles ont même été utilisées précédemment pour ausculter d'autres partis politiques, à commencer par le Parti socialiste en 2011 ; les réutiliser dans les mêmes termes ou dans des termes voisins permet ainsi de faire des comparaisons particulièrement précieuses pour notre propos.

Bref, la polémique est sans objet véritable mais savamment entretenue à des fins politiciennes et questionne notre intégrité intellectuelle. C'est pourquoi nous prenons le temps d'y répondre sur le terrain de la méthodologie (voir infra p. 30).

Enfin, durant l'été 2018, nous pouvons passer à l'exploitation des résultats dont le présent document tient lieu de restitution et de première interprétation.

¹ Apportons ici une importante précision de lecture : lorsque nous rendons compte des opinions des adhérents de LaREM, telles qu'elles ont été enregistrées par notre enquête, nous indiquons entre guillemets le verbatim de la question qui a été posée. Par exemple, lorsque nous indiquons l'opinion selon laquelle «pour faire face aux difficultés économiques, l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté» ou encore l'opinion selon laquelle «les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres», il ne s'agit pas de propos tenus par des adhérents interrogés. Il s'agit des verbatims des questions auxquels les adhérents ont répondu.

PROBLÉMATIQUE ET PRINCIPALES INTERROGATIONS

L'ambition que nous poursuivons ici est double. Tout d'abord, contribuer à la connaissance des nouvelles formes partidaires.

La sociologie quantitative des partis politiques s'est beaucoup essoufflée dans notre pays ces quinze dernières années. Nous pensons que l'émergence de ces nouveaux mouvements et des enquêtes du type de celle que nous présentons sont de nature à lui donner une nouvelle impulsion. Avons-nous affaire à de classiques "partis-cartel"? À des "partis-entreprise"? À des "partis personnels"? Sont-ils comparables à ceux que l'on voit naître ailleurs en Europe, comme le *Mouvement 5 Etoiles* en Italie, ou *Podemos* en Espagne? Nous n'avons pas la prétention de répondre à l'ensemble de ces questions ici, d'autant que nous nous concentrons exclusivement sur les adhérents de LaREM. Mais les premiers éléments que nous avons réunis sur cette dernière sont, nous l'espérons, de nature à renouveler la réflexion à venir sur ces sujets.

Notre seconde ambition est, plus immédiatement, de mieux connaître ce nouveau parti majoritaire. Il importe en effet pour l'histoire du paysage politique hexagonal et pour le pays lui-même de mieux comprendre les caractéristiques du groupe d'adhérents réunis par ceux qui occupent le pouvoir aujourd'hui: qui sont-ils? D'où viennent-ils? Où vivent-ils? Etc. La question est bien sûr aussi de situer *La République en Marche* sur l'échiquier politique: le clivage gauche-droite est-il encore pertinent pour la décrire? Si oui, penche-t-elle plutôt à droite ou plutôt à gauche? Et dans le cas contraire, comment ses adhérents se (et la) positionnent-ils? Sont-ils porteurs d'un nouveau rapport à la politique?

La question est également, plus profondément, d'identifier les cultures politiques qui la composent et leur niveau de cohésion ou, au contraire, leur hétérogénéité: quelles sont les valeurs et les convictions qui rassemblent les adhérents de LaREM? Celles qui les différencient, voire les divisent? S'agit-il d'un mouvement pluriel ou d'un ensemble plus uni?

Enfin, il s'agit aussi de mesurer la contribution de LaREM au renouvellement des formes de mobilisation et d'activisme: les adhérents de LaREM ont-ils les mêmes activités que ceux des autres formations? LaREM est-elle une organisation de «militants» au sens traditionnel du terme ou invente-t-elle «une nouvelle façon de faire de la politique», comme elle l'ambitionne? Est-elle même un «parti» aux yeux de ceux-là même qui la font vivre et qui l'animent? Et quelle idée se font-ils de sa fonction?

Grâce à la collaboration de LaREM, notre enquête, réalisée en toute indépendance scientifique, répond à notre double ambition puisqu'elle livre une meilleure compréhension de cette formation et apporte du fait des caractéristiques de celle-ci un éclairage précieux sur les grandes transformations qui affectent les organisations politiques en France comme ailleurs en Occident.

La première partie de cette enquête revient sur le détail de sa méthodologie (1.). La seconde propose une sociographie des adhérents de LaREM (2.). La troisième analyse le positionnement politique des enquêtés ainsi que les rapports qu'ils entretiennent avec les autres partis (3.). La quatrième propose un portrait des valeurs et des cultures politiques qui animent le groupe des «marcheurs»² et s'efforce d'en dresser une typologie (4.). La cinquième examine leurs pratiques militantes et les rapports qu'ils entretiennent avec leur propre mouvement (5.). La conclusion, enfin, fait le point sur les facteurs d'unité ou, au contraire, de division du mouvement dans les temps qui viennent.

2 Par commodité, nous utiliserons souvent le terme de «marcheur» comme synonyme d'adhérent de LaREM.

1.

Méthodologie de l'étude

En France, rares sont les enquêtes à l'échelle nationale sur les adhérents d'une formation politique. Une des raisons de cette lacune est l'absence, jusqu'à une époque récente, de fichiers nationaux centralisés d'adhérents. Seuls Claude Dargent et Henri Rey ont réalisé une enquête sur les adhérents du Parti Socialiste (PS) à partir d'un tel fichier en 2011, collectant les réponses d'environ 11 000 adhérents socialistes en combinant un questionnaire en ligne et un sondage téléphonique³. À titre de comparaison, en l'absence d'un tel fichier, Florence Haegel a réalisé lors du congrès de l'UMP le 28 novembre 2004 une enquête par questionnaire auprès de 765 adhérents présents au congrès⁴. Mais du fait du mode de collecte des données, cette enquête souffre de biais en faveur des militants très actifs (ceux qui se déplacent à un congrès du parti) et des militants résidant dans la même région que la ville où s'est déroulée le congrès (en l'occurrence, Paris).

L'émergence de nouvelles formations politiques dans le paysage politique français depuis 2016 s'est accompagnée d'une dématérialisation et d'une déterritorialisation systématique de

3 Claude Dargent et Henri Rey, « Sociologie des adhérents socialistes », *La Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59.

4 Florence Haegel, « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue Française de Science Politique*, vol. 59, n°1, février 2009, p.7-27.

l'adhésion. En effet **les adhérents de LaREM, mais aussi ceux de la France insoumise (FI), sont tous devenus membres de leur formation politique en s'inscrivant en ligne sur une plateforme centralisée permettant ainsi de constituer un fichier des adhérents consolidé au niveau national.**

C'est en s'appuyant sur un tel fichier, anonymisé, que notre recherche sur les adhérents de LaREM a été réalisée. Celle-ci comprend trois volets :

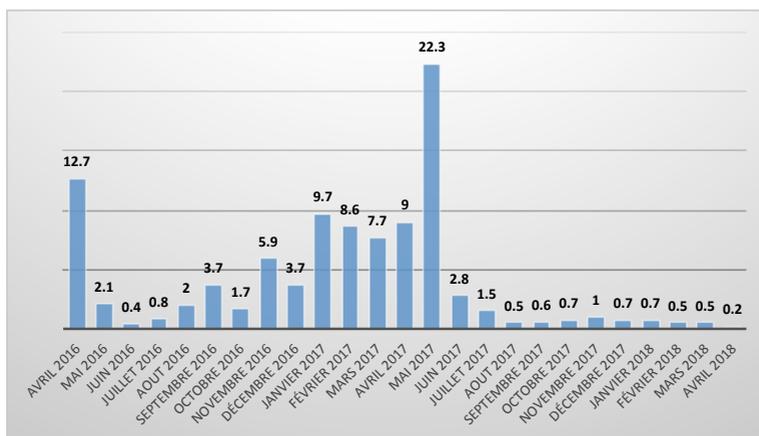
- la mobilisation des données incluses dans le fichier national des adhérents ;
- la réalisation d'entretiens qualitatifs avec des adhérents ;
- et la réalisation d'une enquête quantitative auprès d'un échantillon d'adhérents de LaREM.

L'articulation de ces trois volets d'étude vise à saisir les logiques organisationnelles, sociales et idéologiques de l'adhésion à LaREM entre avril 2016 et avril 2018, notamment à travers une enquête en ligne auprès d'un échantillon représentatif des adhérents. Les critères d'échantillonnage de l'enquête en ligne ont été élaborés à partir des données incluses dans le fichier consolidé des adhérents. Le questionnaire de cette enquête, disponible en annexe de cette étude, a été enrichi et amendé suite à la réalisation d'entretiens qualitatifs lors desquels les adhérents interviewés se sont exprimés au sujet de leur parcours, des motivations de leur engagement, de leurs expériences passées et de leur évaluation de LaREM⁵. Par ailleurs, les entretiens qualitatifs ont permis de collecter des « verbatims » que nous avons utilisés pour illustrer et contextualiser les grandes catégories et typologies issues de l'enquête quantitative.

5 Une vingtaine d'entretiens semi-directifs a été réalisée avec des adhérents volontaires qui ont été contactés suivants des critères sociodémographiques, géographiques et de date de leur adhésion à LaREM.

Dans le but de construire un échantillon représentatif des adhérents de LaREM, le **fichier des adhérents fournit les données suivantes pour chaque adhérent : date d'adhésion, code postal, commune de résidence, pays de résidence, genre et date de naissance**⁶. Le profil sociodémographique détaillé des adhérents de LaREM est présenté dans la partie suivante de l'étude (voir infra Chapitre II). Aussi nous nous limiterons ici à la présentation des critères temporel et géographique que nous avons utilisés lors de notre échantillonnage.

Graphique 1 : Répartition des adhésions nettes à LaREM d'avril 2016 à avril 2018 (%)



6 Ce n'est qu'à partir du 25 octobre 2016 que la date de naissance des adhérents a été systématiquement collectée par LaREM. Avant cette date, fournir sa date de naissance lors de son adhésion était facultatif. Cependant une comparaison de la distribution des catégories d'âge des adhérents avant et après le 25 octobre 2016 ne révèle aucune différence significative entre les deux. Nous n'avons donc aucune raison de croire que la structure d'âge des adhérents qui n'ont pas indiqué leur date de naissance soit différente de celle des adhérents qui l'ont fait.

Mi-avril 2018, c'est-à-dire deux ans après le lancement du mouvement, le fichier de **LaREM comptait 391 603 adhérents**⁷. Lorsqu'on observe la distribution des adhésions entre avril 2016 et avril 2018, on constate une répartition inégale, mais peu surprenante, entre différentes périodes. En effet **l'évolution des adhésions est rythmée par les évènements de la campagne d'Emmanuel Macron** : le lancement de « En Marche! » le 6 avril 2016, sa démission du gouvernement le 30 août 2016, son annonce de candidature le 16 novembre 2016, le discours de la Porte de Versailles le 10 décembre 2016, la campagne électorale de janvier à avril 2017, et enfin sa victoire à la présidence de la République le 7 mai 2017. Ainsi **33%**⁸ **des adhésions (environ 130 000 adhésions nettes) ont eu lieu entre le lancement du mouvement en avril 2016 et la fin de la même année ; 56% (environ 220 000 adhésions nettes) entre janvier et mai 2017**, c'est-à-dire pendant le cœur de la campagne présidentielle suivi par la victoire d'Emmanuel Macron. La qualification au second tour le 23 avril et la victoire le 7 mai ont eu un effet important sur les adhésions : lors de chaque semaine qui a suivi les 1^{er} et 2nd tour de l'élection présidentielle, 18 936 et 57 653 adhésions ont été enregistrées respectivement, ce qui correspond à environ 5% et 15% du total des adhésions à la mi-avril 2018 (cinq et douze fois plus que le nombre d'adhésions enregistrées la semaine précédent le

7 Il s'agit d'adhésions nettes, c'est-à-dire les adhésions totales moins les dés-adhésions.

8 La quasi totalité des pourcentages présentés dans cette étude sont arrondis. Ils le sont à l'unité inférieure lorsque le dixième est compris entre 1 et 4, et à l'unité supérieure lorsque le dixième est compris entre 6 et 9 (lorsque le dixième est égal à 5, nous le conservons). De ce fait, dans certains cas les additions de pourcentage peuvent être inférieures ou supérieures à 100%, et il est possible que des écarts d'additions d'un point apparaissent dans le texte de notre étude.

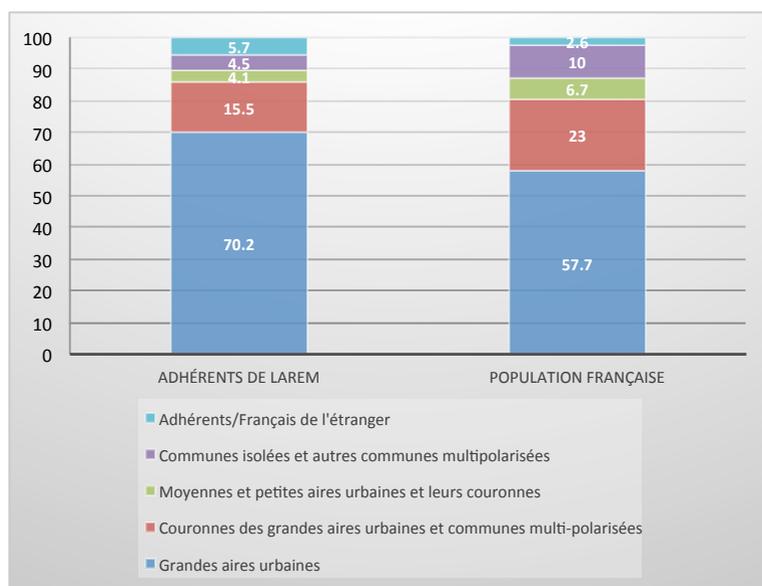
1^{er} tour). Bien que nous ne disposions pas de données précises sur les adhésions du PS suite à la victoire de François Mitterrand en 1981, Claude Dargent et Henry Rey ont mis en évidence dans leur enquête que presque toutes les tranches d'âge d'adhérents citaient la victoire de la gauche en 1981 comme leur événement politique de référence, ayant probablement entraîné l'adhésion au parti pour nombre d'entre eux. Enfin, **11% des adhésions ont été enregistrées depuis que LaREM est entrée au gouvernement (une progression d'environ 43 000 adhésions nettes)**. Ces trois périodes d'adhésion correspondent à des moments très distincts dans la vie de la jeune formation politique qu'est LaREM. Nous pouvons ainsi formuler l'hypothèse que les convaincus de la première heure, les engagés de la campagne présidentielle et ceux qui ont rallié le mouvement après l'entrée au gouvernement ont des profils militants et politiques différents.

LaREM a par ailleurs souvent été décrite comme le « parti des grandes villes » par opposition aux territoires périphériques et aux zones non denses. Le fichier consolidé des adhérents confirme ce jugement qui doit cependant être nuancé. En effet, 70% des adhérents de LaREM habitent dans les grandes aires urbaines⁹ (dont 22% dans les grandes aires urbaines de plus de 200 000 habitants) mais c'est aussi le cas de près de 60% des Français dont plus de 38% résident dans les 14 plus grandes aires urbaines du pays. **LaREM est bien un parti des villes et des cœurs d'agglomération (+12 points,**

9 La typologie du zonage des aires urbaines est celle de l'Insee (<https://www.insee.fr/fr/information/2115011>). Elle est plus fiable que la distribution classique par taille de communes. Une petite commune peut en effet être insérée au cœur d'un tissu urbain très dense et n'avoir que peu de points communs avec une commune de taille identique mais située dans un tissu non dense.

même si cet écart se joue principalement en Ile-de-France¹⁰), et moins des espaces périurbains (-7,5 points). Mais ces deux espaces font partie de la même unité urbaine que l'on nomme les pôles urbains¹¹. Ainsi, 85% des adhérents de LaREM et 80% des Français résident dans un grand pôle urbain. De même, la sous-représentation supposée des moyennes et petites aires urbaines est réelle, mais ne doit pas être exagérée (4,4% des adhérents de LaREM contre 7,3% de la population française).

Graphique 2 : Répartition des adhérents par type de territoire



10 Près d'un adhérent sur six réside dans le département de Paris...

11 La quasi totalité des pourcentages présentés dans cette étude sont arrondis. Ils le sont à l'unité inférieure lorsque le dixième est compris entre 1 et 4, et à l'unité supérieure lorsque le dixième est compris entre 6 et 9 (lorsque le dixième est égal à 5, nous le conservons). De ce fait, dans certains cas les additions de pourcentage peuvent être inférieures ou supérieures à 100%, et il est possible que des écarts d'additions d'un point apparaissent dans le texte de notre étude.

Si on analyse l’implantation territoriale des adhérents de LaREM à la lumière des trois vagues d’adhésion identifiées précédemment (Tableau 1), **on note une diffusion du mouvement des grandes aires urbaines de plus de 200 000 habitants¹² vers le reste du pays lorsqu’on passe d’une période d’adhésion à l’autre.** En effet la concentration des adhésions émanant des très grandes aires urbaines diminue au fur et à mesure que l’on progresse dans la vie du mouvement, alors que celle provenant de territoires moins urbains augmente. Si 33% des marcheurs ont adhéré entre le lancement du mouvement et l’annonce de la candidature d’Emmanuel Macron, 56% l’ont fait pendant la campagne présidentielle, et 10% depuis que LaREM est entrée au gouvernement, ces chiffres sont de 41%, 51% et 8,5% pour les adhérents des très grandes aires urbaines, alors qu’ils sont de 30%, 58% et 12% pour les adhérents des moyennes et petites aires urbaines.

Tableau 1. Tableau croisé entre les périodes adhésions à LaREM et le zonage des aires urbaines où résident les adhérents (pourcentages)

	Période d’adhésion			Total
	Du lancement du mouvement au discours Porte de Versailles	La campagne présidentielle et la victoire	LaREM au pouvoir	
Zonage des Aires Urbaines				
Grandes aires urbaines de plus de 200.000 habitants	40,9	50,6	8,5	100
Grandes aires urbaines de moins de 200.000 habitants	31,4	57,5	11,1	100
Couronnes et communes multipolarisées des grandes aires urbaines	30,7	59,4	9,9	100
Moyennes et petites aires urbaines et leurs couronnes	29,6	58,3	12	100
Communes isolées et autres communes multipolarisées	29,4	59,8	10,8	100
Adhérents de l’étranger	30,9	57	12,1	100
Ensemble	33,2	56,4	10,4	100

12 Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Montpellier, Strasbourg, Bordeaux, Lille et Rennes.

Ainsi, afin de sélectionner aléatoirement des adhérents de LaREM à qui envoyer notre questionnaire en ligne, nous avons construit un échantillon stratifié en combinant les trois périodes d'adhésion identifiées et les cinq zonages d'aires urbaines définis par l'Insee plus la catégorie des adhérents de l'étranger (voir l'encadré sur les différentes méthodes d'échantillonnage). L'enquête s'est déroulée du 6 au 25 juin 2018, incluant une relance ciblée à destination des 15-49 ans le 17 juin. Entre les 19 et 21 juin une polémique a éclaté sur les réseaux sociaux suite à un post du blog d'Antoine Léaument, responsable de la communication numérique de la France Insoumise, mettant en cause le contenu de certaines questions contenues dans notre enquête (voir encadré).

COMMENT MESURER DES ATTITUDES DANS UNE ENQUÊTE EN SCIENCES SOCIALES ?

Certaines questions de notre questionnaire ont été mises en cause le 19 juin 2018 par un post du blog du responsable de la communication numérique de la France Insoumise, déclenchant une vive polémique¹³. Nous apportons ici les éléments méthodologiques expliquant le choix de nos questions et la manière dont nous avons mesuré l'opinion des marcheurs.

Mesurer des concepts théoriques avec des indicateurs empiriques

Les sciences sociales décrivent la société à partir de concepts théoriques qui tendent à simplifier le réel. Par exemple, nous

13 Un article publié le 20 juin 2018 sur le blog Les Décodeurs du site du journal *Le Monde* a notamment fait le point sur cette polémique : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/06/20/emballement-autour-d-un-sondage-terra-nova-juge-raciste_5318432_4355770.html

utilisons les termes «gauche», «droite», «progressiste», «conservateur», etc., pour qualifier les actions et les propos des différents acteurs politiques. Ces mots «valises» sont porteurs de toute une série d'attitudes attribuées aux uns et aux autres. Lorsqu'on qualifie quelqu'un «de gauche» ou «de droite», on l'associe à certaines attitudes sur le rôle de l'Etat et des entreprises dans l'économie, sur la réduction des inégalités, sur le poids des impôts, etc. Ces attitudes sont considérées comme «sous-jacentes» ou «latentes» aux concepts théoriques «gauche» et «droite».

Aujourd'hui, l'espace politique français se structure autour d'au moins deux grandes dimensions. La première concerne les problèmes économiques et sociaux : elle touche au clivage public-privé, au droit du travail, au pouvoir d'achat, aux inégalités sociales, etc. ; elle correspond au clivage gauche-droite traditionnel. La seconde porte sur les questions culturelles : elle concerne des sujets tels que l'autorité, les mœurs, la délinquance, l'écologie, l'immigration, l'ouverture vers l'Europe, etc. ; elle correspond au nouveau clivage «société ouverte» vs «société fermée». À chacun de ces pôles («gauche», «droite», «société ouverte» et «société fermée»), nous associons des attitudes spécifiques.

Les individus qui sont de «gauche» sur les thématiques socio-économiques sont en général favorables à un rôle actif du gouvernement dans la régulation de l'économie, à des impôts plus élevés pour les plus riches et à la réduction des inégalités sociales ; alors que les individus qui sont de «droite» sont en général favorables à un rôle moins actif du gouvernement dans l'économie, à des baisses d'impôt sur le revenu et à la réduction des charges sur les entreprises. Derrière l'étiquette de «société ouverte», nous situons des positions qui valorisent l'épanouissement personnel, la tolérance face aux choix individuels de mode

de vie et l'ouverture sur l'Europe; et derrière « société fermée », nous situons des positions qui valorisent en général l'autorité, les valeurs traditionnelles, la Nation, une disposition à valoriser les groupes auxquels on s'identifie, et à inférioriser les « autres ».

Orientation des indicateurs et catégories de réponses

Ainsi afin de mesurer les attitudes des marcheurs sur ces deux dimensions, nous leur avons demandé d'exprimer leur accord ou leur désaccord sur une quinzaine d'affirmations. Pour la dimension socio-économique, la formulation de certaines affirmations était orientée à gauche (« En matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ») et d'autres à droite (« Les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment »). De même pour la dimension culturelle, certaines affirmations étaient orientées vers des positions « société ouverte » (« Les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres »), et d'autres vers des positions « société fermée » (« Il y a trop d'immigrés en France », « L'islam est une menace pour l'Occident »).

Ces affirmations, nous ne les avons pas inventées : elles sont utilisées en sciences sociales depuis de nombreuses années. L'étude la plus récente ayant utilisé ces indicateurs est l'Enquête Nationale Electorale Française (ENEF) de 2017 réalisée par le Centre de Recherches Politiques de Sciences Po (CEVIPOF) en partenariat avec l'institut IPSOS et le journal *Le Monde*¹⁴. Ces mêmes indicateurs avaient aussi été mobilisés en 2011 lors d'une enquête sur les adhérents du Parti Socialiste¹⁵. Enfin, nous retrouvons ces indicateurs, et un grand nombre de questions similaires, dans l'enquête annuelle de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme

14 <https://www.enef.fr/>

15 C. Dargent et H. Rey, *op. cit.*

(CNCDH) consacrée au racisme, à l'antisémitisme et à la xénophobie en France depuis 1990¹⁶; mais aussi dans l'Enquête sociale européenne (*European Social Survey*) qui, à l'initiative de la Fondation européenne de la science, mène depuis 2002 une enquête sur les attitudes, les croyances et les comportements des Européens¹⁷. Ainsi, à l'instar de ces enquêtes, nous avons voulu mesurer les attitudes sous-jacentes aux concepts théoriques de « société ouverte » et « société fermée » parmi les marcheurs via des affirmations orientées dans ce sens.

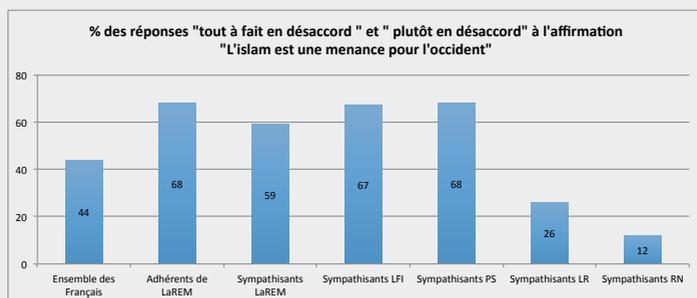
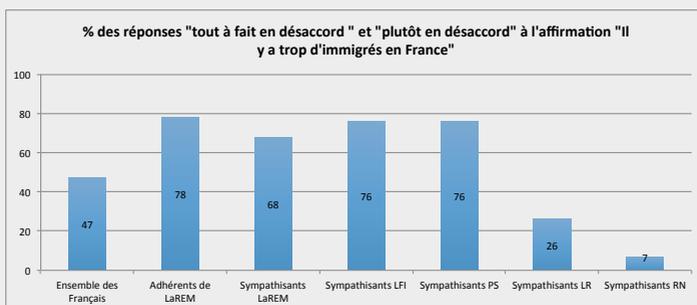
Une des critiques implicites qui nous ont été faites sous-entendait qu'en posant des questions orientées vers des positions jugées conservatrices (« On ne se sent plus chez soi comme avant »), nous allions entraîner des réponses elles-mêmes conservatrices. L'effet de l'orientation des questions sur la nature des réponses a été prouvé par le passé. D'où l'importance d'inclure dans un questionnaire comme le nôtre, des questions à l'orientation opposée afin de garantir un équilibre de construction de l'outil.

Enfin, afin de ne pas limiter l'interviewé dans sa réponse, il est essentiel de lui offrir des catégories de réponses qui permettent de mesurer toutes les attitudes possibles vis-à-vis des affirmations proposées. Pour les affirmations incriminées, nous demandions ainsi aux adhérents de LaREM de choisir une des six catégories de réponse suivantes : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « ni d'accord ni en désaccord », « plutôt en désaccord », « tout à fait en désaccord », « ne se prononce pas ». Cette échelle de réponse permet au répondant 1) d'exprimer un accord ou un désaccord vis-à-vis de l'affirmation proposée, 2) de s'abstenir de trancher (« ni d'accord ni en désaccord ») ou même de répondre (« ne se prononce pas »), 3) de nuancer l'intensité de son opinion (« tout à fait » ou « plutôt »).

16 <http://www.cncdh.fr/fr/publications/rapport-2017-sur-la-lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie>

17 <http://www.europeansocialsurvey.org/about/country/france/>

La polémique n'avait donc pas lieu d'être puisque, comme nous venons de le montrer, notre questionnaire était conforme aux standards français et internationaux de mesure d'attitudes au sein de la population, qu'il était équilibré dans sa structure en incluant des affirmations avec des orientations opposées, et qu'il permettait aux répondants d'exprimer une très large palette d'opinions vis-à-vis de chacune des affirmations. Enfin, comme nous l'analysons en détail dans le Chapitre 4 (voir infra) et comme le montrent les graphiques ci-dessous, les adhérents de LaREM ne se sont pas privés d'exprimer leur désaccord avec les affirmations mises en cause¹⁸.



¹⁸ <http://www.europeansocialsurvey.org/about/country/france/>

Cette polémique a généré un trafic important de non-adhérents à LaREM sur l'interface de l'enquête qui était publique. Cependant, un système d'appariement entre les répondants à l'enquête et le fichier central des adhérents a été inséré dans l'interface en ligne. Après avoir fourni leur consentement exprès les répondants devaient renseigner leur adresse mail : leurs réponses ont été prises en compte uniquement si le mail correspondait au mail enregistré dans le fichier central des adhérents. Ainsi nous avons pu filtrer de notre échantillon de répondants, les non-adhérents et les adhérents qui n'ont pas été tirés au sort pour répondre à l'enquête mais qui ont pu y accéder par le bouche-à-oreille. Suite à la forte couverture médiatique que notre enquête a reçue entre les 19 et 21 juin, nous avons décidé de la clôturer, et de ne pas faire de deuxième relance, afin de ne pas inclure des répondants qui auraient été influencés par un effet de contexte médiatique et politique dans leurs réponses.

Au final, presque 9 000 adhérents de LaREM ont répondu à notre questionnaire en ligne. L'échantillon a ensuite été redressé sur les variables de genre, d'âge, de zonage des aires urbaines et de période d'adhésion (Tableau 2).

Tableau 2. Distribution des adhérents de LaREM sur les variables d'échantillonnage et de redressement

	Base adhérents - avril 2018	Echantillon - enquête en ligne	Echantillon après redressement
Total	391 603	8 986	8 815
Genre			
Homme	68	69,3	69,2
Femme	32	30,7	30,8
Age (information disponible pour seulement 312 457 adhérents)			
15-24 ans	7,5	5,2	6,9
25-34 ans	17,2	8,7	16,4
35-49 ans	33,3	26,5	34,9
50-64 ans	27,9	32,7	28,7
65 ans et plus	14	27	13,1
Zonage des Aires Urbaines			
Grandes aires urbaines de plus de 200 000 habitants	22	20,9	23,7
Grandes aires urbaines de moins de 200 000 habitants	48,2	34,4	44,3
Couronnes des grandes aires urbaines et communes multi-	15,5	21	16,6
Moyennes et petites aires urbaines et leurs couronnes	4,1	9,2	4,4
Communes isolées et autres communes multipolarisées	4,5	9,8	4,7
Adhérents de l'étranger	5,7	4,7	6,4
Période d'adhésion			
Du lancement du mouvement au discours d'E.M. Porte de Versailles	33	39,3	34,5
La campagne présidentielle et la victoire	56,3	36,5	52,6
LaREM au pouvoir	10,8	24,2	12,9

Différentes méthodes d'échantillonnage

Les méthodes d'échantillonnage se subdivisent en deux grandes catégories : **les méthodes dites probabilistes** pour lesquelles tous les individus de la population cible ont les mêmes chances que les autres de participer à l'enquête, et les méthodes dites non-probabilistes pour lesquelles les individus de la population cible n'ont pas les mêmes chances d'être sélectionnés.

Parmi les méthodes d'échantillonnage probabilistes, on identifie notamment l'échantillonnage aléatoire simple, **l'échantillonnage stratifié et l'échantillonnage par grappes**. L'échantillonnage aléatoire simple est une méthode lors de laquelle les individus interviewés sont sélectionnés de façon aléatoire dans une population cible dont on possède une liste complète des individus (par exemple un fichier central des adhérents si on souhaite étudier les adhérents d'un parti politique). **L'échantillonnage stratifié est une méthode qui consiste à subdiviser la population en groupes homogènes – strates – (comme nous l'avons fait en combinant les périodes d'adhésion et le zonage des aires urbaines des adhérents) pour ensuite extraire un échantillon aléatoire de chaque strate.** Cette méthode suppose la connaissance de la structure de la population. Enfin, l'échantillonnage par grappes est une méthode qui consiste à choisir un échantillon aléatoire d'unités qui sont elles-mêmes des sous-ensembles de la population, par exemple si on sélectionne aléatoirement une fédération d'adhérents par région. Dans ce scénario, on suppose que la fédération choisie est représentative de l'ensemble des fédérations de la région.

Parmi les méthodes d'échantillonnage non-probabiliste, la méthode la plus connue et la plus employée par les instituts de sondage est **la méthode des quotas**. Dans cette méthode les individus ne sont pas sélectionnés aléatoirement. En effet, la méthode par quotas consiste à s'assurer de la représentativité d'un échantillon

en lui affectant une structure similaire à celle de la population cible sur des critères définis à l'avance comme le genre, l'âge, la profession, etc., et à calculer le pourcentage de personnes appartenant à chaque catégorie selon les données du recensement de l'Insee. Ainsi la probabilité d'un individu d'être sélectionné est liée à sa place dans la structure sociodémographique cible.

Quels sont les avantages et les inconvénients des méthodes probabilistes et non-probabilistes ?

Le grand avantage de la méthode des quotas est qu'elle ne nécessite pas de disposer d'une base de données exhaustive de la population. De plus, contrairement aux méthodes aléatoires les sondés sont «interchangeables». Cela signifie que si la personne tirée au sort ne répond pas, alors il est possible de contacter une autre personne qui correspond aux mêmes caractéristiques sociodémographiques. Alors que, dans les méthodes aléatoires pour ne pas insérer d'éventuels biais dans l'échantillon, la personne tirée au sort doit être recontactée autant de fois que nécessaire. **Par exemple lors de notre enquête, nous avons effectué une relance ciblée auprès des 15-49 ans qui du fait de leur emploi du temps d'étudiants ou d'actifs, étaient moins à même de répondre à une longue enquête en ligne.**

Le grand avantage des méthodes probabilistes/aléatoires est que grâce à la théorie des probabilités, il est possible de calculer scientifiquement la précision des résultats. Ce qui n'est pas le cas pour la méthode par quotas qui elle ne contient pas d'élément aléatoire et donc, dont la fiabilité ne peut pas être mathématiquement estimée. **Par ailleurs, la méthode aléatoire permet aussi d'interroger des personnes difficiles à joindre, ce qui assure leur représentation au sein de l'échantillon** (cf. notre relance auprès des 15-49 ans). Enfin, la méthode aléatoire est également utilisée lorsqu'on ne connaît pas la structure de la population sur un nombre élevé de critères.

Avant de clôturer ce chapitre méthodologique, nous souhaitons apporter quelques précisions sur l'intervalle de confiance de nos données et résultats.

L'intervalle de confiance est un indicateur mathématique qui permet de chiffrer la zone d'incertitude lors d'une enquête ou d'un sondage portant sur un échantillon d'une population cible. Plus cet échantillon est représentatif, plus l'intervalle de confiance sera réduit et plus le résultat de l'enquête sera proche de la réalité. L'intervalle de confiance permet de déterminer la marge d'erreur de l'échantillon choisi, afin d'estimer ce qu'aurait pu être le résultat réel, en l'encadrant dans une fourchette.

L'amplitude de cet intervalle dépend du niveau de confiance voulu (ici 95%), de la taille de l'échantillon (ici 8 815 répondants), et de la valeur observée à chaque question. Le calcul n'est justifié que pour les échantillons aléatoires, ce qui est le cas de l'échantillon de notre enquête.

Tableau 3. Intervalle de confiance

Intervalle de confiance (avec un niveau de confiance de 95%)											
Taille de l'échantillon	Scores obtenus										
	2% ou 98%	5% ou 95%	10% ou 90%	15% ou 85%	20% ou 80%	25% ou 75%	30% ou 70%	35% ou 65%	40% ou 60%	45% ou 55%	
100 cas	2,6	4,4	6	7,2	8	8,6	9,2	9,6	9,8	10	10
500 cas	1,3	2	2,7	3,2	3,6	3,9	4,1	4,3	4,4	4,5	4,5
1 000 cas	0,8	1,4	1,8	2,3	2,5	2,7	2,9	3	3	3,1	3,1
2 000 cas	0,6	1	1,3	1,6	1,8	2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3
5 000 cas	0,4	0,4	0,6	0,8	1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4
8 000 cas	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1	1	1,1	1,1	1,1
10 000 cas	0,3	0,4	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1	1	1

Note de lecture : pour un échantillon de 8 000 personnes, si le score mesuré est de 25%, il y a 95% de chances que la valeur réelle se situe entre 24,1% et 25,9% (plus ou moins 0,9 points)

2.

Profil sociodémographique des adhérents

Notre enquête permet de dresser le profil sociodémographique des adhérents de LaREM. Pour en apprécier la singularité, il faut toutefois pouvoir le comparer au profil des adhérents d'autres partis politiques. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur différentes enquêtes relatives à la sociologie de ces formations. Comme il a déjà été dit, les ressources disponibles en la matière sont malheureusement peu abondantes, parfois anciennes et souvent peu robustes : en dehors de l'enquête de Claude Dargent et Henri Rey sur le Parti socialiste¹⁹, les données concernant les autres formations sont parcellaires, voire inexistantes. À droite, il faut remonter à l'enquête conduite par Florence Haegel sur les adhérents de l'UMP en 2004²⁰, mais, outre qu'elle commence à dater, celle-ci se base sur un échantillon étroit (moins de 800 personnes) et où les adhérents franciliens et les plus activistes sont probablement surreprésentés. Quant aux autres formations politiques françaises, elles ne semblent pas s'être soumises à un exercice de sociographie indépendant et fiable. C'est à peine si l'on dispose de quelques données concernant le Front national, pour l'essentiel issues de confidences de son secrétaire général adjoint en 2013,

19 C. Dargent et H. Rey, *op. cit.*

20 F. Haegel, art. cité.

Nicolas Bay²¹. De fait, les électorats de ces partis ou même leurs sympathisants sont beaucoup mieux connus que leurs effectifs d'adhérents et de militants²².

Nous avons toutefois décidé d'utiliser l'ensemble de ces données de manière à disposer de « produits de contraste » suffisamment nombreux pour tenter de mettre en exergue les traits les plus marquants des marcheurs. Mais nous tenons à le répéter : en dehors de ceux concernant le Parti socialiste du début des années 2010, les chiffres présentés ci-après concernant les autres formations politiques ont une fiabilité très moyenne, voire fragile.

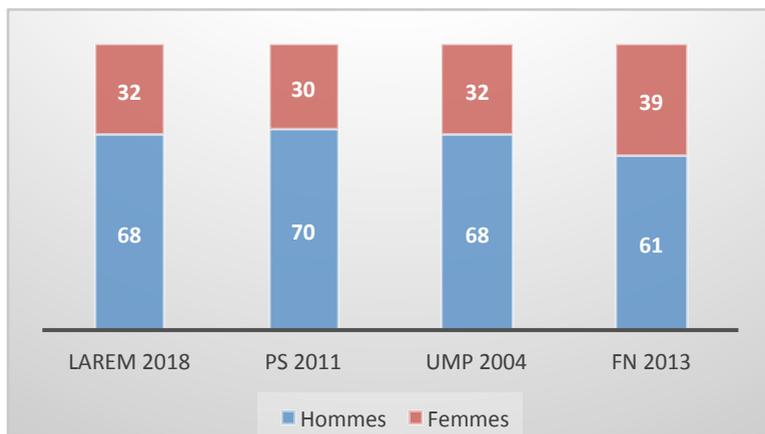
Premier constat de notre enquête : **les adhérents de LaREM sont plus souvent des hommes (68%) que des femmes (32%)**. Cet écart est identique à celui que l'on observait à l'UMP au début des années 2000 (68% vs 32%) et dans de très nombreux partis d'Europe occidentale à la même époque (Haegel, 2014). Il est également très proche de la situation du Parti Socialiste au début des années 2010 (70% vs 30%). Seul le Front national de 2013 semble présenter un écart plus resserré

21 Sylvain Crépon et Nicolas Lebourg, "Le renouvellement du militantisme frontiste", in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer, *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

22 Voir sur ces sujets : Sylvie Strudel, "Emmanuel Macron : un oxymore politique?", in Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017; Luc Rouban, *Le Paradoxe du macronisme*, Presses de Sciences Po, 2018; Gilles Finkelstein, *Portrait-robot des sympathisants de la République en Marche*, Paris, Fondation Jean Jaurès, septembre 2018. Cette étude est réalisée à partir des données du panel lancé par le CEVIPOF et IPSOS à partir de novembre 2015. Le profil et les trajectoires des députés de LaREM ont été particulièrement analysés par les recherches de Julien Boelaert, Sébastien Michon, Etienne Ollion sur les députés élus en 2017 : Julien Boelaert, Sébastien Michon, Etienne Ollion. *Le temps des élites : ouverture et fermeture sociale à l'Assemblée Nationale. Revue Française de Science Politique*, Vol. 68, n°5, Octobre 2018.

(61% d'hommes et 39% de femmes), mais ces chiffres sont sujets à caution. Dans l'ensemble, l'engagement dans une formation politique reste majoritairement une affaire d'hommes dans notre pays et LaREM ne diffère pas des autres formations dans ce domaine.

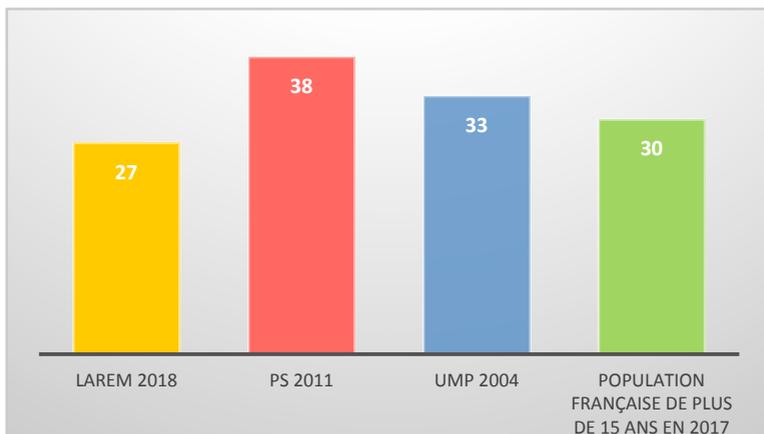
Graphique 3. Répartition des adhérents de LaREM par sexe



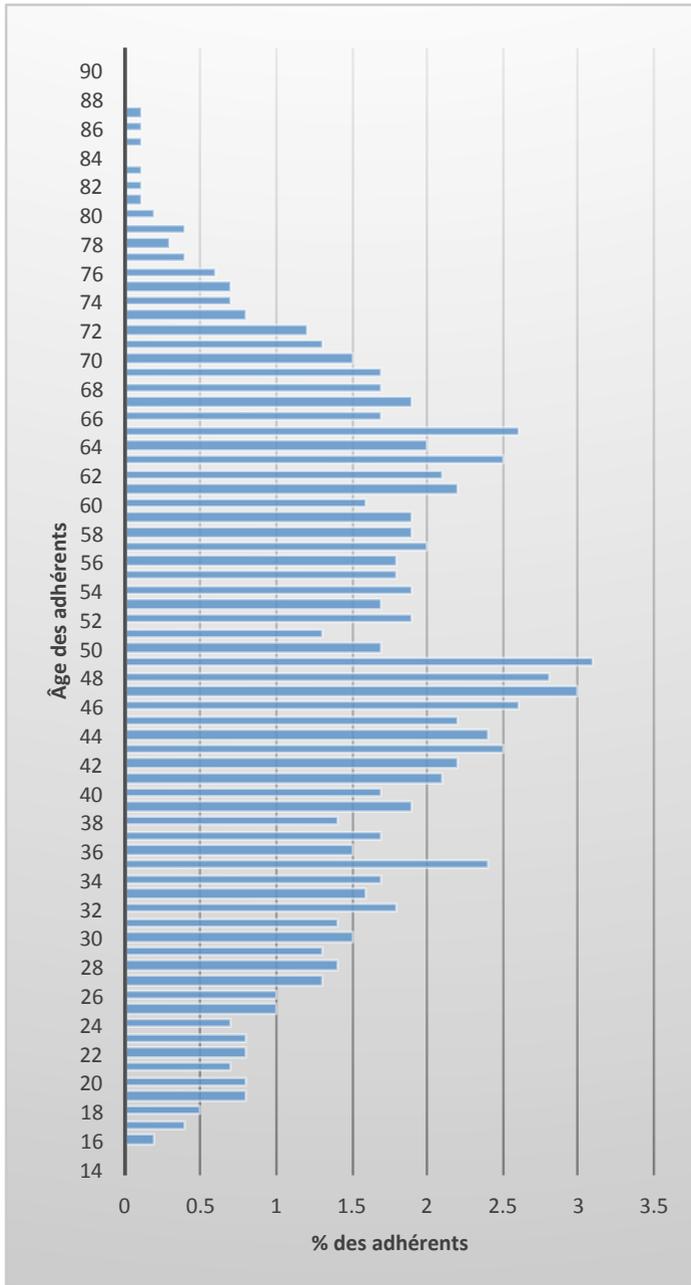
LaREM se singularise bien davantage par la structure d'âge de ses adhérents. Plus de 80% d'entre eux sont d'âge actif (seuls 13% ont plus de 65 ans) : 23% ont moins de 34 ans et 64% entre 35 et 64 ans. Cette structure d'âge marque **un sensible rajeunissement des effectifs par rapport à d'autres formations politiques** : les plus de 60 ans étaient, par exemple, 38% au PS au début des années 2010, 33% à l'UMP au début des années 2000 contre 27% ici et 30% dans l'ensemble de la population nationale des plus de 15 ans en 2017. Inversement, les 30-59 ans étaient 52% au PS, 47% à l'UMP contre près de 60% ici. Ce rajeunissement est pour partie lié à l'ancrage urbain de LaREM : près de 90% des adhérents de moins de 35 ans vivent

dans les grands pôles urbains et leurs couronnes. **L'âge médian des marcheurs (49 ans) est même au total légèrement inférieur à celui de la population française de plus de 15 ans (54,5 ans en 2017).** LaREM est donc une formation jeune, non seulement par rapport aux autres partis, mais également par rapport au pays. Seul le Front national semble avoir réussi à rajeunir ses effectifs d'adhérents dans des proportions comparables : en 2013, il aurait compté 18,4% de plus de 65 ans et 29% de moins de 30 ans. Mais, encore une fois, ces chiffres ont un niveau de fiabilité précaire.

Graphique 4. Part des 60 ans et plus dans les effectifs de LaREM et de plusieurs partis (%)

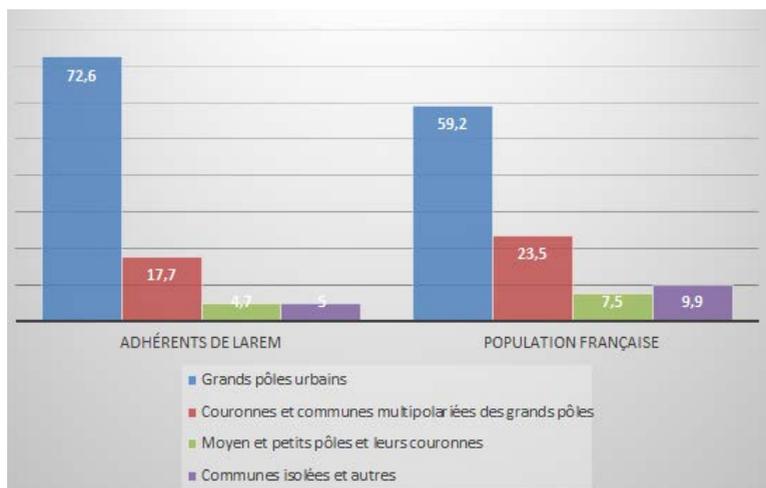


Graphique 5 : Structure d'âge des adhérents de LaREM



On ne reviendra pas ici sur la distribution des adhérents de LaREM dans les différents types de territoire (grands pôles urbains, couronnes, etc.), celle-ci ayant déjà été évoquée dans la section précédente (cf. supra, Chapitre premier). On se contentera de rappeler que, si les marcheurs sont, plus que la moyenne des Français, des habitants des grandes aires urbaines, la structure générale de leur répartition sur le territoire n'est pas si éloignée de celle que l'on observe dans l'ensemble de la population, laquelle est, on le souligne trop rarement, très largement urbaine, elle aussi. L'écart que l'on observe dans les grands pôles urbains (72% des adhérents de LaREM contre 59% des Français) s'explique en effet essentiellement par la forte présence des marcheurs dans le cœur de l'agglomération francilienne.

Graphique 6. Répartition des adhérents de LaREM sur le territoire par type de territoire (%)



En revanche, la population des adhérents de LaREM paraît assez concentrée dans cinq régions : Ile-de-France (32% des adhérents contre 19% de la population métropolitaine), Auvergne Rhône Alpes (11% contre 12%), Occitanie (10% contre 9%), Nouvelle Aquitaine (8% contre 9%) et PACA (8% contre 8%). Au total, cinq régions sur treize concentrent plus des deux tiers des adhérents de LaREM alors qu'elles accueillent 57% de la population métropolitaine. Ces résultats sont aussi le reflet de la concentration des effectifs de LaREM dans les métropoles qui sont au cœur des régions concernées : Paris et sa couronne, ainsi que les aires urbaines lyonnaise, toulousaine, bordelaise et marseillaise...

La distribution des effectifs d'adhérents par département confirme, non seulement une assez forte concentration géographique des marcheurs, mais aussi leur inscription de façon plus que proportionnelle dans le champ gravitationnel des métropoles hexagonales. Ainsi les 15 départements accueillant la plus forte proportion d'adhérents (le «top 15») regroupent 54% de l'effectif total, et le «top 5» en regroupe près d'un tiers (31%). Sans surprise, les Franciliens y sont très nombreux (les départements d'Ile-de-France présents dans le top 15 rassemblent près de deux tiers des effectifs d'adhérents de ce classement, soit plus de 35% de la totalité des adhérents) et des départements-métropole comme le Rhône figurent en bonne place (en l'occurrence, la troisième place du «top 15» avec 5% des effectifs nationaux). Surtout, près d'un adhérent sur six réside dans le département de Paris. Une analyse plus approfondie permettrait sans doute de mieux appréhender les rapports entre cette répartition des adhérents et l'héritage des cultures politiques dominantes à l'échelle locale, notamment dans les territoires où ils sont le plus concentrés. Ce travail qui permettrait d'apprécier la résilience des traditions politiques régionales de long terme et son impact sur l'implantation de LaREM reste à faire.

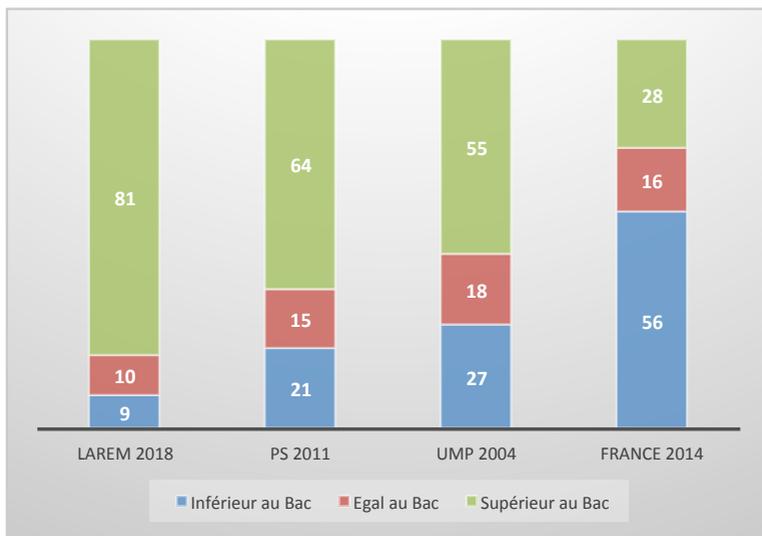
Tableau 4. Les 15 départements accueillant le plus grand nombre de marcheurs

Départements	% des adhérents (échantillon 2018)
Paris	14,3
Hauts-de-Seine	5,4
Rhône	4,7
Bouches du Rhône	3,4
Yvelines	2,6
Nord	3,3
Val-de-Marne	3
Gironde	3
Haute-Garonne	3,2
Loire-Atlantique	2,2
Seine-Saint-Denis	1,9
Hérault	2,3
Essonne	1,6
Saine-et-Marne	1,6
Val-d Oise	1,5
<i>Total</i>	<i>54</i>

Une caractéristique forte des adhérents de LaREM est de présenter **un niveau de qualification particulièrement élevé** : près de 81% d'entre eux ont un diplôme de l'enseignement supérieur, dont 66% d'un niveau égal ou supérieur à la licence et 44% de niveau grande école, doctorat ou Master 2. Dans l'ensemble de la population adulte, seuls 28% des Français disposaient en 2014 d'un diplôme supérieur au Bac (dont seulement 16% d'un diplôme supérieur à Bac+2).

La « surdiplomation » des adhérents des partis politiques n'est pas nouvelle. Au début des années 2010, le PS comptait ainsi 62% de diplômés du supérieur dans ses effectifs ; et au début des années 2000, l'UMP en comptait 55%. Mais, comme on peut le constater, elle est particulièrement prononcée dans le cas de LaREM dont les adhérents disposent d'un capital scolaire et culturel manifestement important. Cette tendance est tirée par son fort ancrage dans les grands pôles urbains et par la structure d'âge de LaREM. En effet, les générations nées à la fin des années 1970, qui ont profité à plein de la massification scolaire, sont en moyenne plus diplômées que celles qui les ont précédées. L'écart entre la surdiplomation des adhérents de LaREM et celle des adhérents du PS s'explique donc en partie par le rajeunissement des effectifs militants du côté de LaREM.

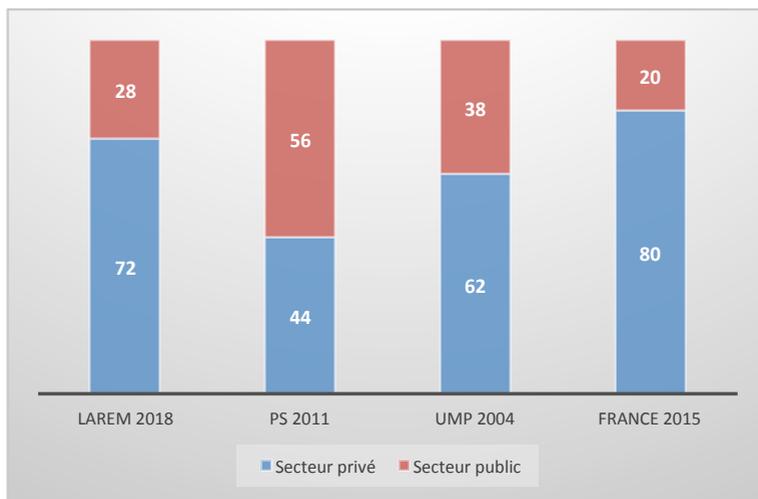
Graphique 7. Niveau de diplôme des marcheurs et des adhérents de plusieurs autres partis (%)



La distribution socioprofessionnelle des adhérents de LaREM est assez cohérente avec ce tableau : **les cadres et professions libérales y sont en position nettement dominante (58%)** non seulement par rapport à la population générale (où ils ne pèsent que 17% des salariés), mais aussi par rapport à d'autres formations politiques (50,5% dans le PS du début des années 2010, 43% à l'UMP au début des années 2000). Inversement, les professions intermédiaires sont plutôt sous-représentées dans les effectifs de LaREM (12% contre 25% en population générale, 20% dans le PS des années 2010 et 18% à l'UMP au début des années 2000). Quant aux catégories employés et ouvriers, elles y sont peu présentes : les employés ne représentent que 8% des effectifs (contre 14% au PS en 2011 et 20% à l'UMP en 2004), et les ouvriers 2% (contre 3% au PS et 2% à l'UMP).

Parmi les actifs occupés membres de LaREM, seuls 28% sont salariés du secteur public, tandis que 49% sont salariés du secteur privé et 23% travailleurs indépendants (y compris auto-entrepreneurs). Au total, **le secteur privé représente 72% des adhérents de LaREM occupant un emploi**. Cette proportion est nettement supérieure à ce que l'on observait au PS au début des années 2010 (44%), et encore assez nettement supérieure à ce que l'on observait à l'UMP au début des années 2000 (62%). Elle rapproche beaucoup plus LaREM des équilibres de la société française (l'emploi public représente en France, en moyenne, 20% de l'emploi total) que la plupart des autres formations politiques sur lesquelles on dispose d'informations à ce sujet. Et elle explique sans doute en partie une plus grande proximité avec l'entreprise et ses enjeux que dans d'autres formations politiques.

Graphique 8. Répartition des marcheurs actifs et occupés par secteur d'activité (public/privé) (%)



De façon assez cohérente avec leur niveau de formation et leur distribution socioprofessionnelle, **une grande partie des adhérents de LaREM disposent de revenus qui les situent dans la moitié supérieure de la société française**²³ : 40% d'entre eux déclarent ainsi que les revenus mensuels nets de leur foyer se situent entre 3 000 et 6 000 euros ; 17% entre 6 000 et 10 000 euros. C'est sans doute ce qui explique que la moitié d'entre eux (52%) disent «s'en sortir» facilement avec leurs revenus (notation de 7 à 10 sur une échelle de 0 à 10). Un tiers des marcheurs émargent cependant à des niveaux de revenus assez inférieurs : 23% d'entre eux déclarent en effet des revenus nets situés entre 1 500 et 3 000 euros pour leur foyer ; et 8% moins de 1 500 euros.

²³ En 2016, le salaire net médian est de 1 772 euros par mois, soit 3 544 euros pour un couple biactif.

Ces chiffres doivent cependant être manipulés avec précaution. D'une part, on ne dispose pas d'éléments de comparaison suffisamment précis pour comparer les adhérents de LaREM de ce point de vue avec les adhérents des autres partis. D'autre part, **ces niveaux de revenu traduisent un pouvoir d'achat réel qui peut varier fortement selon la taille du foyer**. Si l'on tient compte du système de pondération des «unités de consommation» (UC) de l'Insee²⁴, un couple sans enfant (1,5 UC) disposant de revenus nets mensuels de 4 000 euros a le même niveau de vie qu'une personne seule disposant d'un revenu de 2 666 euros ; et un couple avec deux enfants de 12 et 16 ans (2,3 UC) disposant d'un revenu net de 3 500 euros a le même niveau de vie qu'une personne seule ayant un revenu de 1 521 euros, soit moins que le salaire médian.

Le niveau de vie réel doit donc s'apprécier en fonction du revenu, mais aussi de la taille et de la composition du ménage. Or on sait que 70% des adhérents de LaREM vivent en couple (mariés, pacsés ou simples concubins), donc dans un foyer équivalent à au moins 1,5 UC : c'est le cas de près de 78% de ceux dont les revenus nets du foyer se situent entre 3 000 et 4 500 euros (donc un niveau de vie réel équivalent à une personne seule gagnant entre 2 000 et 3 000 euros), ou encore de près de 86% de ceux dont les revenus nets du foyer se situent entre 4 500 et 6 000 euros (donc un niveau de vie réel équivalent à une personne seule gagnant entre 3 000 et 4 000 euros). On sait également que 35% de ceux qui déclarent un revenu net

24 Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC) : le premier adulte du ménage correspond à 1 UC ; chaque autre personne de 14 ans ou plus à 0,5 UC ; et chaque enfant de moins de 14 ans à 0,3 UC.

mensuel pour leur foyer entre 3 000 et 4 500 euros ont 1 à 2 personnes à charge, et 9% 3 personnes à charge ou plus²⁵.

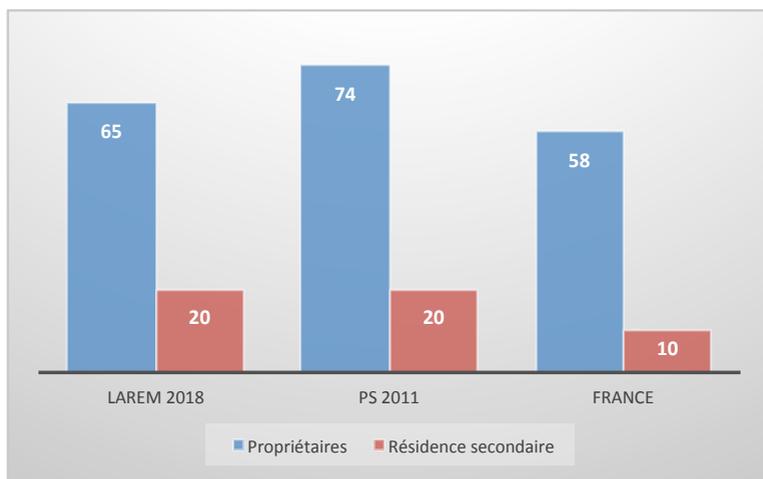
Tableau 5. Niveau de vie selon le revenu et la composition du foyer

Composition du ménage	Revenu net du foyer	Nombre d'UC	Niveau de vie équivalent à une personne seule gagnant...
Couple sans enfant	3 000 à 4 500 euros	1,5	2 000 à 3 000 euros
	4 500 à 6 000 euros	1,5	3 000 à 4 000 euros
Couple avec 1 ou 2 enfants	3 000 à 4 500 euros	1,8 à 2,5	1 200 à 2 500 euros
	4 500 à 6 000 euros	1,8 à 2,5	1 800 à 3 330 euros
Couple avec 3 enfants	3 000 à 4 500 euros	2,4 à 3	1 000 à 1 875 euros
	4 500 à 6 000 euros	2,4 à 3	1 500 à 2 500 euros

En outre, le revenu ne traduit qu'un aspect du niveau de richesse : il faut aussi tenir compte du patrimoine. Sur ce point, notre enquête révèle que 63% des adhérents de LaREM sont propriétaires de leur résidence principale : c'est un peu plus que la moyenne nationale (58% en 2017), mais nettement moins qu'au PS en 2011 (74%). Nos données nous apprennent aussi que 21% des marcheurs sont propriétaires avec un prêt immobilier en cours de remboursement (contre 38% au niveau national) et que 19% d'entre eux possèdent une résidence secondaire (contre 13% au niveau national mais 20% au PS en 2011). **Si les adhérents de LaREM semblent profiter d'une sécurité économique certaine, rien ne permet de les assimiler à une bourgeoisie de type patrimonial**, en tout cas pas davantage que les adhérents des autres partis pour lesquels nous disposons d'informations sur ce point.

²⁵ On sait également que 38,5% de ceux qui déclarent un revenu net mensuel pour leur foyer entre 4 500 et 6 000 euros ont 1 à 2 personnes à charge (soit un niveau de vie réel équivalent à une personne seule gagnant entre 1 800 et 3 330 euros) et 11% 3 personnes à charge ou plus (soit un niveau de vie réel équivalent à une personne seule gagnant entre au maximum 1 500 et 2 500 euros).

Graphique 9. Part des marcheurs propriétaires de leur résidence principale ou d'une résidence secondaire (%)



L'ensemble des données que nous venons d'évoquer suggère plutôt le portrait de classes moyennes urbaines supérieures devant d'abord à leur fort capital scolaire et culturel leur sentiment de stabilité. Témoin de ce sentiment, le fait qu'une large majorité de marcheurs (58%) ne se sent pas ou quasiment pas exposée au risque de chômage : sur une échelle de 0 à 10 où 0 signifie « aucun risque » et 10 « beaucoup de risques », 58% des marcheurs déclarent se situer entre 0 et 3. Ce chiffre est d'autant plus significatif que les effectifs des adhérents de LaREM comptent une grande proportion de personnes en âge de travailler et, parmi eux, une grande proportion d'actifs dans le secteur privé (les agents du secteur public et les retraités sont, par définition, moins exposés au risque de chômage...). Même si elle reste minoritaire, la proportion de marcheurs qui se sentent exposés à ce risque n'est d'ailleurs pas négligeable (28% l'évaluent entre 6 et 10) et traduit le fait que beaucoup d'entre eux

évoluent dans des situations professionnelles où la perte d'emploi fait partie des possibles, même si elle demeure peu probable pour eux (ce sont en effet les salariés du privé et les travailleurs indépendants qui, parmi les marcheurs, se situent le plus souvent entre 7 et 10). Toutefois, si autant de marcheurs se sentent protégés, c'est d'abord du fait de leur haut niveau d'instruction. Sans surprise, le sentiment de sécurité tend en effet à croître avec le niveau de diplôme : les adhérents qui ont un niveau de diplôme inférieur au Bac sont moins nombreux que la moyenne (-3,5) à se sentir en sécurité (notes de 0 à 3), et plus nombreux à se sentir exposés au risque de perte d'emploi (+2 dans la fourchette de 7 à 10). Et inversement pour les adhérents qui ont un niveau de formation supérieur ou égal à Bac+4. Le niveau de revenu explique naturellement aussi ce sentiment de sécurité.

Le fort niveau d'instruction et de capital scolaire des marcheurs résonne par ailleurs avec l'importance majeure qu'ils accordent aux enjeux de l'éducation et de la formation, comme on le verra dans le quatrième chapitre, mais aussi avec l'expression d'un attachement à la méritocratie et à la valorisation de l'effort²⁶ dans les entretiens que nous avons menés avec certains d'entre eux.

Verbatim

« Question : *Quel est le sujet le plus important pour vous aujourd'hui en France ?*

L'égalité des chances et des parcours. La possibilité d'avoir un beau parcours si on mérite d'avoir un beau parcours sans en avoir forcément les moyens, les relations et le réseau. Moi et mon compagnon, nous venons de milieux modestes, il n'y avait pas de bouquins à la maison, et on a

26 Nous verrons dans le chapitre 4 que 86% des marcheurs sont d'accord avec l'idée qu' "il faut travailler dur pour réussir".

pu faire des études facilement, on a pu aller à la fac, on a pu avoir des métiers sympas, on a pu bien gagner notre vie. Je n'avais aucune relation, et on y est arrivé sans que ce soit compliqué, parce qu'on a bien travaillé tout bêtement. J'ai l'impression que c'est plus difficile maintenant. (...) Je trouve que les gens qui viennent des quartiers, ils rament comme des malheureux. À compétence égale, et à volonté égale, ils sont écartés plus facilement qu'un autre. C'est triste.»

Femme, 59 ans, journaliste free lance

« En fait, ce qui m'a séduit chez Macron, c'est la méritocratie. Il faut donner à tout le monde la possibilité de monter, sachant que tout le monde ne va pas choisir de le faire. Et je trouve que c'était remettre l'égalité au centre du projet mais sans l'égalitarisme qui plombe tout.»

Femme, 31 ans, professeur

« Donner aux Français de toutes origines l'éducation, ça, c'est l'avenir, leur donner la chance de rêver à l'excellence humaine. (...) Dans tous les milieux, dans les quartiers les plus défavorisés, il y a toujours une intelligence hors norme, une intelligence d'exception. (...) Tous ces jeunes de banlieues ont besoin de dépassement de soi. (...) »

Femme, 76 ans, retraitée (ancienne avocate)

Un dernier point mérite d'être examiné : le rapport à la religion. La référence religieuse a longtemps été un lecteur des différences entre partis politiques, notamment entre la droite et la gauche. **Avec près de 44% d'adhérents se déclarant sans religion, LaREM se rapproche davantage du profil d'un parti comme le PS (54% en 2011) que du profil d'un parti comme l'UMP (10% en 2004).** Les catholiques (39%) y sont à un niveau équivalent à ce que l'on observait au PS en 2011 (38%), et à un niveau très inférieur à l'UMP du début des années 2000 (84%). Les autres religions qui représentent 7% des adhérents du PS en 2011, pèsent près de 11% des adhérents à LaREM,

les musulmans y étant notamment plus représentés (3%) qu'au PS (2%). Au total, LaREM renvoie plutôt l'image d'un mouvement assez sécularisé.

Les adhérents de LaREM forment, en somme, un public assez masculin comme dans la plupart des formations politiques traditionnelles. Ce public est toutefois assez nettement rajeuni par rapport à ces autres formations (et même par rapport à la population française adulte). Largement urbanisé, il ne l'est cependant pas tellement plus que l'ensemble de la population française. Sa singularité réside surtout dans le caractère hautement diplômé de ses membres, dans la domination des cadres et professions libérales, et dans le fait que les actifs appartiennent plus souvent au secteur privé. Jouissant d'une situation économique plutôt favorable qui leur assure une certaine sécurité, ils ne semblent pas appartenir pour autant à une bourgeoisie de type patrimoniale, mais plutôt à des classes moyennes supérieures devant d'abord à leur fort capital scolaire et culturel leur sentiment de stabilité.

3.

Profil et positionnement politique des marcheurs

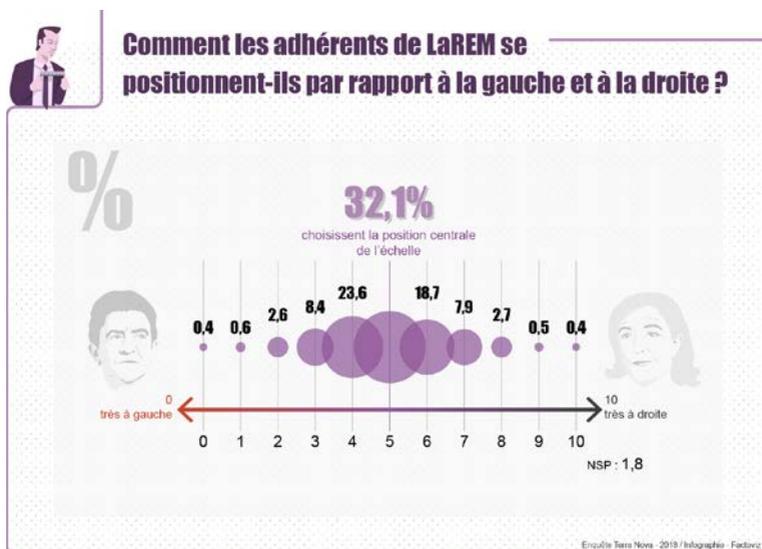
La question «qui sont les marcheurs?» peut se décliner sociologiquement, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, mais aussi politiquement. Cela est d'autant plus pertinent que le paysage politique français a été profondément transformé suite aux élections présidentielle et législatives de 2017. Cette mutation a débuté dès le cycle d'élections primaires fin 2016 - début 2017 qui a abouti à la désignation de candidats bien ancrés à droite pour François Fillon, et à gauche pour Benoît Hamon. L'élimination de candidats jugés plus centristes (Alain Juppé et Manuel Valls notamment), ainsi que le refus de François Hollande de se représenter, ont laissé un espace politique dégagé au centre de l'échiquier politique.

Afin de comprendre la provenance et le positionnement politiques des adhérents de LaREM, nous leur avons posé une série de questions en rapport avec leur auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite et leurs votes passés lors de l'élection présidentielle de 2012 et des primaires de l'élection présidentielle de 2017.

LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE : DIFFÉRENTES ÉCHELLES, DIFFÉRENTES INTERPRÉTATIONS

Lorsqu'on demande aux adhérents de LaREM de se positionner sur une échelle de 0 à 10 où 0 signifie très à gauche et 10 très à droite, ils se positionnent en moyenne à 4,9 donc presque exactement au centre arithmétique de cette échelle. Lorsqu'on observe la distribution des réponses modalité par modalité, on constate que 32% des adhérents se sont positionnés sur la modalité centrale (5), et que 74% des adhérents se sont positionnés sur les trois modalités centrales (4, 5 et 6).

Graphique 10. Auto-positionnement des adhérents de LaREM sur l'échelle gauche-droite (% , échelle quantitative)

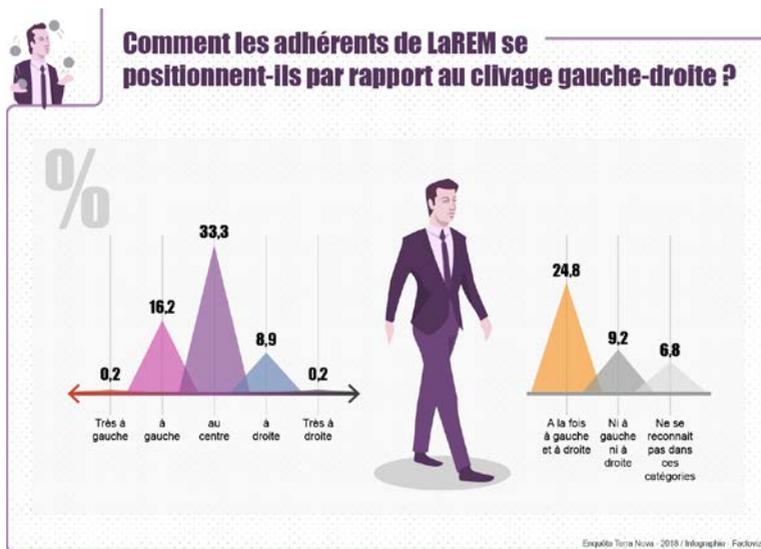


Aujourd'hui, un certain nombre d'acteurs politiques, et tout particulièrement LaREM, souhaite dépasser le clivage gauche-droite. De ce point de vue, ces premiers résultats peuvent surprendre puisque **98% des répondants ont accepté de se situer dans une géométrie politique traditionnelle**. Toutefois, bien que nous ayons laissé aux répondants la possibilité de ne pas se prononcer (2% des adhérents), sur une échelle comme celle que nous avons utilisée, les modalités de réponse centrales peuvent parfois être utilisées comme une «réponse refuge». C'est-à-dire une manière de refuser de se positionner sur une échelle imposée par le questionnaire, en évitant de se placer clairement d'un côté ou de l'autre. Afin de vérifier la signification de ces réponses, nous avons également demandé aux adhérents de LaREM de se positionner sur une échelle gauche-droite comprenant cette fois-ci des modalités de réponses plus explicites sur leur rapport aux notions de gauche et de droite²⁷.

Sur cette seconde échelle, on observe que 33% des adhérents se positionnent au centre, 25% se déclarent «à la fois à gauche et à droite» (soit le «et de gauche et de droite» promu par Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle), **16% à gauche, 9% à droite, et 16% refusent les concepts de droite et de gauche en déclarant qu'ils ne se sentent «ni de gauche ni de droite», voire qu'ils ne «se retrouvent pas dans ces catégories»**. Ainsi, alors que sur la première échelle seulement 2% des adhérents ne se sont pas prononcés, les 98% restant acceptant implicitement ou explicitement le clivage, ici, 41% des adhérents expriment un refus ou une forme de dépassement du clivage gauche-droite.

27 Afin d'éviter que la réponse de l'adhérent à la première question (échelle quantitative 0-10) ait un impact direct sur sa réponse à la seconde question (échelle qualitative), les deux questionnaires n'étaient pas posées à la suite, ni même dans la même section du questionnaire : une vingtaine de questions séparait les deux versions de cet item d'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite.

Graphique 11. Auto-positionnement des adhérents de LaREM sur l'échelle qualitative gauche-droite (%)



Verbatim

« Je suis plutôt au centre. Ni les riches ni les pauvres... Mais il faut être juste et égaux, aider ceux qui en ont le moins, ça, c'est sur. Mais voilà, il faut les aider d'une façon..., pas les assister. (...) Les idées d'Emmanuel Macron m'ont séduite. La droite était trop à droite pour moi, trop conservatrice, la gauche trop à gauche. Et Emmanuel Macron était au centre. »

Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation

« LaREM m'a séduite car j'avais déjà une affinité plutôt centriste, marquée à droite mais quand même plutôt centriste. »

Femme, 52 ans, femme au foyer (ex-journaliste)

«Et de gauche et de droite, ça ne me parle pas. Je n'ai jamais voté à droite car je n'aime pas l'histoire de la droite française. Je n'aime pas ce qui est lié à la droite, le colonialisme, un petit peu un mépris de classe, pas beaucoup d'intérêt pour les gens en difficultés ou qui viennent d'un milieu modeste. Leur regard sur l'immigration me hérisse, voilà. Je pense que je me considère comme quelqu'un de gauche...»

Femme, 59 ans, journaliste free lance

«Je reste à droite, mais j'ai l'impression d'avoir glissé un peu vers une droite plus sociale, plus ouverte. Une droite attentive aux problèmes de pauvreté, qui s'intéresse aux minima sociaux, qui essaye de trouver des solutions à l'emploi et dans un souhait de rééquilibrer des choses, qui souhaite harmoniser les différents régimes de retraite entre les différentes catégories de salariat en France. Donc, remettre un peu plus de justice sociale en faisant évoluer de vieux modèles qui datent de l'après-guerre et qui ne sont plus à mon avis adaptés aujourd'hui.»

Homme, 51 ans, responsable des ressources humaines

DÉPASSEMENT OU REJET DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE ?

Si une large majorité des adhérents (59%) s'identifie avec les concepts de gauche, centre ou droite, ce chiffre de 41% nous amène à nous interroger sur la signification que les adhérents ayant déclaré qu'ils se sentaient «à la fois à gauche et à droite», «ni à gauche ni à droite», ou «je ne me retrouve pas dans ces catégories», donnent à ces réponses. Tout d'abord, où s'étaient-ils placés sur l'échelle gauche-droite allant de 0 à 10? Occupaient-ils majoritairement les modalités de réponses que nous avons qualifié de «refuge» (les positions 4, 5 et 6)? La réponse est «oui». Respectivement, 84%, 80% et 73% des adhérents s'étant positionnés sur ces trois réponses se sont placés sur les modalités de réponses 4, 5 et 6 de la première échelle gauche-droite.

Verbatim

«J'ai toujours été centre-droit centre-gauche. J'ai toujours été ballotté d'un endroit à l'autre. (...) C'est sûr que ce «et droite et gauche» était quelque chose que j'avais fondamentalement inscrit dans mes idées. J'ai toujours pensé qu'il fallait additionner les forces plutôt que de se disperser dans des guerres intestines. Donc, j'ai été très vite réceptif à ce positionnement qui est empreint d'une forme de pragmatisme.»

Homme, 59 ans, cadre en management

Il était donc essentiel d'utiliser aussi cette deuxième échelle pour mieux saisir le rapport des marcheurs au clivage gauche-droite. **L'existence de ces 41% d'adhérents qui sortent du clivage traditionnel pose la question de leur rapport au système politique.** Est-ce que le refus du clivage gauche-droite traduit

une insatisfaction plus générale vis-à-vis du système politique? LaREM a-t-elle attiré des profils d'adhérents plus distants du politique et de la politique que la moyenne des adhérents des autres formations? Surtout, ces différentes modalités de réponse ("à la fois...", "ni... ni..." et "je ne me retrouve pas...") cachent-elles des profils identiques ou différents?

Notre enquête inclut une série de questions mesurant la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie et le niveau de compétence politique des adhérents. En science politique, la notion de compétence politique se réfère à deux composantes du rapport des citoyens au politique. La première, que l'on nomme «compétence politique interne», est le sentiment que le citoyen a sur sa capacité à appréhender la politique et à agir sur elle²⁸. La seconde, que l'on nomme «compétence politique externe», est la perception que le citoyen a que sa situation est prise en compte par le système politique et que les responsables politiques agissent de leur mieux pour résoudre ses problèmes²⁹. Ces deux notions traduisent, d'une part, la confiance en soi-même pour agir en politique et, de l'autre, la confiance que l'on place dans le système politique et ses représentants.

28 Nous avons mesuré la compétence politique interne en demandant aux adhérents de déclarer s'ils étaient d'accord ou en désaccord avec les trois formulations suivantes : «Vous ne comprenez pas ce qui se passe dans le monde aujourd'hui», «Si l'occasion se présentait, vous participeriez certainement à une réunion pour discuter de problèmes politiques locaux ou municipaux», et «De nos jours, il faut être un spécialiste pour comprendre la politique».

29 Nous avons mesuré la compétence politique externe en demandant aux adhérents de déclarer s'ils étaient d'accord ou en désaccord avec les trois formulations suivantes : «En général, les responsables politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous», «Les responsables politiques ne réalisent pas l'impact de leur décision sur les gens comme vous», et «Les responsables politiques font de leur mieux pour résoudre les problèmes des Français».

Les adhérents de LaREM sont 76% à trouver que la démocratie en France fonctionne très ou assez bien (13% et 63%) et 24% à penser que celle-ci ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout (20% et 4%). Cette évaluation positive est très fortement supérieure à ce que pense l'ensemble des Français : selon le Baromètre de la confiance du CEVIPOF, en décembre 2017, seulement 36% des Français trouvaient que la démocratie fonctionnait très ou assez bien, ils n'étaient même que 29% à le penser en décembre 2016. Actifs en politique, puisque membres d'une formation politique, les adhérents de LaREM ont un fort niveau de «compétence politique interne» (score moyen de 3,9 sur une échelle de 1 à 5 où 1 = très faible et 5 = très forte). S'il n'est pas possible de comparer cette échelle à la moyenne des Français, nous sommes en mesure de comparer les réponses des marcheurs à celles des Français sur l'item «si l'occasion se présentait, vous participeriez certainement à une réunion pour discuter de problèmes politiques locaux ou municipaux», inclus dans notre enquête et dans la vague 7 de l'ENEF³⁰ en octobre 2016. 83% des adhérents de LaREM sont d'accord avec cette formulation contre seulement 37% des Français. **Nous avons donc à faire logiquement à des individus qui se sentent capables d'appréhender le politique et d'agir sur lui.**

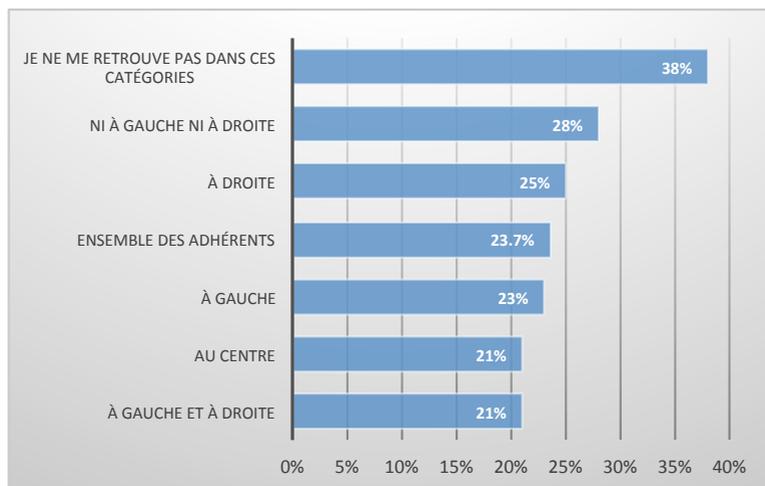
En ce qui concerne la «compétence politique externe» des marcheurs, celle-ci est plutôt modérée (score moyen de 2,9 sur une échelle de 1 à 5 où 1 = très faible et 5 = très forte). Si encore une fois nous ne pouvons pas comparer ce score à l'ensemble des Français, nous avons des éléments de comparaison sur l'item «en général, les responsables politiques se préoccupent

30 Enquête Nationale Electorale Française, <https://www.enef.fr/donn%C3%A9es-et-r%C3%A9sultats/>

de ce que pensent les gens comme vous» inclus dans le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF. Les adhérents de LaREM sont 31% à être d'accord avec cette formulation, 27% à n'être ni d'accord ni en désaccord et 42% à être en désaccord. En décembre 2017, les Français étaient seulement 16% à être d'accord avec cette proposition et 83% à être en désaccord. Bien que dans le Baromètre de la confiance il n'y ait pas de modalité de réponse neutre, les ordres de grandeurs observés suggèrent que les marcheurs ont nettement plus confiance dans leurs représentants que l'ensemble des Français.

Ainsi, nous pouvons affirmer que les adhérents de LaREM affichent une confiance et une satisfaction envers la politique et le système politique assez largement supérieure à la moyenne des Français. Mais est-ce que cela signifie qu'il n'existe pas de variations entre différents sous-groupes d'adhérents? Lorsqu'on croise la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie en France avec l'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite, on observe que les adhérents se plaçant «à la fois à gauche et à droite» forment, avec ceux qui se déclarent «au centre», le sous-groupe d'adhérents dont le pourcentage de satisfaction est le plus élevé (78%), alors que les adhérents qui se considèrent «ni à gauche ni à droite» ou qui «ne se retrouvent pas dans ces catégories» sont les deux sous-groupes les plus insatisfaits sur cette question (respectivement 28% et 38%, voir graphique ci-dessous). Autrement dit, s'ils expriment chacun à leur manière une insatisfaction à l'égard du clivage gauche-droite, les "et... et..." et les "ni.. ni..." n'ont pas vraiment la même évaluation du système politique...

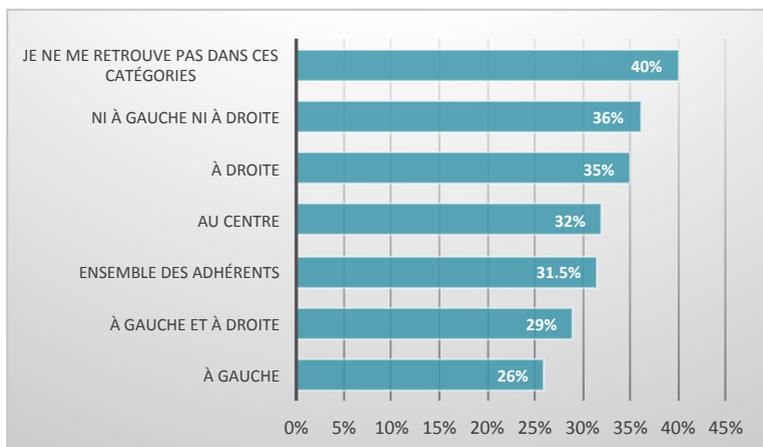
Graphique 12. Part des adhérents qui pensent que la démocratie ne fonctionne pas bien en fonction de leur auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite (échelle qualitative)



En ce qui concerne les échelles de compétence politique, on constate une distribution presque identique pour chaque sous-groupe sur l'échelle de « compétence politique interne » : quelle que soit la catégorie de l'échelle gauche-droite sur laquelle ils se positionnent, les adhérents de LaREM affichent un niveau élevé de confiance en leur capacité à appréhender la politique et à agir sur celle-ci. Par contre, sur l'échelle de « compétence politique externe », on observe des variations en fonction des sous-groupes de positionnement politique. Ainsi, tout comme sur la question à propos de la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie en France, **les adhérents qui se placent « ni à gauche ni à droite » ou qui « ne se retrouvent pas dans ces catégories » sont les deux sous-groupes qui affichent le niveau de « compétence politique externe » le plus faible** (respectivement 36% et 40%

des membres de ces sous-groupes ont un niveau faible de confiance dans le système politique, ce qui représente 7 et 11 points de plus que le groupe des «à la fois à gauche et à droite», voir graphique ci-dessous). Alors que **les adhérents qui se sentent «à la fois à gauche et à droite» sont un des sous-groupes avec le niveau de «compétence politique externe» le plus élevé** (28% des membres de ce sous-groupe ont un niveau élevé de confiance dans le système politique, ce qui représente 8 et 10 points de plus que les deux autres sous-groupes de la comparaison).

Graphique 13. Part des adhérents ayant une faible compétence politique externe en fonction de leur auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite (échelle qualitative)



En somme, au sein des adhérents de LaREM qui ne se sont pas positionnés sur le clivage gauche-droite, nous avons, d'un côté, les adhérents qui se sentent «à la fois à gauche et à droite» (25% de l'ensemble des adhérents) qui sont plus satisfaits que la moyenne des adhérents du fonctionnement

de la démocratie en France et qui affichent une confiance envers le système politique et ses représentants également plus élevée que la moyenne. Et nous avons, d'un autre côté, les adhérents qui ne se sentent « ni à gauche ni à droite » (10%) ou qui « ne se retrouvent pas dans ces catégories » (7%) qui sont, parmi les adhérents de LaREM, les plus insatisfaits vis-à-vis du système politique et qui font le moins confiance en ses représentants. **Ces deux postures du refus du clivage gauche-droite sont donc très différentes. La première remet en cause le clivage mais ne remet pas en question les répertoires de la gauche et de la droite ni le système politique dans son ensemble.** Ils sont davantage dans un dépassement du clivage que dans un rejet frontal de l'ensemble des coordonnées du paysage politique. Lorsqu'on les interroge sur les motivations de leur adhésion à LaREM, ces adhérents déclarent donner une importance beaucoup plus grande que la moyenne des marcheurs au fait qu'ils se sentent « à la fois de gauche et de droite » (+15 points). Ce groupe d'adhérents est en moyenne plus jeune que l'ensemble des adhérents (+5 points pour les 15-24 ans et +2 pour les 25-34 ans), on y retrouve plus d'étudiants et de lycéens (+6) et d'inactifs (+4). Du fait de leur âge, ils étaient plus nombreux que la moyenne à ne pas être inscrits sur les listes électorales lors de l'élection présidentielle de 2012 (+5) et, parmi ceux qui étaient inscrits, ils ont davantage voté blanc ou nul (+3). Lors des échéances électorales plus récentes, ces adhérents qui se sentent « à la fois à gauche et à droite » ont davantage voté pour Nathalie Kosciusko-Morizet (+6) lors du premier tour de la primaire de la droite et du centre que la moyenne des adhérents.

Verbatim

« L'idée, c'est de dépasser ces clivages qui sont absurdes et de se dire que c'est important d'avoir un système social comme celui qu'on a et qui a été construit avec des idées de gauche. Il y a des choses à droite qui sont bonnes aussi (...) On peut mixer les deux. J'ai l'impression qu'il y a du bon et du mauvais partout et que c'est à nous de faire le tri. C'est aussi pour ça que j'aime bien Emmanuel Macron, parce que ça va au-delà et je trouve que c'est intéressant. »

Homme, 37 ans, directeur d'une école de commerce

La deuxième posture remet en cause non seulement le clivage mais les notions même de gauche et de droite puisque ces adhérents les rejettent explicitement dans leurs réponses. Lorsqu'on les interroge sur les motivations qui les ont poussés à adhérer à LaREM, ces adhérents déclarent donner une importance plus grande que la moyenne des marcheurs au fait qu'ils estiment que LaREM est une formation politique « différente des autres » (+2 points) et « à l'écoute des Français » (+2,5). Comme ceux qui adoptent la première posture décrite dans le paragraphe précédent, ces adhérents sont plus jeunes que la moyenne (+4 points pour les 15-24 ans et +2 pour les 25-34 ans), on y retrouve donc plus d'étudiants et de lycéens (+4,5), plus d'inactifs (+5,5) mais aussi plus d'ouvriers (+5,5), d'employés (+3,5) et de chômeurs (+6). Ce sont des adhérents avec un niveau de diplôme moins élevé (inférieur au BAC +3,5, niveau BAC +2), qui déclarent plus souvent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur ménage (+3), qui se sont intéressés à la politique plus tardivement (+4 points pour la catégorie « après 30 ans » par rapport à la moyenne des adhérents), et qui déclarent nettement plus souvent que la moyenne des adhérents voter à moins d'une élection sur deux (+10). Ainsi si l'on observe leur comportement électoral lors de l'élection présidentielle de 2012, que ce soit au premier ou au second tour, ils sont plus susceptibles

d'avoir voté blanc ou nul (+16 et +7) ou de s'être abstenu (+8,5 et +9), voire de n'être pas inscrit sur les listes électorales (+7). Ceux d'entre eux qui se sont déplacés pour aller voter lors des élections primaires ont davantage voté pour de « petits candidats » (Bruno Le Maire +8, N. Kosciusko-Morizet +3, François de Rugy +7) ou même ont davantage voté blanc à ces élections primaires (+4 au premier tour de la primaire de la droite et du centre, +3 aux primaires citoyennes).

Verbatim

«Aujourd'hui, le spectre gauche-droite n'est plus quelque chose qui m'importe. Je n'ai plus envie ni besoin de catégoriser une idée comme de gauche ou de droite. Pour moi, c'est partir d'un mauvais pied que de partir sur cette idée-là. Je souhaite juger l'idée pour ce qu'elle est et j'ai l'impression que c'est un peu la philosophie d'En Marche ! C'est comme ça que je le perçois en tout cas»

Homme, 39 ans, conseiller bancaire

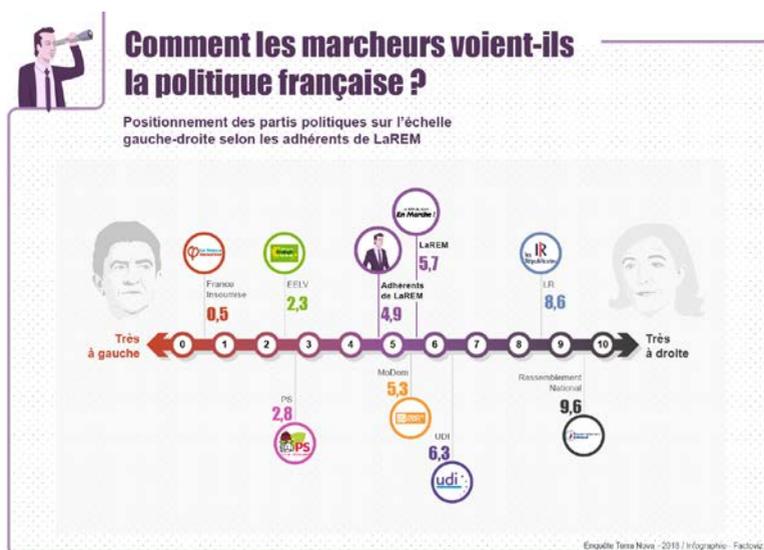
En conclusion, nous distinguons clairement deux groupes au sein des 41% des adhérents qui refusent de se positionner sur le clivage gauche-droite, c'est-à-dire de choisir une position nette sur le clivage. **Le premier groupe (les 25% des marcheurs qui se déclarent "à la fois de gauche et de droite") dessine les contours d'un électorat plus jeune dont l'identité politique n'est pas fortement ancrée dans le clivage gauche-droite mais qui se retrouvent à la fois dans des idées d'un bord politique et de l'autre et qui ne rejettent pas le "système" dans son ensemble. Egalement plus jeune que la moyenne des adhérents de LaREM, le second groupe (les 17% de marcheurs qui se disent "ni de gauche ni de droite" ou qui "refusent ces catégories") partage un nombre de caractéristiques importantes avec les électeurs qui sont le plus à même de se retrouver à la marge du système**

politique (socialisation politique plus tardive, faible fréquence de vote, niveau de diplôme moins élevé, plus grande précarité économique, fort taux d'abstention et de vote blanc, etc.). Ainsi LaREM a su attirer en son sein des citoyens qui ont des rapports très différents à la politique en général et au clivage gauche-droite en particulier puisque 59% l'acceptent, 25% recherchent son dépassement et 17% le rejettent frontalement. Cependant ces différences n'empêchent pas l'ensemble des adhérents de LaREM de revendiquer un espace commun dans le paysage politique français.

LA POLARISATION DE L'ESPACE POLITIQUE FRANÇAIS

Le sentiment d'occuper l'espace central ou médian de l'échiquier politique, comme mesuré par les deux échelles gauche-droite, se traduit également par la perception que les adhérents de LaREM ont des principales formations politiques. Nous leur avons demandé de positionner neuf formations politiques sur la même échelle gauche-droite (de 0 à 10) que celle qu'ils ont utilisée pour se positionner eux-mêmes.

Graphique 14. Positionnement des partis politiques sur l'échelle gauche-droite selon les adhérents de LaREM



La première information que cette série de données révèle est que **les adhérents de LaREM s'auto-positionnent en moyenne légèrement plus à gauche qu'ils ne positionnent LaREM (4,9 vs. 5,7)**

laquelle est perçue par la majorité des adhérents comme un parti plutôt de centre-droit. En effet 41% des adhérents placent le parti au centre (modalité de réponse 5 sur l'échelle 0-10), 34% au centre-droit (6) et 6% au centre-gauche (4). Ensuite, ils sont 15% à placer LaREM à droite (7-8), 1,6% très à droite (9-10), 1% à gauche (2-3) et 0,2% très à gauche (0-1).³¹

Le second enseignement concerne les autres partis politiques français. Les adhérents de LaREM distinguent clairement trois blocs : les partis très à droite (le FN et LR), les partis très à gauche (le PS, EELV et surtout la FI), et enfin, entre les deux, les partis de centre/centre droit dont LaREM fait partie à leurs yeux (UDI, LaREM et le MoDem). Il est intéressant de remarquer que selon les marcheurs LaREM est plus à droite que le MoDem. Mais ce qui est frappant dans cette représentation du paysage politique français, c'est l'écart de positionnement très important entre le bloc des partis de centre droit et les deux autres blocs. Selon les adhérents de LaREM, sur l'échelle gauche-droite de 0 à 10, l'écart entre leur formation et les autres est de 2,9 points avec LR, de 2,8 points avec le PS et de 5,2 points avec la FI. Alors que selon l'ensemble des Français, ces écarts ne sont respectivement que de 1,8, 2,8 et 4,5 sur cette même échelle³². Par rapport aux marcheurs, les Français voient notamment LR moins à droite et la FI moins à gauche. **Les adhérents de LaREM ont donc une représentation du paysage politique national nettement plus polarisée que l'ensemble des Français.**

31 Ensuite 4% des adhérents positionnent LaREM très à droite, 0,2% très à gauche, et 1% ne savent pas.

32 Vague 17 de l'Enquête Nationale Electorale Française, novembre 2017, <https://www.enef.fr/donn%C3%A9es-et-r%C3%A9sultats/>

Verbatim

«Aujourd'hui, je trouve qu'En Marche! a pris sa place. Donc, il n'a plus à se positionner [par rapport au concept de gauche et de droite]. Aujourd'hui, on pourrait dire ni Insoumis ni le Front National. »

Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation

«C'est quelqu'un [Emmanuel Macron] qui applique des recettes pragmatiques, et de gauche et de droite. Il ne se soucie pas trop de ce genre de catégorisation, mais plutôt de l'efficacité d'une mesure. Je ne le classe pas. Moi, je me classe encore à gauche, oui, parce que si je devais perdre un peu de liberté pour avoir plus d'égalité, je crois que je le ferais. »

Homme, 45 ans, consultant en informatique

«Je suis plutôt d'un socialisme réformiste. Je suis un homme de gauche. Donc je préfère 'et de gauche et de droite' plutôt que 'ni de gauche ni de droite'. Parce que je conserve mes valeurs. Mais jusqu'où ça pourra tenir? J'aimerais bien que les gens qui sont comme moi et qui viennent du PS s'y retrouvent. Pour l'instant, on est à la limite de ne pas s'y retrouver. Mais encore une fois, laissons un peu de temps au temps, et on verra ensuite. »

Homme, 70 ans, retraité (ancien universitaire)

VOTES PASSÉS ET DYNAMIQUES POLITIQUES D'ADHÉSION

Pour compléter le tableau du positionnement politique des marcheurs, il importe aussi d'examiner leurs comportements électoraux passés. En 2012, lors du 1er tour de l'élection présidentielle, 42% d'entre eux ont voté pour F. Hollande, 20% pour François Bayrou et 18,5% pour Nicolas Sarkozy. En novembre 2016, lors du premier tour de la primaire de la droite et du centre, 26% des adhérents ont voté pour A. Juppé, 6,5% pour

F. Fillon et 3% pour N. Kosciusko-Morizet³³. Et en janvier 2017, lors du premier tour des primaires citoyennes, 12,5% des adhérents ont voté pour M. Valls, 4% pour B. Hamon et 2% pour F. de Rugy³⁴. On constate que, lors de ces primaires, **le vote des adhérents de LaREM s'est fortement exprimé en faveur des candidats considérés comme modérés et plus proches du centre de l'échiquier politique que leurs opposants directs.**

L'existence au sein de LaREM d'électeurs qui ont apporté leur soutien à des candidats d'autres formations politiques lors du processus de sélection des candidats du PS et de LR suggère que ces sous-groupes d'adhérents ont rejoint le mouvement selon une chronologie propre et différente de celles de la moyenne des adhérents, qui dans leur grande majorité n'ont pas participé aux primaires. Rappelons que 35% des membres de LaREM ont adhéré entre le lancement du mouvement et le discours d'E. Macron Porte de Versailles en décembre 2016, 52% l'ont fait pendant la campagne présidentielle et dans la foulée de la victoire électorale, enfin 13% ont adhéré depuis que LaREM est au gouvernement. Lorsqu'on observe le timing des adhésions de ces sous-groupes d'adhérents, on constate que les électeurs de F. Hollande (+2,8) à la présidentielle de 2017 et les électeurs de B. Hamon (+2,9), de M. Valls (+10,1) et de F. de Rugy (+2,6) aux primaires citoyennes ont adhéré plus largement que la moyenne des marcheurs pendant la campagne présidentielle. Ceci est particulièrement marqué pour les adhérents de LaREM,

33 42% des adhérents de LaREM ont voté lors du 1er tour de la primaire de la droite et du centre. Parmi ces adhérents qui se sont déplacés aux urnes, 64% ont voté pour Alain Juppé, 16% pour François Fillon, 7% pour Nathalie Kosciusko-Morizet et 5% pour Nicolas Sarkozy.

34 26% des adhérents de LaREM ont voté lors du 1er tour des primaires citoyennes. Parmi ces adhérents qui se sont déplacés aux urnes, 51% ont voté pour Manuel Valls, 16% pour Benoît Hamon et 8% pour François de Rugy.

anciens électeurs de M. Valls à la primaire, qui ont été 62% à adhérer suite à sa défaite aux primaires citoyennes alors que, sur cette même période, LaREM a enregistré 52% de ses adhésions.

Verbatim

J'ai adhéré début 2017, pendant la campagne présidentielle. Je le voyais arriver depuis pas mal d'années : le PS se scinder en deux, ça s'annonçait depuis un sacré bout de temps. Moi, je fais partie de l'aile social-démocrate, réformiste. Et quand j'ai vu à la fois Hollande ne pas se représenter, et Hamon faire les yeux doux à Mélenchon, je me suis dit "ça, c'est pas possible, ce n'est pas ma tasse de thé, je n'y vais pas". Je fais partie de ces socialistes qui se retrouvaient complètement cocus, qui ne savaient pas où aller. Et puis finalement, les déclarations de Macron me convenaient plutôt, l'idée de flexi-sécurité s'agissant du travail me plaisait. Enfin... sauf qu'on voit surtout la flexi et pas beaucoup la sécurité. Mais bon, ce discours d'ouverture vers une nouvelle société me convenait. (...) Le PS devenant ce qu'il devenait, moi, je ne pouvais qu'aller là.

Question : À vous entendre, on a l'impression que le résultat des primaires citoyennes organisées par le PS a été déterminant dans ce processus...

Absolument, c'est tout à fait clair. Il y a trois choses qui faisaient que je ne voulais pas aller chez Hamon. Premièrement, il a contribué sérieusement à bousiller le quinquennat de Hollande. Deuxièmement, son rapprochement et sa drague avec Mélenchon. Et troisièmement, je trouve qu'il ne rentrait pas dans le costume et que ses propositions ne me paraissaient pas assez solides.»

Homme, 70 ans, retraité (ancien universitaire)

De manière similaire, les électeurs de F. Bayrou (+2) et d'A. Juppé (+6,1) ont aussi eu davantage tendance à rejoindre LaREM pendant la campagne présidentielle plutôt qu'avant ou après celle-ci. Si les électeurs d'A. Juppé ont attendu le déroulement de

la campagne pour adhérer, ceux de N. Kosciusko-Morizet ont massivement adhéré dès le lancement du mouvement (+6) et suite à l'élimination de leur candidate de la primaire de la droite et du centre en novembre 2016 (+4). Pour rappel, N. Kosciusko-Morizet était la candidate la plus « à gauche » des candidats à cette primaire³⁵ : beaucoup de ses électeurs ont probablement refusé l'investiture de F. Fillon comme candidat de la droite et du centre.

Tableau 6. Différentiel entre les adhésions des membres de LaREM ayant votés pour les principaux candidat(e)s de l'élection présidentielle de 2012 et des élections primaires de 2016-2017, et la distribution des adhésions pour l'ensemble des membres (points de pourcentage)

Candidat(e)	Du lancement du mouvement au discours d'E. Macron à Paris en décembre 2016	Pendant la campagne présidentielle et la victoire	LaREM au gouvernement
<i>Ensemble des adhérents</i>	35%	52%	13%
Benoît Hamon	-0,4	+2,9	-2,5
François Hollande	+0,7	+2,8	-3,6
Manuel Valls	-8,4	+10,1	-1,8
François de Rugy	+2	+2,6	-5,5
Nathalie Kosciusko-Morizet	+10	-3,6	-6,4
François Bayrou	+0,5	+2	-2,5
Alain Juppé	-4,3	+6,1	-1,9
François Fillon	+7	-12	+4,6
Nicolas Sarkozy	-1,1	-3,7	+4,8

Enfin les électeurs de N. Sarkozy lors de la présidentielle de 2012 et les électeurs de F. Fillon à la primaire de la droite et du centre ont eu plus tendance à adhérer depuis que LaREM est au gouvernement (respectivement +4,8 et +4,6). Résultat plus surprenant, les électeurs de F. Fillon ont également été nombreux à

35 Thomas Vitiello, Bruno Cautrès, Vincent Martigny, Sylvie Strudel et André Krouwel, « Dynamiques de campagne et choix des candidats », *Revue Française de Science Politique*, vol. 67, n°6, décembre 2017, p.1131-1151.

adhérer à LaREM pendant la phase de lancement du mouvement (+7), notamment au moment du lancement d'*En Marche!* en avril 2016, initiative qui semble les avoir séduits (21,5% d'entre eux ont adhéré en avril 2016 alors que seulement 15% des adhérents l'ont fait à ce moment-là). Lorsqu'on les interroge sur les motivations de leur adhésion à LaREM, ces électeurs fillonistes se démarquent de la moyenne des adhérents en déclarant qu'E. Macron est «la seule personnalité politique capable de réformer la France» (+10 points). À ce stade, ni F. Fillon ni E. Macron n'étaient encore candidats à la Présidence de la République, mais un certain nombre d'électeurs était déjà à la recherche d'un candidat pour la magistrature suprême.

Verbatim

«Je me suis investi [pendant la campagne] non pas pour Emmanuel Macron, mais lors de la primaire des Républicains, je tractais et j'assistais le comité de campagne d'Alain Juppé. (...) Je suis assez fidèle en politique. Malgré toutes les affaires qui lui sont tombés dessus, j'ai voté pour [Fillon au premier tour de la présidentielle]. Je n'aimais pas l'idée que, parce que j'avais supporté Juppé, le perdant, je devais me précipiter dans les bras d'Emmanuel Macron. Je n'avais pas tellement suivi la campagne de Macron. J'avais un doute quant à la faisabilité de pouvoir réussir la campagne législative derrière. Ça a été très très surprenant. J'avais donc l'impression qu'on aurait un président avec une opposition assez rapidement derrière. (...) J'ai commencé à m'intéresser à lui [E. Macron] lors du second tour de l'élection présidentielle. J'ai ensuite eu encore plus d'intérêt pour lui lorsqu'il a procédé à son choix de premier ministre, Edouard Philippe (...). J'appréciais le fait que l'on puisse penser à ce profil juppéiste. Ça, ça m'a enthousiasmé. Par la suite également, j'ai commencé à m'intéresser à LaREM au moment des législatives. (...) Aujourd'hui, je suis très heureux de voir ce qu'ils [le gouvernement et LaREM] font, je trouve que ça correspond bien à ce que je cherchais. Aujourd'hui, c'est une très bonne surprise. (...)

Question : *Est-ce que la déception vous a poussé vers LaREM ?*

Ah oui, complètement, puisque je ne me retrouve plus du tout chez Les Républicains, le parti le plus proche de mes idées pendant plus de vingt ans. Je ne me retrouve pas du tout dans son leader.

Question : *Qu'est-ce qui vous dérange aujourd'hui dans la ligne politique de LR ?*

Déjà le leader qui est un type, à mon avis, populiste, qui se rapproche des idées du Front National. Je trouve que l'on est sur une droite radicale, qui s'intéresse surtout à des sujets dont l'objectif est de rallier, finalement, les masses en effrayant les électeurs sur des sujets tel que l'immigration, le repli de l'Europe. Je ne me retrouve plus du tout dans le nouveau projet des Républicains. Enfin s'il existe vraiment. »

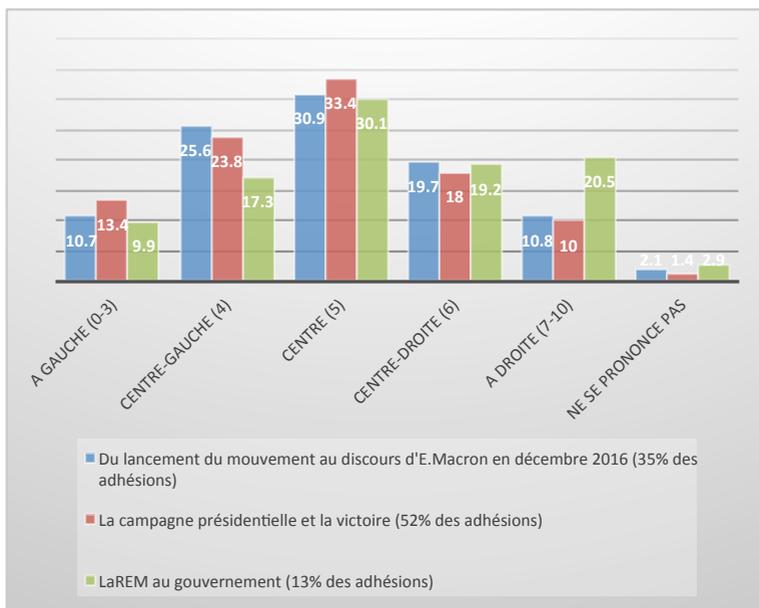
Homme, 51 ans, responsable des ressources humaines

« Pour être transparent, au premier tour j'ai voté Fillon. Si Hollande s'était présenté, j'aurais voté Hollande. Comme quoi, on peut être... Enfin il y a des questions d'homme. Je ne me situe ni à gauche ni à droite. Il y a des courants de pensée ou des hommes qui font que l'on a envie de voter pour eux. Au second tour, j'ai évidemment voté pour Emmanuel Macron. J'avais un peu des doutes avant, mais bon, d'abord c'est quelqu'un de brillant, je trouvais que ce qu'il disait est intéressant. Mais je me disais 'comment il peut financer ce qu'il annonce?'. Ce qu'il disait, j'y croyais pas en gros. Et puis il a été élu et plus je l'ai vu à l'action, plus il m'a bluffé, et plus je me suis dit 'tiens, j'ai envie de les connaître un peu plus de l'intérieur'. (...) Donc, je me suis inscrit. Plus pour découvrir que pour les aider au début, avec l'idée de se dire 'si je peux apporter mon petit caillou ou ma petite pierre à une réflexion, pourquoi pas'. C'est même en fait après les élections législatives, je sais pas... un mois ou deux après, quand j'ai vu ce qui se mettait en place, la stature d'Emmanuel Macron, son équipe avec des gens qui viennent de la société civile, bon je me suis dit 'tiens, j'ai envie d'aller vers eux'. Voilà. »

Homme, chef d'entreprise, 44 ans.

Ces différences chronologiques d'adhésion entre les membres de LaREM qui ont voté pour des candidats de gauche, de centre ou de droite se retrouvent aussi dans l'ensemble des adhérents du mouvement. En effet, lorsqu'on observe la distribution des adhérents sur les trois périodes d'adhésions, en fonction de leur auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite, on constate que **si le barycentre politique des adhérents est le même lors des deux premières phases d'adhésion** (moyennes de 4,95 et 4,9 sur l'échelle gauche-droite de 0 à 10), celui-ci tend à se déplacer vers la droite depuis que LaREM est au gouvernement (moyenne de 5,3). En effet, lors de cette troisième phase d'adhésion, le poids des nouveaux adhérents se positionnant à gauche a diminué de 3,5 points par rapport à ceux ayant adhéré lors de la campagne présidentielle, celui des adhérents de centre-gauche de 5,5 points, et celui des adhérents de centre de 3,3 points ; alors que le poids des nouveaux adhérents de centre droit et de droite a augmenté respectivement de 1,2 et 10,5 points.

Graphique 15. Auto-positionnement des adhérents de LaREM sur l'échelle gauche-droite (échelle qualitative) en fonction de la période d'adhésion



DES MOTIVATIONS PARTAGÉES

Si les adhérents de LaREM proviennent d'horizons politiques variés, ils se perçoivent, à la fois en tant qu'individus et en tant que mouvement politique, comme occupant un espace central ou médian sur l'échiquier politique. À cette vision commune d'eux-mêmes s'ajoutent également des motivations d'adhésion partagées. Nous avons soumis aux adhérents de LaREM interviewés une série de motivations pour lesquelles ils auraient pu rejoindre le mouvement, et nous leur avons demandé de nous dire quel niveau d'importance ils attribuaient à chacune d'entre-elles. Les résultats montrent que toutes ces raisons (voir graphique 16) ont eu de l'importance puisque pour

chacune d'entre elles la part de réponse «très/assez important» dépasse les 50%. Cependant, deux des six motivations sortent du lot avec un taux de réponse «très/assez important» dépassant les 80% : **87% des adhérents de LaREM ont déclaré que le fait qu'ils partageaient les idées de LaREM avait été très ou assez important dans leur motivation d'adhésion, et ce score est de 80,5% pour la motivation «Emmanuel Macron est la seule personnalité capable de réformer la France».**

Les idées partagées par les adhérents de LaREM et le rapport au leader-fondateur du mouvement sont précisément examinés dans les deux parties à venir de cette étude (chapitres 4 et 5).

Verbatim

«Je n'ai jamais fait partie d'un parti politique, que ce soit à droite ou à gauche. J'ai toujours voté par contre, ça oui. En fait, l'idée d'adhérer à En Marche!, c'était simplement parce que c'est un parti progressiste citoyen et l'idée m'a plu. Ce n'est pas un parti classique.»

Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation

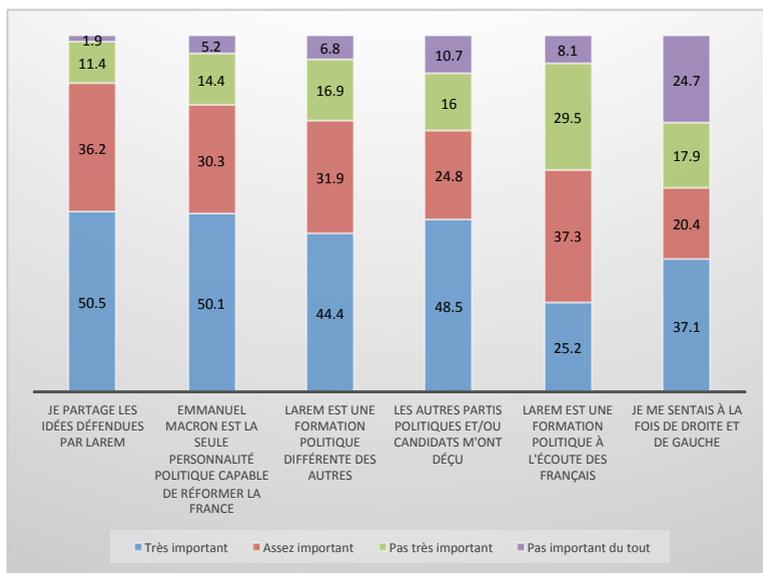
«J'ai trouvé que le mouvement En Marche! avait cette originalité, des idées assez proches des miennes, alors que je ne me retrouvais pas du tout dans la politique française auparavant.»

Homme, 45 ans, consultant en informatique

«Je crois que d'abord j'ai été séduite par l'homme, Emmanuel Macron, parce que différent du paysage politique que l'on voyait habituellement, une génération plus jeune. Et puis lorsque le mouvement En Marche! a commencé à être un peu plus connu, j'ai trouvé que la manière de faire était plus moderne, plus novatrice. Le fait de dire 'il faut être pragmatique', et pas à droite à gauche, ce genre de choses, je trouvais que c'était quelque chose à quoi j'adhérais. Je trouvais qu'à partir du moment où il y avait une envie de faire avancer les choses, c'était quelque chose dans lequel je me reconnaissais assez.»

Femme, 52 ans, femme au foyer (ex-journaliste)

Graphique 16. Quel niveau d'importance donneriez-vous à chacune des raisons suivantes pour expliquer votre adhésion à LaREM ? (%)



La politique et la question du positionnement politique ont été au centre de la campagne présidentielle de 2017. Cela s'est traduit, entre autre, par d'importants mouvements d'opinion mesurés par les sondages pendant la campagne. Ces mouvements et ces nouveaux positionnements politiques ont été encouragés par une dégradation ces dernières années du rapport entre les Français et la politique³⁶. Une forte défiance vis-à-vis du système politique et de ses représentants a conduit les électeurs à privilégier les candidatures qui ont incarné, à un moment donné et chacune à sa manière, une forme de renouveau. Ce sentiment

³⁶ Sur ce sujet, voir les résultats depuis 2009 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, <http://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique>

et ce besoin d'autre chose ont été particulièrement importants, dans leur démarche d'adhésion, pour les membres de LaREM. Par ailleurs, cette volonté de changement possède des facettes multiples : bien qu'elle traverse l'ensemble des tendances politiques au sein des marcheurs, elle s'exprime différemment en fonction du positionnement politique des intéressés. En effet, **«à la fois de gauche et de droite» n'est pas un euphémisme de «ni de gauche ni de droite». Ces deux positionnements traduisent deux rapports au politique différents : forme de pragmatisme politique et de modération pour les uns, et de rejet frontal du clivage gauche-droite et de volonté de changement radical pour les autres.** Ainsi, le profil politique des marcheurs montre que, depuis le début de leur aventure politique en avril 2016, LaREM et Emmanuel Macron ont réussi à incarner ces deux facettes en même temps.

4.

Le portrait des marcheurs

Si l'offre partisane peut se transformer rapidement via l'émergence de nouvelles formations politiques, comme le système politique français mais aussi celui de nombreux pays européens en ont fait l'expérience depuis quelques années, les valeurs des électeurs, elles, n'évoluent pas fortement d'une élection sur l'autre. Les spécialistes de l'opinion politique parlent de « systèmes d'attitudes », c'est-à-dire d'ensembles cohérents d'opinions, relativement stables dans le temps, articulées entre elles et qui évoluent plutôt d'une cohorte de la population à l'autre. C'est pourquoi, nous allons à présent scruter ce que nous considérons être le cœur de l'engagement politique : l'univers des préférences, des valeurs et des attitudes politiques. Cette partie propose une suite d'analyses qui partent d'une mise à plat de ces différentes facettes, puis les combinent. Son but est de produire *in fine* une typologie des adhérents de LaREM.

Afin de situer les marcheurs par rapport à l'ensemble des électeurs français et aux principales dimensions de l'espace partisan hexagonal, nous allons procéder en trois étapes. Dans un premier temps, nous allons comparer la distribution des réponses des adhérents de LaREM à celle des Français sur un large éventail de questions portant sur leurs attitudes, leurs préférences de politiques publiques et d'enjeux. Dans un second temps, nous allons analyser la structure du « systèmes d'attitudes » des marcheurs afin de la comparer aux clivages politiques au sein de l'électorat français. En effet, depuis 30 ans, les

clivages politiques en France sont en mutation : à côté de l'ancien clivage qui se structurait autour des questions socio-économiques, est apparu un nouveau clivage autour notamment de questions culturelles³⁷. Quelle place ont ces deux clivages dans la structuration des attitudes politiques des adhérents de LaREM ? LaREM représente-t-elle une formation politique qui incarne l'aboutissement de ces mutations ou est-ce que les marcheurs ont emporté avec eux les tensions et clivages de « l'ancien monde » au sein de la jeune formation politique ? Enfin, dans un troisième temps, nous allons distinguer, au sein des clivages politiques identifiés parmi les adhérents de LaREM, des catégories ou des tempéraments de marcheurs qui symbolisent des idéaux-types au sein du mouvement.

DES MARCHEURS PLUS LIBÉRAUX, PLUS TOLÉRANTS ET PLUS EUROPÉENS QUE LA MOYENNE DES FRANÇAIS

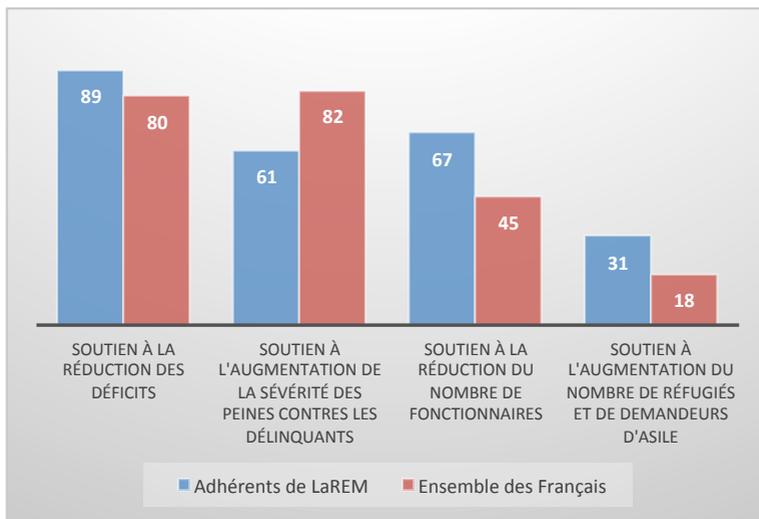
L'idéal démocratique implique que nous votions pour le candidat ou le parti qui représente le mieux nos préférences en matière de politiques publiques. D'ailleurs, l'une des motivations principales d'adhésion à un mouvement politique est la sensibilité à ce que la sociologie politique appelle des « enjeux ». Les préférences de politiques publiques des adhérents de LaREM peuvent être mesurées par un ensemble d'items portant sur le niveau des dépenses publiques : faut-il diminuer, maintenir à un même niveau ou augmenter les dépenses publiques ?

37 Vincent Tiberj, « La politique des deux axes », *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, no 1, p. 71-106.

On dispose dans notre enquête des préférences des adhérents sur un ensemble de huit domaines de l'action publique, que l'on peut comparer (pour six d'entre eux) avec les préférences de l'ensemble des Français³⁸. La réduction du déficit budgétaire de l'Etat est ainsi une priorité soutenue à un niveau très élevé par les Français (80%), mais plus encore chez les adhérents de LaREM (89%). Trois différences importantes apparaissent ensuite. D'une part, l'augmentation de la sévérité des peines pour les délinquants arrive en tête des préférences de l'ensemble des Français (pratiquement à égalité avec la réduction du déficit budgétaire de l'Etat) et bénéficie d'un niveau de soutien très élevé (82%), alors qu'elle ne se situe qu'à un rang intermédiaire chez les adhérents de LaREM (61%). D'autre part, la réduction du nombre de fonctionnaires occupe, chez les marcheurs, une place de choix (67% contre 45% des Français). Enfin, les adhérents soutiennent beaucoup plus que l'ensemble des Français l'augmentation du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile en France (31% contre 18%).

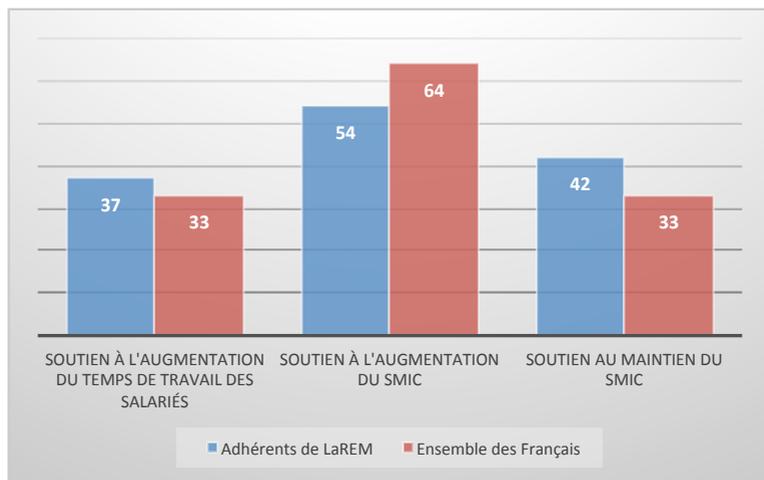
38 Les items qui mesurent les préférences de politiques publiques des adhérents de la LaREM, sont en partie issus de l'enquête électorale réalisée par le CEVIPOF lors des élections de 2017, l'Enquête Nationale Electorale Française (ENEF2017). La comparaison avec les données de notre enquête rencontre une limite : d'une part les dates de terrain sont éloignées d'un peu plus d'un an (mars 2017 et juin 2018) alors qu'entre les deux dates les élections de 2017 ont eu lieu. Or l'opinion publique réagit de manière « thermostatique » aux politiques publiques et peut évoluer dans une direction en fonction des orientations des politiques gouvernementales. Ainsi, un gouvernement conduisant des politiques « de droite » peut faire réagir l'opinion dans un sens opposé, par un simple « effet de thermostat ». Malgré cet écart temporel, la comparaison reste pertinente car on sait également que les préférences de politiques publiques sont guidées par l'attachement à des principes ou à des valeurs, beaucoup moins exposés aux effets conjoncturels thermostatiques.

Graphique 17-a : Comparaisons des attitudes moyennes des adhérents de LaREM avec l'ensemble des Français sur une série d'enjeux (%)



D'autres différences apparaissent encore : les marcheurs soutiennent l'augmentation du temps de travail des salariés (37% contre 33%) ; ils sont également beaucoup moins favorables à l'augmentation du salaire minimum (54% contre 64%) et beaucoup plus à son maintien au même niveau qu'aujourd'hui (42% contre 33%). Le haut niveau de libéralisme économique des adhérents de LaREM se confirme si l'on considère un indicateur dont nous ne disposons que pour eux : 73% souhaitent que l'on diminue « la fiscalité et les charges des entreprises ».

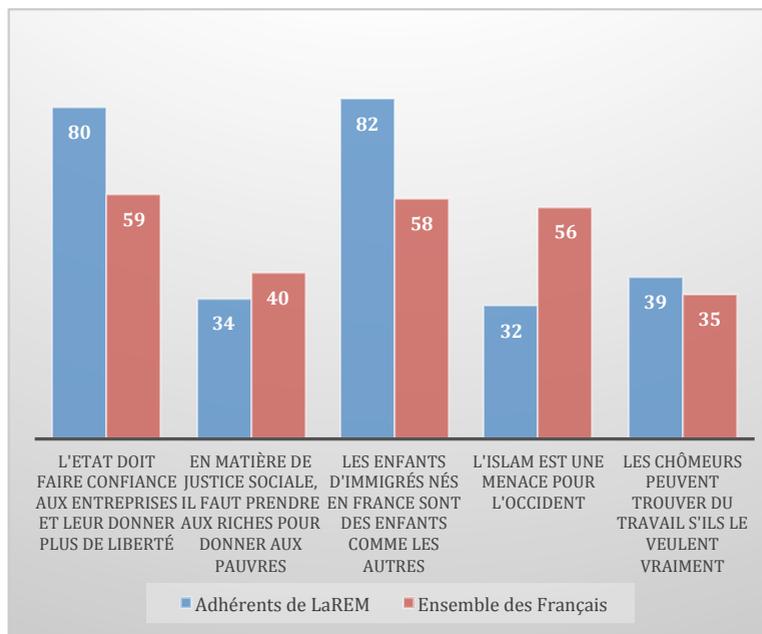
Graphique 17-b : Comparaisons des attitudes moyennes des adhérents de LaREM avec l'ensemble des Français sur une série d'enjeux (%)



La comparaison des préférences de politiques publiques des adhérents et de l'ensemble des Français montre que les premiers sont économiquement plus libéraux et culturellement plus tolérants. Retrouve-t-on ces caractéristiques dans l'univers de leurs valeurs et de leurs attitudes politiques ? C'est assez largement le cas : les adhérents de LaREM expriment davantage que l'ensemble des Français leur accord avec des opinions économiquement libérales et culturellement tolérantes. Alors que 59% de l'ensemble des Français sont d'accord avec l'idée que «pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté», c'est le cas de près de 80% des adhérents ; de même, si 40% des Français pensent que «en matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres», ce n'est le cas que de 34% des marcheurs ; ces derniers soutiennent bien davantage l'idée que «les enfants d'immigrés nés en France

sont des Français comme les autres» (82% contre 58%) et beaucoup moins celle que «l'islam est une menace pour l'Occident» (32% contre 56%).

Graphique 17-c : Comparaisons des attitudes moyennes des adhérents de LaREM avec l'ensemble des Français sur une série d'enjeux (%)



La tolérance culturelle des adhérents de LaREM se retrouve très largement dans les indicateurs dont nous ne disposons que pour eux, dont plusieurs mesurent l'attitude vis-à-vis du changement sociétal : 72% sont d'accord avec l'opinion selon laquelle «les couples homosexuels doivent être autorisés à adopter des enfants», et 70% soutiennent l'opinion selon laquelle il faut «remplacer les centrales nucléaires par des énergies renouvelables». On retrouve d'ailleurs cette disposition

très favorable au changement sociétal dans l'un des indicateurs de préférences de politiques publiques disponible pour les marcheurs mais pas pour l'ensemble des Français : 81% expriment leur soutien aux « investissements publics pour soutenir l'agriculture biologique ».

Pour autant, on ne saurait en tirer la conclusion que les adhérents de LaREM ne sont qu'économiquement libéraux et culturellement tolérants : ce portait « lib-lib » est à la fois juste et incomplet. On remarque en effet que 39% soutiennent l'opinion selon laquelle « les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment » (contre 35% parmi l'ensemble des Français). Cet indicateur ne mesure pas qu'une attitude défavorable à l'idée que l'Etat protégerait trop ; il mesure également une attitude favorable à l'idée de « se prendre en main », de « se bouger » pour trouver un travail. Nos données montrent d'ailleurs une forte cohérence des adhérents vis-à-vis d'une attitude générale favorable à l'effort : 86% sont d'accord avec l'opinion selon laquelle que « il faut travailler dur pour réussir ». **Le libéralisme culturel et la tolérance des adhérents de LaREM se combinent donc avec un système d'attitudes qui n'exclut pas les notions d'effort individuel et d'ordre social** : on a vu plus haut que les adhérents sont nettement moins favorables que l'ensemble des Français à l'augmentation des peines pour les délinquants, mais que leur soutien à cette idée se situe néanmoins à un niveau important (61%). D'autres données de notre enquête vont dans le même sens : la moitié des adhérents pense que « il faut préserver les traditions » (seulement 18% sont en désaccord avec cette idée) et 42% (le même pourcentage que dans l'ensemble des Français) expriment leur accord avec l'opinion selon laquelle « la France doit avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections ».

Un autre point, et non des moindres pour LaREM, permet de compléter le tableau de l'univers politique des adhérents du mouvement : la question de l'Europe. **Si le libéralisme culturel des adhérents est de fait « tempéré » par un soutien non-négligeable à des valeurs d'autorité et de tradition, il se combine également avec une attitude de large "ouverture" sur les questions qui touchent aux frontières (Europe et migrants).** Lorsque l'on demande aux adhérents de LaREM quelle est la question qui leur paraît le plus importante en France aujourd'hui, la construction européenne se place en tête (15%), ex-aequo avec deux autres questions : le chômage (15%) et l'éducation ou la formation des jeunes (14.5%), suivis des déficits publics et de la dette de l'Etat (9%) et des inégalités (9%)³⁹. Lorsqu'on demande quelle est la seconde question qui leur paraît la plus importante en France aujourd'hui, ce sont à nouveau la construction européenne (15%) et l'éducation ou la formation des jeunes (14.5%) qui arrivent en tête, suivi de l'environnement et du réchauffement climatique (10%), du chômage (9%), des déficits publics et de la dette de l'Etat (7.5%) et des inégalités (7%). Nous avons réalisé une analyse de données qui identifie les principaux couples de réponses (première question et seconde question citées). Sept couples de réponses apparaissent plus fréquemment que tous les autres et à chaque fois ils comportent l'une ou l'autre des questions

39 Sur ce point, il ne nous est pas possible de conduire une comparaison avec les données de l'Enquête ENEF2017 dans la mesure où celle-ci mesure cette question avec le même verbatim mais avec une logique de question ouverte, laissant les enquêtés libres de citer le problème de manière spontanée. On peut néanmoins remarquer que, mesurée de cette manière dans la vague 12 de l'enquête ENEF2017, la question la plus importante ne fait que très peu apparaître la question européenne parmi les préoccupations des sympathisants de LaREM. Les différences de date d'enquêtes, de méthode et de population visée (les sympathisants et les adhérents), ne permettent néanmoins pas d'aller plus loin dans cette comparaison.

suivantes : **la construction européenne, l'éducation et la formation des jeunes, le chômage, ou les déficits et la dette de l'Etat. Ces quatre thèmes constituent le quatuor des enjeux qui sont considérés par les adhérents de LaREM comme les plus importants.** On remarquera que, parmi les autres enjeux cités comme les plus importants pour la France aujourd'hui par les adhérents de LaREM, **les thèmes traditionnellement qualifiés de « régaliens » (la sécurité des biens et des personnes, le terrorisme, l'immigration...) sont très faiblement présents tandis que les thèmes qui concernent le social le sont un peu plus (notamment les inégalités).** Cette hiérarchie distingue LaREM d'autres formations politiques, notamment à droite. On voit donc que les marcheurs se caractérisent par une hiérarchisation des enjeux tout à fait originale, un élément sans doute essentiel dans la construction du « macronisme » : non seulement cette hiérarchisation distingue LaREM des autres organisations politiques, mais elle sert sans doute de sous-bassement à l'appel au dépassement du clivage gauche-droite. On touche ici un élément clef de la dynamique électorale en faveur de LaREM lors de la séquence électorale de 2017, élément d'autant plus remarquable que personne n'avait anticipé que l'on puisse remporter cette séquence sur ces enjeux.

L'Europe occupe, à l'évidence, une place très importante dans ce quatuor : elle est citée dans 6 des 7 couples de réponses les plus fréquents. L'une des caractéristiques majeures des adhérents et de leur mouvement est le haut niveau de soutien à l'intégration européenne : lorsqu'on leur demande de se classer sur une échelle de 0 à 10⁴⁰ mesurant leur attitude générale vis-à-

40 « En ce qui concerne l'intégration de la France dans l'Union Européenne, certaines personnes se déclarent en faveur de celle-ci et d'autres sont contre. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle ? 0 signifie que vous êtes très opposé(e) à l'intégration de la France dans l'UE et 10 que vous êtes très en faveur de l'intégration de la France dans l'UE. »

vis de l'intégration européenne, la note moyenne est proche de... 9 sur 10⁴¹ ! Nous avons choisi de répliquer dans notre enquête une série d'indicateurs mesurant néanmoins les craintes que l'on peut avoir vis-à-vis de l'intégration européenne⁴². L'hypothèse sous-jacente était que, si l'opinion générale vis-à-vis de l'Europe est très favorable, ce soutien large et diffus peut cacher des inquiétudes plus sectorielles, vis-à-vis de certains enjeux ou dimensions de l'intégration européenne. La comparaison des réponses des Français avec celles des adhérents de LaREM⁴³ montre un contraste encore très fort. Alors que dans l'ensemble de l'électorat les craintes sont majoritaires, elles sont très faiblement présentes chez les marcheurs. Ainsi, alors que 67% des Français déclarent craindre qu'avec la construction européenne « il y ait davantage de chômage en France » ou qu'« il y ait une augmentation du nombre d'immigrés », seulement 13% et 17% des adhérents de LaREM expriment la même opinion. Les deux craintes les plus exprimées par eux (et de façon encore très minoritaire) sont, qu'avec la construction européenne, « il y ait moins de protection sociale en France » (21%) et que « la France paye pour les autres pays » (27%). La crainte identitaire (qu'avec la construction européenne « on perde notre identité nationale

41 La valeur moyenne sur cette échelle est de 8.93 avec un faible écart-type de 1.67. Non seulement les adhérents sont, en moyenne, très fortement favorables à l'intégration européenne mais ils sont aussi peu dispersés autour de cette moyenne.

42 Cette série d'indicateurs trouve son origine dans l'enquête de l'Eurobaromètre. Elle fut ensuite adaptée et répliquée à plusieurs reprises dans les enquêtes électorales du CEVIPOF, depuis 2002. On trouvera plusieurs séries d'analyses de ces indicateurs, notamment dans : Céline Belot, Bruno Cautrès, Sylvie Strudel, « L'Europe comme enjeu clivant : ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », *Revue française de science politique*, 63 (6), 2013, p. 1081-1112.

43 Pour l'ensemble des Français, les données proviennent de la vague 4 de l'enquête ENEF2017 du CEVIPOF (terrain réalisé en mai 2016).

et notre culture») est quant à elle quasi-absente chez les adhérents de LaREM (9% contre 57% chez l'ensemble des Français).

Un second bloc d'items a été proposé aux adhérents, non plus à propos de leurs craintes mais à propos de leurs attentes vis-à-vis de la construction européenne. Les réponses très positives l'emportent alors très largement : 94% des adhérents estiment que la construction européenne permettra de «favoriser la croissance économique de la France», 91% de «renforcer le rôle de la France dans le monde», 87% «de protéger la France des effets négatifs de la mondialisation», 74% «de sécuriser les frontières extérieures de la France».

Le portrait des adhérents de LaREM qui se dégage à ce stade peut se résumer ainsi : des libéraux économiques, culturellement tolérants et qui placent l'enjeu européen (et aussi celui de l'éducation et de la formation) au cœur de leurs préoccupations. Ce portrait général résume bien qui sont les marcheurs, en moyenne. Mais il doit être nuancé : nous avons également vu que **le libéralisme culturel et la tolérance sociétale des adhérents n'étaient pas exclusifs d'un soutien à des valeurs d'ordre social (préserver les traditions, augmenter les peines pour les délinquants...) et que le fort tropisme pro-européen laissait apparaître quelques nuances**, même si elles s'expriment à bas bruit. Le libéralisme économique dont ils font incontestablement preuve n'est pas, de son côté, exclusif de préférences en matière de justice sociale, même si ce trait n'est pas le trait majeur et dominant chez les adhérents de LaREM.

Par ailleurs et surtout, ce premier portrait n'est fondé que sur des analyses «à plat» de nos indicateurs, sans croiser ceux-ci. Il nous faut aller plus loin en nous demandant s'il n'y aurait pas davantage de diversité au sein des adhérents que ne le suggère ce profil moyen. Cette question est centrale pour la sociologie des adhérents mais aussi pour la compréhension politique du

mouvement. Comme l'a montré l'analyse des positionnements politiques dans la troisième partie de cette recherche (voir *supra*, Chapitre III), certains adhérents se déclarent plutôt de gauche, et d'autres plutôt de droite. Notre enquête montre également que 43% des adhérents de LaREM ont voté pour F. Hollande, 20% pour F. Bayrou et 18% pour N. Sarkozy lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012. Même au sein des 24% des adhérents qui ont été auparavant membres d'une autre formation politique, on retrouve une certaine diversité d'origines : 42% sont des anciens adhérents socialistes, 23,5% des ex-Républicains et 13% des ex-Modem.

Au-delà du profil moyen des marcheurs, on peut et on doit donc se poser la question de la co-existence, au sein de LaREM, de cultures politiques différentes issues de « l'ancien monde », selon une expression régulièrement utilisée par les responsables du mouvement pour parler des majorités politiques qui ont précédé l'élection d'Emmanuel Macron. Au moment où nous réalisons notre enquête, LaREM n'existe que depuis un an, deux ans si l'on compte la période *En Marche!*. Le ciment de la campagne puis de la victoire du macronisme électoral (la présidentielle suivie des législatives), a-t-il déjà « pris » au point de gommer ces sensibilités politiques venues de la gauche, de la droite et du centre ? Si l'on situe notre anatomie de LaREM dans une perspective dynamique et temporelle, cette question est absolument centrale pour comprendre les bases socio-politiques du mouvement : est-il dans la nature même du mouvement d'être composé d'adhérents « de gauche, de droite et du centre », ou bien celui-ci a-t-il vocation à moyen terme à socialiser ses adhérents à une culture politique hybride, mais commune et cohérente, une nouvelle synthèse idéologique réalisée à partir de ces différentes cultures politiques ? En d'autres termes, qu'est-ce qu'un marcheur ?

UN NOUVEAU SYNCRÉTISME POLITIQUE : PRÉÉMINENCE DU CLIVAGE CULTUREL ET RÉSISTANCE DU CLIVAGE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Nous avons choisi de répondre à ces questions par le biais des «cultures politiques» ou des «tempéraments politiques», ce que les spécialistes de sociologie politique appellent des «systèmes d'attitudes». Cette approche nous amène à poser l'hypothèse que l'adhésion à des attitudes ou valeurs politiques et l'intensité avec laquelle on s'en réclame constituent les meilleurs étalons pour identifier, mesurer, expliquer la diversité des profils d'adhérents.

Nos analyses ont consisté dans la recherche de dimensions sous-jacentes («latentes») qui structurent les réponses des adhérents aux questions mesurant leurs attitudes et valeurs politiques. **L'analyse statistique⁴⁴ nous a conduit à identifier deux clivages clés qui organisent l'espace politique des marcheurs.**

Le premier clivage qui émerge de l'analyse est le plus fortement structurant des attitudes politiques des adhérents de LaREM : **il oppose deux univers de valeurs organisés autour d'une opposition de type «ouvert / fermé»**, pour reprendre la terminologie de Pascal Perrineau⁴⁵. D'un côté du clivage, les adhérents qui se déclarent d'accord avec des opinions

44 Nous avons réalisé pour cela une analyse factorielle incluant les 14 items mesurant les attitudes politiques des adhérents de LaREM. Les deux dimensions les plus structurantes, c'est-à-dire les plus fortement explicatives de la matrice des corrélations, rendent compte de 37% de la variance totale, ce qui est un score élevé. Sur ce sujet, voir *infra*, Annexe I.

45 Voir Pascal Perrineau, *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, 2001. À noter que dans ses recherches récentes, Pascal Perrineau parle plutôt de clivage «société ouverte-société du recentrage national» que du clivage «ouvert/fermé».

caractéristiques d'un ensemble d'attitudes négatives vis-à-vis de l'immigration, autoritaires, nationalistes et combinant volontiers libéralisme économique et conservatisme social : ceux qui, plus que la moyenne des marcheurs, sont d'accord avec les affirmations selon lesquelles «il y a trop d'immigrés en France», «on ne se sent plus chez soi comme avant», «l'islam est une menace pour l'Occident», «les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment», «il faut respecter les traditions» et «la France doit avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections». On trouve également du même côté, ceux qui, toujours plus qu'en moyenne, expriment leur accord avec l'opinion selon laquelle «il faut travailler dur pour réussir», ou encore «les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment».

De l'autre côté du clivage, on trouve les adhérents aux inclinations opposées : ceux qui, plus qu'en moyenne, expriment leur accord avec l'opinion que «les enfants d'immigrés sont des Français comme les autres», que «les couples homosexuels doivent être autorisés à adopter des enfants», qu'il faut «remplacer les centrales nucléaires par des énergies renouvelables» et que «la France doit aller plus loin dans la construction européenne». Ces adhérents-là sont par ailleurs aussi plus souvent d'accord avec l'opinion selon laquelle «en matière de justice sociale, il faut prendre aux riches, pour donner aux pauvres».

Ce premier clivage «ouvert /fermé» est avant tout «culturel», c'est-à-dire qu'il porte sur des questions qui touchent à la tolérance culturelle et à l'ouverture. Mais on peut remarquer que les items de tolérance culturelle sont également liés à quelques items économiques qui ont une connotation de valorisation de l'effort : «les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment» et «il faut travailler dur pour réussir».

Ce premier clivage est celui qui rend compte des oppositions d'attitudes politiques les plus fortes que l'on peut rencontrer au sein des marcheurs ; il traduit une polarisation entre les deux extrémités de ce continuum. Il reste qu'en moyenne (comme nous l'avons analysé au début de ce chapitre), les adhérents de LaREM sont caractérisés par un niveau important de tolérance culturelle.

Le second clivage, moins fortement structurant des réponses apportées aux quatorze indicateurs mais néanmoins très significatif également, **renvoie principalement au clivage socio-économique au sens classique du terme (gauche/droite).**

Ici, les deux pôles du clivage séparent : d'un côté (à droite), les adhérents qui sont (plus qu'en moyenne) d'accord avec l'opinion selon laquelle « pour faire face aux difficultés économiques, l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur laisser plus de liberté », que « pour que les patrons n'aient pas peur d'embaucher, ils doivent avoir le droit de licencier plus facilement », qu'il faut « travailler dur pour réussir » ; d'un autre côté (à gauche), les adhérents qui sont fortement d'accord avec l'opinion selon laquelle « en matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Ici, les marcheurs qui expriment des attitudes politiques favorables au libéralisme économique sont aussi « ouverts » culturellement puisqu'ils sont d'accord avec les affirmations suivantes : « les enfants d'immigrés sont des Français comme les autres », « les couples homosexuels doivent être autorisés à adopter des enfants », ou encore « la France doit aller plus loin dans l'intégration européenne ». Une donnée doit plus particulièrement retenir notre attention : l'accord avec des attitudes économiquement libérales et culturellement tolérantes s'accompagne d'un soutien non négligeable à l'opinion selon laquelle « la France doit avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parle-

ment ni des élections». Ce résultat est d'un grand intérêt pour comprendre ultérieurement l'une des particularités des motivations d'adhésion à LaREM : l'impact important du leadership et du charisme attribué par les adhérents à Emmanuel Macron. On remarque enfin que, pour un certain nombre d'adhérents, l'accord avec l'opinion relative à la justice sociale («prendre aux riches, pour donner aux pauvres») s'accompagne d'un accord avec des attitudes politiques négatives en termes de tolérance culturelle : «on ne se sent plus chez soi comme avant», «il y a trop d'immigrés en France» et «l'islam est une menace pour l'Occident». Cette donnée suggère une interaction complexe entre les deux clivages, que les analyses de notre prochaine sous-section vont nous permettre d'éclairer.

L'identification de ces deux clivages suggère une première conclusion à propos des cultures politiques qui cohabitent au sein de LaREM : **la combinaison des deux grands clivages («ouvert / fermé» et socio-économique gauche/droite) qui structurent la vie politique française se retrouve pleinement au sein de la LaREM.** Le clivage «ouvert / fermé» est principal, voire primordial, parmi les adhérents, ce qui signifie la présence d'adhérents qui tendent vers le pôle «ouvert» du clivage et des adhérents qui tendent vers le pôle «fermé» de celui-ci. Ce résultat peut surprendre : on aurait pu penser en effet que l'adhésion à LaREM était largement sélective au plan des valeurs de la tolérance et de «l'ouverture». De même, on aurait pu s'attendre à ce que les oppositions idéologiques de nature gauche/droite s'estompent, presque s'éteignent, au sein d'un mouvement politique qui ne cesse, depuis son origine, de vouloir dépasser le clivage gauche-droite et qui se présente comme un nouveau syncrétisme politique. Mais nos résultats montrent que celui-ci est toujours présent au sein des adhérents de LaREM, et ceci n'est qu'une demi-surprise. En effet, une partie significative des

adhérents provient de cultures et d'horizons politiques différents, a milité avant dans d'autres formations politiques, a voté pour des candidats différents par le passé, etc. Les socialisations de longue durée n'ont aucune raison d'avoir disparu ou de s'être évaporées en l'espace d'un ou deux ans.

Mais l'existence de ces deux clivages au sein des adhérents de LaREM ne nous informe pas sur l'étendue de cette hétérogénéité parmi les adhérents. Il se pourrait par exemple que sur les deux clivages, seulement un petit groupe de marcheurs se situe en opposition à une majorité homogène. Ainsi, à combien de groupes distincts d'adhérents de LaREM avons-nous à faire? Et quel est le poids de chacun d'entre eux? Pour répondre à ces questions, nous allons à présent conduire une analyse typologique ou «classificatoire» des adhérents de LaREM.

UNE TYPOLOGIE DES MARCHEURS : PLUSIEURS CULTURES POLITIQUES EXISTENT AU SEIN DE LAREM

Deux précisions s'imposent avant de présenter notre typologie. **Premièrement, l'analyse typologique que nous avons conduite ne prend sens que dans le périmètre des variables introduites dans l'analyse.** Parmi toutes les entrées possibles que nous aurions pu retenir, nous avons choisi d'analyser les attitudes et les valeurs politiques des adhérents, ce qu'on appelle leurs «cultures politiques». **Il ne s'agit pas de la seule typologie que nous pourrions proposer** et il serait possible de classer les adhérents en différents groupes selon leurs pratiques militantes, leur sociologie ou leurs opinions sur le fonctionnement du

mouvement. Mais nous avons considéré que la construction d'une typologie des «cultures politiques» était plus riche pour l'interprétation et la compréhension du mouvement.

Deuxièmement, les résultats de la typologie procèdent d'un certain nombre de choix méthodologiques et statistiques, que l'annexe I (voir *infra*) détaille. Cette annexe présente aussi des vérifications statistiques, qui n'ont à aucun moment remis en cause les données et les résultats obtenus.

Précisions méthodologiques sur les analyses multivariées

Pour analyser de grandes masses de données comme celles de notre enquête, le recours à des méthodes statistiques puissantes s'impose. La puissance de ces méthodes permet de faire ressortir les grandes lignes et directions qui balisent la masse des données. Plusieurs milliers d'individus répondant à plus d'une centaine de questions, représentent un volume de données tellement important qu'il faut rechercher, à l'aide précisément de ces méthodes, leurs structures sous-jacentes. **Il s'agit de découvrir en quelque sorte les «secrets» enfouis dans les données :** chaque question à laquelle les adhérents ont répondu a des caractéristiques qui lui sont spécifiques, chacune représente une facette d'une question plus complexe. Par exemple, on ne peut résumer les attitudes économiques à l'aide d'un seul indicateur. Le but de l'analyse statistique multivariée vise à comprendre les relations entre ces différentes facettes : parmi toute une série d'indicateurs, lesquels représentent le mieux ce qu'est l'attitude économique? Et celle-ci est-elle composée d'une seule dimension ou de plusieurs?

Pour répondre à ce type de questions, **nous avons utilisé deux grands types de méthodes statistiques : l'analyse factorielle qui**

permet de découvrir les structures sous-jacentes qui existent dans les relations entre de nombreux indicateurs; et l'analyse classificatoire qui permet de découvrir si ces relations entre indicateurs permettent de classer les individus en grandes catégories. En combinant ces deux types de méthodes, on peut réduire la masse des données que nous avons collectées en quelques catégories explicatives : réduction de dizaines d'indicateurs à des grandes dimensions sous-jacentes (dans notre étude à deux clivages structurants : «ouvert»/«fermé», et socioéconomique gauche/droite); regroupement de milliers d'individus en quelques grandes catégories (voir notre typologie en cinq groupes d'adhérents). Ces méthodes ont un caractère profondément exploratoire : **nous sommes partis à la découverte de nos données, sans a priori.**

L'analyse factorielle que nous avons réalisée est une «analyse en composantes principales» (dite «ACP») : il s'agit de découvrir les structures sous-jacentes qui existent dans les relations deux à deux entre les 14 indicateurs d'attitudes politiques que nous avons utilisés. Ces dimensions sous-jacentes sont appelées les «composantes principales». Sans entrer dans les détails mathématiques de l'analyse, on peut dire que **l'ACP produit des variables synthétiques (les «composantes principales») qui sont des combinaisons linéaires des 14 items analysés.** Elle prend comme point de départ la matrice des corrélations entre ces 14 items et va rechercher si les combinaisons linéaires que l'on peut calculer entre les items peuvent résumer l'information contenue dans la matrice des corrélations. La méthode met à jour des «composantes principales» hiérarchisées : la première «composante principale» explique davantage l'information contenue dans la matrice des corrélations que la seconde «composante principale» qui elle-même en explique davantage que la troisième. Et ainsi de suite. L'ACP part de l'idée que les

«composantes principales» sont indépendantes (non-corrélées) les unes des autres, c'est-à-dire que chacune résume des éléments uniques de notre analyse de données. **Fondamentalement la méthode opère une très intéressante réduction des données : l'espace géométrique de départ de notre analyse est un espace à 14 dimensions (c'est-à-dire les 14 items de notre questionnaire, qui mesurent les attitudes politiques des marcheurs, pris indépendamment les uns des autres) mais susceptible d'être bien résumé par un espace en deux «composantes principales» : le clivage «ouvert/fermé» et le clivage socioéconomique gauche/droite.**

L'analyse classificatoire que nous avons réalisée est une «classification ascendante hiérarchique» (dite «CAH»). Nous l'avons aussi réalisée à partir des 14 items utilisés dans l'ACP. Les analyses de classification ont comme objectif de produire des «classes», que l'on peut appeler des groupes ou des catégories d'individus. C'est une analyse que l'on appelle géométrique car **il s'agit de regrouper les individus en calculant des distances géométriques entre eux, en les regroupant et en les séparant selon une méthode de regroupement ou d'éloignement.** Parmi toutes les variantes des méthodes de classification, nous avons opté pour la plus utilisée et celle qui produit les résultats les plus stables (nous avons réalisé de **nombreux tests afin de vérifier la stabilité de nos résultats** : l'annexe technique (voir infra Annexe I) rend compte de ces tests de stabilité) : la classification «ascendante hiérarchique». On part du niveau le plus bas d'agrégation des individus, c'est-à-dire comme si chacun de nos 8815 répondants représentait à lui seul une «classe» isolée, et l'on cherche à les regrouper de manière «ascendante», c'est-à-dire en réduisant de plus en plus le nombre de classes. Les individus sont regroupés en des «classes supérieures» en fonction de la similitude de leurs réponses aux 14 items sur les attitudes

politiques inclus pour construire la classification. La classification est dite « hiérarchique » car les différentes étapes de regroupement des individus sont emboîtées les unes dans les autres (deux classes séparées peuvent être regroupées et ce nouveau regroupement peut venir s'agréger à une autre « classe » qui existait séparément). Des indicateurs statistiques sont ensuite utilisés pour identifier le nombre de « classes » à conserver à la fin de l'analyse. C'est ce processus qui nous a conduit à identifier cinq grands groupes d'adhérents au sein des marcheurs.

Ces précisions étant formulées, **nous sommes à présent en mesure de distinguer cinq grands groupes d'adhérents ou, si l'on préfère, cinq tempéraments politiques.** Deux étapes d'analyses permettent de caractériser ces « catégories » d'adhérents et d'en proposer une interprétation : la première consiste à les caractériser par les variables « actives » (les 14 items d'attitudes politiques) qui ont servi à faire émerger la typologie ; la seconde est de mettre en correspondance les cinq groupes d'adhérents ainsi distingués avec un ensemble de variables « illustratives »⁴⁶, qui n'ont pas servi à construire la typologie

46 En analyse géométrique des données, on appelle « variables illustratives » ou « variables supplémentaires » des variables qui n'ont pas joué de rôle « actif » dans l'analyse mais que l'on peut projeter dans les espaces factoriels pour « illustrer » leurs résultats. Ludovic Lebart, Alain Morineau et Marie Piron en donnent la définition suivante : « L'analyse factorielle permet de trouver des sous-espaces de représentation des proximités entre vecteurs de description d'observations. Elle s'appuie, pour cela, sur des éléments (variables et individus) appelés éléments actifs. Mais elle permet aussi de positionner, dans ce sous-espace, des éléments (points-lignes ou points colonnes du tableau de données) n'ayant pas participé à l'analyse qui sont appelés éléments supplémentaires ou illustratifs. Les éléments supplémentaires interviennent a posteriori pour caractériser les axes. Leur introduction dans l'analyse factorielle constitue un apport fondamental car elle permettra de conforter et d'enrichir l'interprétation des facteurs ». Ludovic Lebart Alain Morineau, Marie Piron. *Statistique exploratoire multidimensionnelle*. Paris, Dunod, 1995, p.27.

mais qui vont illustrer le profil des adhérents qui appartiennent à chacun de ces groupes.

La première catégorie regroupe les adhérents que nous qualifions de « progressistes-libéraux » (31%)⁴⁷. Ce groupe, le plus important quantitativement parmi les adhérents, est principalement caractérisé par **des attitudes économiques libérales et des attitudes de progressisme et de tolérance culturelle.** Les items qui structurent le plus cette classe sont : « les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres », « pour que les patrons n'aient pas peur d'embaucher, ils doivent avoir le droit de licencier plus facilement », « pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ». Les adhérents qui appartiennent à ce groupe se montrent très favorables à ce que la France aille plus loin dans l'intégration européenne : si cette opinion n'est pas aussi structurante ici que les items cités ci-dessus, elle l'est davantage que pour toutes les autres catégories. Les « progressistes-libéraux » sont en effet très favorables à l'intégration européenne et n'expriment à son égard que des opinions positives, voire très positives, quels que soient les indicateurs d'opinion sur l'Europe que nous utilisons.

Verbatim

« Aujourd'hui, ma priorité, c'est plus l'économique qu'autre chose. D'autant qu'avec quatre enfants, j'avais quand même ce souci d'avoir un environnement qui leur permette de trouver leur voie et que eux puissent aussi prendre le relai. Donc c'est vrai que l'économie a toujours été pour moi le sujet numéro 1. Ensuite, moi, je suis un pro-européen. Quelque chose qui m'a toujours guidé, c'est l'Europe,

47 Les pourcentages donnés pour chacune des catégories de la typologie ainsi que toutes les données présentées par la suite de cette analyse sont pondérés.

le discours pro-européen des différents partis ou des différents candidats a pesé dans mes choix politiques. J'ai toujours considéré que sans l'Europe, la France ne serait rien et qu'on n'avancerait pas. (...) J'ai toujours été contre l'idée du souverainisme, contre l'idée que la France serait plus forte toute seule (...). Et j'ai toujours cru que l'Europe nous protégeait aussi. (...) C'était le seul [Emmanuel Macron] qui parlait de l'Europe de façon positive. Donc, pour moi, ça a été ça l'élément clé, si vous voulez, dans l'adhésion à son programme. C'est le seul qui remettait l'Europe au centre dans une logique positive, dans une logique d'utiliser l'Europe pour la France d'une façon optimiste.»

Homme, 59 ans, cadre en management

«Je pense qu'effectivement la politique d'Emmanuel Macron, c'est ce que j'apprécie, c'est de dire 'on fait les choses qui nous semblent utiles pour la France'. Et ça, je n'ai pas d'étiquette là-dessus. Ça veut dire que quand il faut réformer parce que ça ne fonctionne pas, allez, il faut y aller parce que in fine ça sera meilleur pour tout le monde. Par exemple, quand on change le droit du travail, ouais ça va pas plaire à tout le monde, c'est sûr, mais in fine ça va bénéficier à tout le monde.»

Homme, chef d'une PME, 45 ans

La seconde catégorie regroupe les adhérents que nous qualifions de « progressistes-égalitaires » (23%). Les adhérents qui sont membres de ce groupe sont essentiellement caractérisés par des attitudes économiques de gauche et des attitudes de progressisme et de tolérance culturelle : les items qui structurent le plus l'appartenance à cette catégorie sont : « en matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres », « les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres », « il faut remplacer les centrales nucléaires par des énergies renouvelables », « les couples homosexuels doivent être autorisés à adopter des enfants ». Les adhérents « progressistes-égalitaires » se montrent également favorables à ce que la France aille plus loin dans l'intégration européenne

mais cette opinion n'est pas aussi structurante que leurs opinions en matière économique et de tolérance culturelle. Très favorables, comme les « progressistes-libéraux », à la tolérance culturelle les membres de ce groupe s'en différencient sur les attitudes économiques : les « progressistes-libéraux » sont plus à droite économiquement que les « progressistes-égalitaires ».

Verbatim

« Moi je vote au centre, mais je vis à gauche. À la façon dont je vis, je me trouve plus de gauche que des tas de militants d'extrême gauche que je connais. C'est-à-dire que moi, des réfugiés, j'en ai toujours accueilli depuis que j'ai 15 ans. (...) Je bosse en REP+ [réseaux d'éducation prioritaire renforcés]. (...) Dans mes décisions de chaque jour, j'ai des convictions antiracistes, je souhaite réduire les inégalités. (...) À titre individuel, on peut agir de gauche. Par contre, à l'échelle d'un pays, les politiques de gauche, c'est catastrophique. Alors moi, je préfère un pays avec un Président intelligent, qui sait ce qu'il fait et qui cherche à créer de la richesse, et qu'après chacun fasse ses petits trucs individuellement en essayant d'aider son prochain. »

Femme, 31 ans, professeur

« J'ai toujours été un sympathisant de gauche, du Parti socialiste (...) mais à l'heure actuelle il faut que l'économie soit remise d'aplomb et donc il faut retrouver le chemin de la prospérité. Et pour retrouver le chemin de la prospérité, il faut une politique libérale. Voilà mon sentiment. Mais sans pour autant léser les travailleurs, comment on dit. (...) Une démarche qui me déplaît en ce moment, c'est cette volonté sur la politique des migrants, ça me paraît un peu superfétatoire, ça ne résout pas le problème de fond. C'est tout ça qui me gêne un peu. Ça amène quoi cette attitude sur les migrants ? Ça amène rien. (...) C'est une vision négative que j'ai du traitement de cette question dans la mesure où ça ne correspond pas au véritable enjeu, au véritable problème que pose la venue des migrants en France. Ça ne correspond pas à mes valeurs politiques. »

Homme, retraité (ancien universitaire), 68 ans

La troisième catégorie regroupe les adhérents que nous qualifions de «conservateurs-libéraux» (23%). Aussi nombreux que les «progressistes égalitaires et moins que les «progressistes-libéraux», **les «conservateurs-libéraux» sont économiquement plutôt de droite (et proches sur ce point des «progressistes-libéraux») mais sont caractérisés par un niveau soutenu de conservatisme culturel** par rapport à la moyenne des autres marcheurs. Les items qui structurent le plus ce groupe sont avant tout des items qui enregistrent ce tropisme conservateur culturel : «on ne se sent pas chez soi comme avant», «il y a trop d'immigrés en France», «l'islam est une menace pour l'Occident», «la France doit avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections», «les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment», «il faut préserver les traditions». Les orientations économiques qui sont positivement associés à cette catégorie sont : «pour faire face aux difficultés économiques, l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté», «pour que les patrons n'aient pas peur d'embaucher, ils doivent avoir le droit de licencier plus facilement», «il faut travailler dur pour réussir». Globalement favorables à l'Europe, les adhérents «conservateurs-libéraux» ne sont pas les plus positifs sur l'intégration européenne, ils le sont moins que les deux groupes précédents («progressistes-libéraux» et «progressistes-égalitaires»). Les adhérents «conservateurs-libéraux» expriment plus qu'en moyenne des craintes sur les conséquences de la construction européenne, et particulièrement la crainte qu'avec la construction européenne il y ait davantage d'immigration et que la France paie pour les autres.

La quatrième catégorie regroupe les adhérents que nous qualifions de «modérés-conservateurs» (19%). Moins nombreuse que les précédentes, **elle est composée d'adhérents caractérisés**

par leur profil moyen de réponses à de nombreux indicateurs : ils choisissent souvent la réponse « ni d'accord, ni pas d'accord » ou expriment des opinions qui correspondent aux opinions moyennes des marcheurs. Les items de réponse qui toutefois caractérisent le plus ce groupe sont issus de divers répertoires de réponses : à la fois des items de conservatisme culturel qui nous ont servi à caractériser les adhérents « conservateurs-libéraux » (« il y a trop d'immigrés en France », « on ne se sent pas chez soi comme avant », « il faut préserver les traditions ») et des items de justice sociale qui nous ont servi à caractériser les adhérents « progressistes-égalitaires » (« en matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres »). De plus, les adhérents « modérés-conservateurs » sont plutôt en désaccord avec les items de tolérance culturelle (« les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres ») mais aussi avec les items de libéralisme économique (« pour faire face aux difficultés économiques, l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté » « il faut travailler dur pour réussir », « pour que les patrons n'aient pas peur d'embaucher, ils doivent avoir le droit de licencier plus facilement »). Comme on le voit, ce groupe est composé d'adhérents qui « piochent » leurs attitudes politiques dans plusieurs répertoires, et qui se positionnent de manière intermédiaire sur de nombreux items par rapport à l'ensemble des marcheurs. **Les membres de cette catégorie sont culturellement plus conservateurs que les « progressistes-égalitaires » et les « progressistes-libéraux » (les deux catégories qui comprennent les adhérents les plus favorables à la tolérance culturelle), mais moins que les « conservateurs-libéraux ».** Économiquement, **les membres de cette catégorie sont moins libéraux que les « progressistes-libéraux » et les « conservateurs-libéraux » (les deux catégories les plus libérales au plan économique), et davantage**

que les « progressistes-égalitaires » (la catégorie la plus favorable à la justice sociale et la moins bien disposée vis-à-vis des entreprises et des patrons). Ce double positionnement intermédiaire n'en fait pas pour autant des « centristes » purs, qui se placeraient uniquement au milieu sur toutes les opinions : **pour résumer, leur centrisme est incliné *culturellement* au centre-droit, voire à droite, et *économiquement* au centre-gauche, voire à gauche.**

La cinquième catégorie est à la fois la plus petite quantitativement et la plus inattendue : on compte des « euro-dubitatifs » (4%) parmi les adhérents de LaREM ! Bien entendu, avoir des doutes sur l'Europe au sein de LaREM n'est pas une attitude politique comparable au fait d'être « eurosceptique » au sens le plus fort du terme : les « eurosceptiques » sont plus critiques, plus craintifs et moins en attente d'intégration européenne que l'ensemble des marcheurs. C'est un « effet de contraste » avec l'ensemble des marcheurs, caractérisés par un fort soutien à l'intégration européenne, qui fait émerger ce groupe. Ce petit groupe est avant tout caractérisée par son faible niveau de soutien général à l'intégration européenne (score moyen de 1,84 sur une échelle de 1 à 5 où 5 signifie être tout à fait d'accord que « la France doit aller plus loin dans la construction européenne » ; pour l'ensemble des marcheurs la réponse moyenne étant à 4,64), et l'expression de craintes et de doutes sur les conséquences de cette intégration, comme les tableaux suivants vont le montrer. On notera par ailleurs que cette catégorie pourrait, dans une version regroupée de notre typologie, être fusionnée avec la catégorie des « modérés-conservateurs » : les membres de ces deux catégories peuvent se retrouver sur une crainte de l'Europe exprimée dans les deux dimensions, culturelle et sociale. **Mais ils se retrouvent aussi sur leur positionnement économiquement plutôt à gauche et culturellement plutôt à droite.**

Verbatim

« Ce qui pourrait être intéressant et ce qui émerge de ces comités qu'il y a un peu partout en France, c'est de travailler sur la réalité du quotidien des vrais gens, plutôt que l'Europe et tous ces machins. Que Macron en tant que Macron s'occupe de l'Europe, très bien, (...) Ca, c'est sa mission à lui. Par contre, la mission de tous les autres autour, c'est de lui faire remonter les informations sur les vrais gens, du quotidien, qui gagnent maximum 2000-2500 euros et qui triment tous les jours. C'est eux qui ont les vrais idées. Cette fameuse classe moyenne, qui n'a droit à rien et qui n'est pas assez riche pour investir ailleurs, etc. Ben, du coup, ces gens, ça serait cool qu'on relâche un peu la pression [fiscale et administrative] sur eux. »

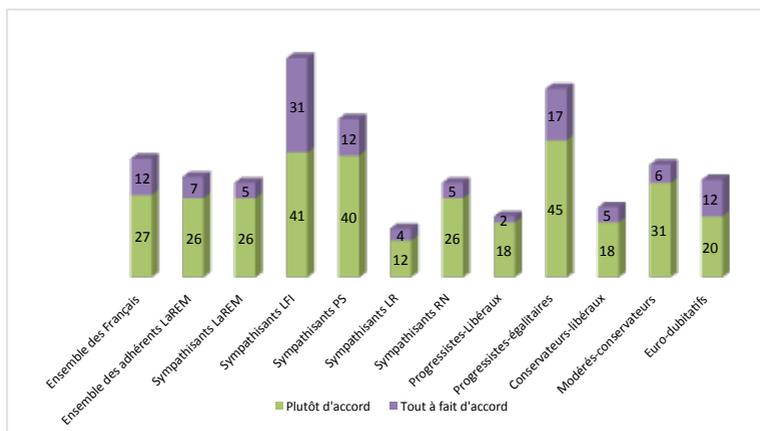
Homme, 37 ans, directeur d'une école de commerce

Avant de prolonger l'analyse des tempéraments politiques que nous avons identifiés, nous souhaitons revenir sur un point de méthode important : les noms que nous avons donnés aux cinq catégories sont des choix que nous assumons et que nous n'avons pas faits « à la légère ». Ce sont des étiquettes qui rendent compte de leurs traits politiques les plus saillants et dont la pertinence est à rapporter à l'univers qu'elles décrivent. Par exemple, concernant les « conservateurs libéraux » : « conservateurs », ils le sont bien du point de vue de leurs attitudes en matière de tolérance culturelle, et « libéraux » ils le sont bien également du point de vue de leurs attitudes socio-économiques. Mais c'est, bien entendu, de manière relative qu'il faut l'entendre, c'est-à-dire vis-à-vis des quatre autres catégories. Si l'on pouvait comparer leurs attitudes politiques à celles des adhérents d'autres formations politiques, d'autres nuances apparaîtraient sans doute dans les étiquettes et les noms attribués aux catégories des adhérents de LaREM que nous avons identifiées. Malheureusement, des données comparatives sur les autres formations politiques manquent, pour le moment, cruellement.

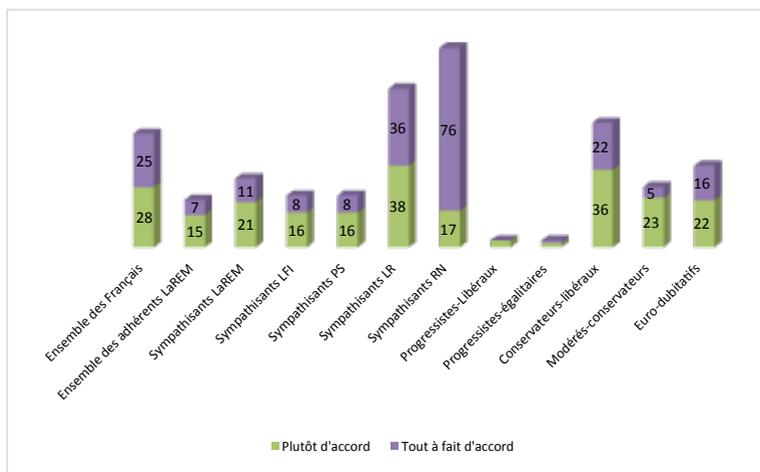
Nous avons néanmoins voulu illustrer cette relativité en comparant les adhérents de LaREM à l'ensemble des Français et aux sympathisants d'autres formations politiques grâce aux données de l'enquête ENEF2017, la grande enquête électorale du CEVIPOF réalisée à l'occasion des élections de 2017. Nous nous limiterons ici à une comparaison pour un indicateur d'attitude socio-économique et à une autre pour un indicateur relatif à la tolérance culturelle.

Prenons tout d'abord l'item socio-économique (Graphique 18) : on voit que, dans leur ensemble, les adhérents et les sympathisants de LaREM sont un peu moins «égalitaristes» que l'ensemble des Français. Mais surtout ils le sont en moyenne nettement moins que les sympathisants de gauche, qu'il s'agisse de la France insoumise ou du PS. Par contre, ils le sont bien davantage que les sympathisants LR et au même niveau que ceux du RN. Dans le détail, on voit que parmi les adhérents de LaREM, ceux que nous qualifions de «progressistes égalitaires» sont effectivement bien «égalitaristes» et qu'ils le sont dans des proportions proches des sympathisants de gauche. Ils méritent donc bien leur dénomination sur le volet «égalitaire» du nom que nous leur avons attribué.

Graphique 18 : Comparaison entre les adhérents de LaREM et les sympathisants d'autres formations politiques sur l'indicateur d'attitudes socio-économiques "En matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres" (%)



Graphique 19 : Comparaison entre les adhérents de LaREM et les sympathisants d'autres formations politiques sur l'indicateur de tolérance culturelle "Il y a trop d'immigrés en France" (%)



De même, nous pouvons constater que, sur l'item de tolérance culturelle choisi (Graphique 19), les sympathisants et surtout les adhérents de LaREM sont culturellement beaucoup plus tolérants que l'ensemble des Français, un point que nous avons mis en exergue dès le début de ce chapitre. Leur niveau d'approbation de l'affirmation « il y a trop d'immigrés en France » est nettement plus faible que pour l'ensemble des Français et quasiment au même niveau que celui des sympathisants du PS ou de la France insoumise. En comparaison, les sympathisants de LR et surtout ceux du RN sont opposés à l'immigration dans des ordres de proportion sans commune mesure avec ceux de LaREM. Si l'on regarde les adhérents de LaREM dans le détail, on voit néanmoins d'importantes différences : l'approbation de l'opinion selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France » tombe presque à zéro parmi les « progressistes libéraux » et les « progressistes égalitaires ». Mais elle rejoint le niveau de l'ensemble des Français parmi les « conservateurs libéraux » sans atteindre pour autant le niveau d'adhésion à cette affirmation que l'on rencontre parmi les sympathisants LR ou bien sûr RN. Si l'on poussait la comparaison sur d'autres items de notre enquête (par exemple celui relatif à l'islam), on verrait à peu de choses près se reproduire les mêmes similitudes et différences, et les attitudes des « conservateurs libéraux » se rapprocher parfois de près des attitudes des sympathisants LR. On voit donc que lorsque nous dénommons les « conservateurs-libéraux », le qualificatif « conservateurs » n'est pas usurpé pour eux (58% des « conservateurs libéraux » déclarent être « plutôt » ou « tout à fait d'accord » avec l'opinion selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France ») bien que leur niveau de conservatisme culturel puisse être inférieur à celui rencontré parmi les sympathisants LR (74% d'accord) ou RN (93% d'accord).

Pour prolonger l'analyse, nous pouvons à présent illustrer les cinq tempéraments politiques identifiés avec des variables socio-démographiques et politiques, issues de notre enquête. Les données des tableaux 7 à 11 (voir *infra* à la fin du présent chapitre) confirment largement l'interprétation que nous avons donnée des contenus idéologiques des cinq « tempéraments » qui existent au sein de LaREM.

Les groupes des « progressistes-libéraux » et des « progressistes-égalitaires » sont en moyenne composés d'adhérents ayant les plus hauts niveaux d'instruction, plus souvent cadres et professions libérales, caractérisés par une forte compétence politique interne et externe (voir *supra*, chapitre 3) que les autres groupes. Ces deux catégories se différencient néanmoins par les variables politiques : les « progressistes égalitaires » sont clairement issus des rangs de la gauche (ex-membres du PS, électeurs des primaires citoyennes organisées par le PS...) et du centre-gauche (électeurs de François Hollande en 2012, davantage électeurs de Manuel Valls que de Benoit Hamon à la primaire) ; en effet, 36% d'entre eux se déclarent de gauche (et 21% « et de gauche et de droite »). Les « progressistes-libéraux » sont moins fréquemment issus des rangs de la gauche et plus diversifiés. Cette catégorie réunit principalement le centre et le centre droit : 35% se déclarent du centre et 29% « et de gauche et de droite », et seuls 12% se déclarent de gauche. **De nombreuses tendances que l'on rencontre parmi les « progressistes-libéraux » font penser qu'il s'agit du « cœur du macronisme ».** Cette catégorie apparaît en effet centrale, non seulement parce qu'elle est la plus nombreuse au sein de LaREM, mais aussi parce qu'elle est l'une des plus homogènes au plan de ses valeurs et attitudes politiques comme permettront de s'en rendre compte les dernières analyses de ce chapitre réalisées sous forme de graphique (Graphique 20).

On constate d'ailleurs que c'est parmi ce groupe que l'on compte le plus d'adhérents ayant adhéré à *En Marche!* dès sa création et lors de la première période de vie du mouvement (39% des membres de cette classe ont adhéré entre le lancement du mouvement et l'annonce de candidature d'Emmanuel Macron, contre 33% pour l'ensemble des adhérents). Le caractère central de cette catégorie se voit bien quand on observe ses comportements de vote lors des deux primaires : ses membres ont davantage voté à la primaire de la droite et du centre (45%) qu'aux primaires citoyennes de la gauche (23%), même si une partie de cet écart de participation s'explique par le fait que, lors des primaires de la gauche, la candidature d'Emmanuel Macron était non seulement déclarée, mais crédible, ce qui n'était pas encore le cas au moment des primaires de la droite et du centre⁴⁸. Dans le premier cas (les primaires de la droite et du centre), ils ont très largement soutenu Alain Juppé (70%), et dans le second (les primaires citoyennes de la gauche) ils ont beaucoup voté pour Manuel Valls (62%). On peut également apprécier la différence entre ce groupe, «cœur du macronisme», et celle des «progressistes-égalitaires» en ce qui concerne la période d'adhésion au mouvement : les membres de cette dernière, plus attachés à leurs orientations idéologiques de départ et de gauche, ont un peu moins adhéré dès le début de *En Marche!* et un peu plus pendant la seconde période de vie du mouvement, lors de la campagne et jusqu'à la victoire d'Emmanuel Macron (56% d'entre eux, contre 53% pour l'ensemble des adhérents).

Les marcheurs «conservateurs-libéraux» sont, par rapport aux «progressistes-égalitaires» et aux «progressistes-libé-

48 Emmanuel Macron s'est déclaré candidat quelques jours seulement avant le premier tour des primaires de la droite et du centre.

raux», plus âgés, plus souvent artisans, commerçants, chefs d'entreprises ou retraités ; ils proviennent clairement des rangs de la droite et du centre droit (21% se déclarent de droite et 34% du centre) : bien davantage que toutes les autres groupes ex-membres de LR (lorsqu'ils étaient membres d'une autre formation politique avant d'adhérer, 46% d'entre eux étaient à LR) ou électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012, ils ont bien davantage participé à la primaire de la droite et du centre qu'aux primaires citoyennes (51% contre 17%); s'ils ont davantage voté alors pour Alain Juppé (57%) que pour François Fillon, c'est néanmoins parmi eux que le soutien à l'ancien Premier ministre a été le plus fort (28%). Tout en étant largement favorables au principe d'un prolongement de l'intégration européenne, les membres de ce groupe expriment des craintes vis-à-vis de ses conséquences et notamment dans tout ce qui touche aux frontières nationales et à la souveraineté : crainte que la France ne paie pour les autres pays, qu'il y ait davantage d'immigration, que l'on perde notre identité et notre culture nationales. Ils sont moins que les autres adhérents dans l'attente que la construction européenne permette à la France de mieux sécuriser ses frontières. Leur adhésion à LaREM s'étale tout au long des trois périodes que nous distinguons mais ce groupe d'adhérents contient le taux le plus élevé d'adhésion post-électorale, c'est-à-dire depuis que LaREM est au pouvoir (17% d'entre eux contre 13% pour l'ensemble des adhérents).

Les adhérents «modérés conservateurs» sont aussi âgés que les «conservateurs-libéraux» : 50% des adhérents ont ici plus de 50 ans et 26% sont des retraités. De religion plus fréquemment catholique que les autres adhérents, ce groupe est issu plus que tout autre des rangs du centrisme : lorsqu'ils ont été membres d'une formation politique auparavant 16% ont été membres du MODEM, 29% ont voté pour François Bayrou en

2012, 39% se déclarent au centre (le taux le plus élevé d'auto-positionnement au centre) et 25% «et de gauche et de droite». 43% d'entre eux ont voté à la primaire de la droite et du centre et, dans ce cas, 71% ont alors voté pour Alain Juppé (taux le plus élevé parmi les cinq catégories). Leur profil intermédiaire apparaît bien sur leurs opinions en matière européenne : ses membres expriment des craintes sur les conséquences de l'intégration européenne mais ils expriment également de fortes attentes sur l'Europe. Ces craintes peuvent surprendre compte-tenu de leurs racines «centristes». On peut avancer une explication : la partie la plus «europophile» des «marcheurs centristes» s'est sans doute retrouvée parmi les «progressistes-libéraux» dont les effectifs pèsent plus que le poids du «centrisme» dans la vie politique et l'espace idéologique français. Les «centristes» qui appartiennent à la classe de nos «modérés conservateurs» sont, nous l'avons vu plus haut, davantage inclinés à droite pour ce qui concerne la tolérance culturelle.

Enfin, les «eurodubitatifs» sont avant tout caractérisés par leurs opinions négatives ou craintives vis-à-vis de l'intégration européenne. Si la taille de ce groupe (seulement 4%) est réduite parmi l'ensemble des adhérents, son existence ne peut être vue comme un signal négligeable : au sein d'un mouvement politique particulièrement caractérisé par son engagement européen, la présence d'une toute petite minorité qui doute sur l'Europe indique quelque chose, l'existence de petites zones de doutes ou de craintes sur l'Europe, limitées en nombre et en intensité mais intéressantes pour l'analyse⁴⁹. La sociologie de ce groupe recouvre d'ailleurs en partie la sociologie habituelle des opinions négatives vis-à-vis de l'Europe dans l'ensemble de

49 Il ne faut pas oublier pour autant que les marcheurs, dans leur ensemble, sont venus en grand nombre à LaREM porté par leur positionnement pro-européen.

la population : les marcheurs les plus craintifs ou négatifs vis-à-vis de l'Europe sont à la fois moins diplômés que les autres (13% d'entre eux ont un diplôme inférieur au Bac), plus présents parmi les CSP « professions intermédiaires » ou « employés », davantage au bas de l'échelle des revenus. Au sein de ce groupe on compte davantage d'adhérents qui se déclarent « ni de gauche, ni de droite » (13% contre 10% pour l'ensemble des adhérents) et disent « ne pas se retrouver dans ces catégories » (10% contre 7%). Ayant le taux d'adhésion le plus faible lors de la première période de vie du mouvement, ce groupe connaît le taux le plus élevé d'adhérents qui ont rejoint le mouvement depuis que LaREM est au pouvoir (17% d'entre eux, le même pourcentage que pour les « conservateurs-libéraux »)

Parvenu au terme d'un ensemble d'analyses assez denses, il est possible de résumer et de synthétiser nos principaux résultats en représentant graphiquement la typologie des adhérents de LaREM dans l'espace des deux grandes dimensions : le clivage culturel (« ouvert / fermé ») et le clivage socio-économique (gauche/droite). Le graphique 20 permet, en effet, d'aller encore plus loin dans l'analyse : nous avons représenté dans le plan à deux dimensions de ce graphique les « points-individus », c'est-à-dire les positions dans le plan de tous les adhérents interrogés par notre enquête. Chaque adhérent de LaREM est situé dans cet espace politique à deux dimensions en fonction de ses réponses aux 14 items mesurant ses attitudes politiques. Chaque point est coloré selon la catégorie de la typologie à cinq tempéraments politiques à laquelle il appartient. Ensuite, nous avons tracé les « ellipses de concentration »⁵⁰ de chaque groupe. La taille des

50 la hauteur de l'ellipse ont pour longueur deux écarts types du sous-nuage dans cette direction.

ellipses, leur forme et leur densité nous disent des choses importantes : plus les ellipses sont restreintes, et plus les « points-individus » sont concentrés au sein de leur ellipse et donc proche du centre de celle-ci, plus le groupe est homogène politiquement ; c'est-à-dire plus les membres du groupe ont les mêmes opinions. On observe ainsi, que les « progressistes-libéraux » (bleu ciel), les « progressistes-égalitaires » (rose) et les « conservateurs-libéraux » (bleu foncé) sont très concentrés, peu d'entre eux se situent à l'extérieur de leurs ellipses. Nous avons donc à faire à trois groupes très homogènes politiquement.

La projection de la typologie dans le plan des deux dimensions de l'analyse factorielle permet de confirmer et mettre en relief plusieurs éléments importants que nous avons déjà observés :

- Sur l'axe horizontal (celui du clivage culturel, à gauche le pôle « ouvert » et à droite le pôle « fermé »), on constate une polarisation entre, d'une part, les « progressistes-égalitaires » (rose) et les « progressistes-libéraux » (bleu ciel) et, d'autre part, les « conservateurs libéraux » (bleu foncé). Le centre des ellipses des deux premiers groupes se situe dans les deux cadrans gauches du graphique, alors que celui des « conservateurs libéraux » se situe dans la moitié droite du graphique. Les « modérés-conservateurs » (vert) sont situés au centre de cet axe horizontal mais on retrouve l'inclinaison droitière de cette catégorie qui penche davantage vers le pôle « fermé » (droite du graphique) que « ouvert » (gauche du graphique) de l'axe horizontal sur les questions culturelles. Les « eurodubitatifs » (rouge) sont à peu près sur le même positionnement que les « modérés-conservateurs » mais de manière moins homogènes (leur ellipse est plus allongée ce qui indique que leur positionnement est moins concentrée dans le plan à deux dimensions, et donc moins homogène).

- Sur l'axe vertical, (celui du clivage socio-économique, en haut le pôle libéralisme économique ou droite, et en bas le pôle interventionnisme de l'Etat ou gauche), les « progressistes-libéraux » (bleu ciel) et les « conservateurs-libéraux » (bleu foncé), dont le centre de leurs ellipses se situe dans les deux cadrans supérieurs du graphique, s'opposent aux trois autres catégories. Les trois autres catégories, dont nous avons vu, qu'elles se caractérisent par des attitudes économiques de gauche (les « progressistes-égalitaires ») ou de centre gauche (les « modérés-conservateurs » et les « eurodubitifs ») s'opposent aux « conservateurs-libéraux » et aux « progressistes libéraux », le centre de leurs ellipses se situe dans les deux cadrans inférieurs du graphique.

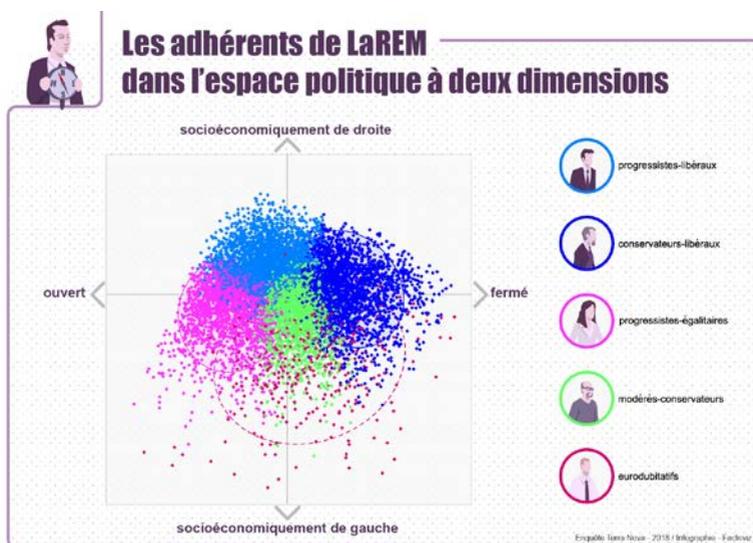
Quelle conclusion tirer de cette représentation graphique de la typologie dans l'espace des deux grandes dimensions de l'analyse factorielle? La typologie des adhérents de LaREM montre une vraie recombinaison des deux clivages qui organisent la politique française depuis le début des années 1990, le clivage ouvert/fermé et le clivage gauche/droite. Ces deux clivages sont bien là parmi les adhérents, mais ils sont interprétés quelque peu différemment selon le groupe d'adhérents avec lequel on a à faire. Les « progressistes-libéraux », que nous avons qualifiés de « cœur du macronisme et qui sont le groupe quantitativement le plus important (31%), sont à la fois culturellement libéraux et économiquement libéraux. Leur niveau de libéralisme économique très élevé les place très haut sur l'axe vertical du graphique 20. Ensuite, pour schématiser, les « progressistes-égalitaires » sont économiquement de gauche mais avant tout « progressistes » (ce sont les plus proches du pôle « ouvert » sur le graphique); les « conservateurs libéraux » sont économiquement de droite mais avant tout « conservateurs » (ce sont les plus proches du pôle « fermé » sur le graphique); les « modérés-conservateurs » sont

culturellement plutôt de droite mais économiquement plutôt de gauche ; et les «euro-dubitatifs» sont avant tout préoccupés par les effets de l'intégration européenne sur la France mais sont économiquement plutôt à gauche en faveur d'un interventionnisme étatique plus fort dans l'économie (ce sont les plus proches du pôle «gauche» dans le graphique).



Graphique 20 : Les adhérents de LaREM dans l'espace politique à deux dimensions

Nota bene : la forme et la taille des ellipses ne dit rien quant à l'importance numérique des catégories. L'ellipse trace, pour chaque catégorie, le contour d'un sous-espace géométrique, plus ou moins dilaté et allongé selon ses axes principaux. Une erreur d'interprétation consisterait à croire que la catégorie des « euro-dubitatifs » serait la plus fournie en nombre d'adhérents parce qu'elle a l'ellipse la plus large, alors qu'elle est au contraire la moins importante (4%). L'ellipse qui correspond à la catégorie la plus importante numériquement est l'ellipse bleu ciel, celle qui correspond aux « progressistes-libéraux » (31% de notre échantillon), catégorie que nous qualifions de « cœur du macronisme ». On voit que les points-individus bleu ciel (les adhérents qui appartiennent à cette catégorie) sont très concentrés à l'intérieur de leur ellipse et que peu d'entre eux en sortent. Cette information est très précieuse au plan politique : plus les adhérents sont concentrés dans leur ellipse plus leur appartenance à leur tempérament politique est politiquement homogène, c'est-à-dire plus ils sont d'accord entre eux.



Nuage de points réalisé à l'aide du logiciel d'analyse statistique SPAD (version 9.2)

Tableau 7. Sociologie des adhérents de LaREM selon leurs tempéraments politiques (% en colonnes)

	Progressistes Libéraux 31%	Progressistes Egalitaires 23%	Conservateurs Libéraux 23%	Modérés Conservateurs 19%	Euro Dubitatifs 4%	Ensemble des adhérents
Genre						
Hommes	71	64	75	67	65	69
Femmes	30	36	25	33	35	31
Age						
15-24	9	8	4	5	6	7
25-34	20	20	12	14	12	16
35-49	35	39	32	31	42	35
50-64	26	25	34	33	29	29
65 ans et plus	10	9	18	17	11	13
Diplôme						
Inférieur au BAC	6	6	13	10	13	9
BAC	9	9	13	11	12	10
BAC+2/+3	33	34	38	39	44	36
BAC +4 ou plus	52	51	36	41	31	45
Statut professionnel						
Salarié du public	17	24	15	20	22	19
Salarié du privé	37	34	30	30	32	33
Travailleur indépendant	19	12	19	12	16	16
Chômeur	3	6	4	4	6	4
Retraité	16	15	27	26	18	20
Etudiant-lycéen	7	6	3	5	4	6
Autres	2	2	2	2	2	2
Profession						
Agriculteurs	-	-	1	1	1	1
Artisans, Commerçants, Chefs d'entreprises	11	5	16	7	9	10
Cadres et Professions Libérales	65	65	56	60	54	61
Professions intermédiaires	9	14	12	16	18	13
Employés	6	8	9	9	12	8
Ouvriers	2	2	2	2	1	2
Autre inactifs	7	7	4	5	5	6
Revenus						
Moins de 1500 euros	8	10	8	9	14	9
Entre 1500 et 2500 euros	13	17	16	16	19	15
Entre 2500 et 3000 euros	8	9	9	9	9	9
Entre 3000 et 4500 euros	21	23	22	22	23	22
Entre 4500 et 6000 euros	20	20	20	22	17	20
Plus de 6000 euros	30	21	25	23	19	25

Tableau 8 : Les comportements politiques des adhérents de LaREM selon leurs tempéraments politiques

	Progressistes Libéraux	Progressistes Egalitaires	Conservateurs Libéraux	Modérés Conservateurs	Euro Dubitatifs	Ensemble des adhérents
	31%	23%	23%	19%	4%	
Anciens membres....(a)						
..du Parti Socialiste	44	63	22	37	41	42
..de LR	21	6	46	20	32	24
..du MODEM	14	12	10	16	11	13
Vote 2012 premier tour (exprimés) (b)						
François Bayrou	25	20	22	29	18	23
François Hollande	49	65	34	48	43	49
Nicolas Sarkozy	21	6	41	18	25	22
Vote 2012 second tour (exprimés)						
François Hollande	69	91	50	75	70	71
Nicolas Sarkozy	31	9	50	25	30	29
Participation primaire de la droite et du centre (1^{er} tour)						
Non	55	65	49	58	59	57
Oui	45	35	51	43	41	43
Vote primaire de la droite et du centre (1er tour, exprimés) (c)						
Alain Juppé	70	80	51	71	50	66
François Fillon	14	7	28	15	21	17
Participation aux primaires citoyennes du PS (1^{er} tour)						
Non	77	64	83	74	70	74
Oui	23	36	17	26	30	26
Vote aux primaires citoyennes du PS (1er tour, exprimés)						
Benoit Hamon	17	23	12	15	11	18
Manuel Valls	62	45	64	64	49	56
Vote 2017 premier tour (exprimés)						
Emmanuel Macron	98	96	90	94	81	94

(a) : pourcentages sur la base des adhérents qui étaient, avant leur adhésion à LaREM, membres d'une autre formation politique. Exemple de lecture : 63% des « progressistes-égalitaires » qui étaient adhérents d'un parti l'étaient au PS.

(b) : pour les votes exprimés lors du premier et du second tours de 2012 il s'agit des pourcentages calculés sur la base des 10 candidats ; même chose pour le premier tour de 2017.

(c) : pour les votes exprimés aux premiers tours des primaires il s'agit des pourcentages calculés sur la base des 7 candidats à chaque fois

Tableau 9. Craintes et attentes vis-à-vis de la construction européenne des adhérents de LaREM selon leur tempéraments politiques (% en colonnes)

	Progressistes Libéraux	Progressistes Egalitaires	Conservateurs Libéraux	Modérés Conservateurs	Euro Dubitatifs	Ensemble des adhérents
Craintes qu'avec la construction européenne...	31%	23%	23%	19%	4%	
..il y ait moins de protection sociale en France	12	24	24	26	46	21
..on perde notre identité nationale et notre culture	2	3	19	9	32	9
..il y ait davantage de chômage en France	5	9	21	9	39	13
..il y ait une augmentation du nombre d'immigrés	4	5	39	20	42	17
..La France paie pour les autres pays	18	17	42	32	48	27
La construction européenne permettra de...						
..sécuriser les frontières extérieures de la France	80	74	69	74	44	74
..protéger la France des effets négatifs de la mondialisation	91	89	83	87	56	87
..renforcer le rôle de la France dans le monde	94	93	89	91	62	91
..favoriser la croissance économique de la France	98	95	91	94	64	94

Tableau 10. Attitudes politiques des adhérents de LaREM selon leurs tempéraments politiques (% en colonnes)

	Progressistes Libéraux	Progressistes Egalitaires	Conservateurs Libéraux	Modérés Conservateurs	Euro Dubitatifs	Ensemble des adhérents
	31%	23%	23%	19%	4%	
Compétence politique « externe »						
Très faible	6	10	13	9	22	10
Faible	16	20	26	24	31	21
Modérée	43	45	42	47	28	43
Forte	27	22	16	17	18	21
Très forte	7	3	4	2	2	4
Compétence politique « interne »						
Très faible	-	-	-	-	-	
Faible	2	2	4	3	7	0
Modérée	26	26	33	34	30	3
Forte	40	42	37	40	38	29
Très forte	32	29	25	23	25	40
Position sur l'échelle gauche-droite qualitative						
Très à gauche	-	-	-	-	-	-
A gauche	12	36	5	14	14	16
Au centre	35	27	34	39	30	33
A droite	7	2	21	5	12	9
Très à droite	-	-	1	-	1	-
A la fois à gauche et à droite	29	21	23	25	20	25
Ni à gauche ni à droite	10	7	11	9	13	10
Ne se retrouve pas dans ces catégories	7	7	5	7	10	7
Acceptation du clivage gauche-droite						
Acceptation du clivage	54	65	60	59	57	59
Dépassement du clivage	29	21	23	26	20	25
Rejet du clivage	17	14	17	16	23	16

Tableau 11. Les attitudes des adhérents vis-à-vis de LaREM selon leurs tempéraments politiques (% en colonnes)

	Progressistes Libéraux	Progressistes Egalitaires	Conservateurs Libéraux	Modérés Conservateurs	Euro Dubitatifs	Ensemble des adhérents
	31%	23%	23%	19%	4%	
Le moment d'adhésion à LaREM						
Du lancement à l'annonce de candidature (06/04-31/12/16)	39	33	33	33	26	35
La campagne et la victoire (01/01-05/05/17)	51	56	50	53	57	53
LaREM au pouvoir (08/05/17-10/04/18)	11	11	17	14	17	13
Evaluation et image de LaREM (notes moyennes sur des échelles de 0 à 10)						
Modérée (0) - Extrême (10)	3,24	3,62	4,18	3,98	4,34	3,73
Bon pour tous les Français (0)- Bon pour seulement une ou quelques catégories sociales (10)	3,21	4,96	3,98	4,44	5,14	4,1
Bon pour les classes populaires (0) - classes supérieures (10)	6,05	6,9	6,41	6,67	7,09	6,5
Très à droite (0)-très à gauche (10)	5,69	6,09	5,93	5,92	6,2	5,9
Très conservateur (0)-très progressiste (10)	7,36	6,61	7,12	6,83	6,52	7
Satisfaction vis-à-vis de LaREM et son DG (notes moyennes sur des échelles de 0 à 10)						
Christophe Castaner (0=pas satisfait du tout ; 10= très satisfait)	7,48	6,54	7,7	7,22	6,29	7,25
Mouvement (0=pas satisfait du tout ; 10= très satisfait)	7,38	6,13	7,17	6,73	6,28	6,88

5.

Pratiques militantes

UN PARTI DE NOVICES ?

Trois quarts des marcheurs (76%) ne s'étaient jamais engagés dans une formation politique avant d'adhérer à LaREM. Et presque autant (73%) n'avaient aucune expérience de l'engagement syndical, lequel a parfois servi d'antichambre au militantisme politique dans le passé, du moins dans les partis de gauche. **Bref, pour la très grande majorité des marcheurs, l'adhésion à LaREM n'a été précédée d'aucune forme d'engagement militant.** Ce sont d'une certaine façon, pour l'essentiel, des nouveaux venus à la vie politique.

La seule forme d'investissement collectif qu'ils aient connue de façon assez massive, c'est l'engagement associatif (54%) : un engagement souvent assez ancien et correspondant à une implication réelle pour une bonne partie d'entre eux. Si ces chiffres sont assez nettement en retrait par rapport à ce que l'on observait au Parti socialiste où près de 9 adhérents sur 10 (87% exactement) étaient membres d'une association au début des années 2010⁵¹, ils restent supérieurs à ce que l'on observe en moyenne dans la population française (en 2013, selon l'Insee, un peu plus de 4 personnes sur 10 âgées de 16 ans au moins étaient membres d'une association).

51 Il est à noter que certaines catégories spécifiques d'association y jouaient un rôle important, par exemple les associations de parents d'élèves.

Cette expérience associative a-t-elle une incidence particulière sur l'engagement politique de cette moitié des marcheurs ? **Elle est en tout cas corrélée avec un plus grand investissement dans le mouvement** : 28% des adhérents de LaREM déclarant être membres d'une association ont en effet des responsabilités dans le mouvement (membre de l'équipe du référent local, animateur local, etc.) contre 17% en moyenne. Ils ont été aussi plus actifs que la moyenne pendant la campagne présidentielle : 37% d'entre eux ont participé « souvent » ou « très fréquemment » aux activités de campagne contre 26% en moyenne. C'est notamment le cas pour les activités de terrain comme le porte-à-porte, le phoning ou le tractage (26% contre 17% en moyenne) ou encore pour les activités de discussion et de débat au sein d'un comité local (27% contre 17%).

Le poids de l'expérience politique et syndicale dans les rangs de LaREM

Près d'un quart (24%) des adhérents de LaREM sont ou ont été membres d'un autre parti politique⁵² : 42% d'entre eux au PS, 23% à LR, 13% au Modem, 6% à l'UDI. Pour 43,5% d'entre eux, l'adhésion à LaREM semble avoir eu un effet de remobilisation : ils déclarent s'impliquer davantage aujourd'hui qu'hier. Ils sont plutôt plus âgés que la moyenne des adhérents, et leur ralliement à LaREM se situe préférentiellement dans la première vague d'adhésion (avant le 1er janvier 2017) et la dernière (après la victoire) : une partie d'entre eux (37%) sont donc des marcheurs de la première heure.

Par ailleurs, **plus d'un quart (27%) des adhérents de LaREM sont ou ont été membres d'un syndicat ou d'une organisation professionnelle**. C'est significatif, mais assez en retrait par rapport au

⁵² 3% le sont encore...

PS de 2011 où 38% des adhérents étaient membres d'un syndicat. La CFDT arrive nettement en tête chez les marcheurs avec 27% des adhérents de cette catégorie⁵³. Cette appartenance à un syndicat en parallèle du mouvement est souvent ancienne (plus de 5 ans pour 58% d'entre eux). Et 36% disent être ou avoir été très actifs dans ce cadre. Ils sont plutôt plus âgés que la moyenne des autres adhérents. Et ce sont plutôt des adhérents de la «deuxième heure» (celle de la campagne).

Ces publics ayant une expérience militante dans un autre parti ou dans un syndicat sont clairement minoritaires au sein de LaREM, mais y jouent-ils ou y ont-ils joué un rôle particulier? Cela semble être le cas de ceux qui ont une expérience dans une autre formation politique : ils sont nettement plus actifs que la moyenne dans l'engagement de terrain⁵⁴, parlent davantage de politique avec leurs proches (51% «souvent» ou «très fréquemment» contre 40% en moyenne dans l'ensemble des effectifs) et sont également plus prosélytes (un tiers d'entre eux déclarent essayer «très fréquemment» de convaincre quelqu'un du bien fondé de leurs opinions contre 22% en moyenne).

On les retrouve également plus souvent dans des positions d'encadrement ou de responsabilité dans le mouvement : ils sont fréquemment membres de l'équipe du référent local, animateur local ou membre d'un groupe de travail, et moins souvent «sans aucune responsabilité». Bref, **si minoritaires soient-ils, ces anciens militants participent d'un noyau actif, voire structurant du mouvement**. Venu par conviction ou par opportunisme, ils sont

53 Et sans doute davantage car un nombre significatif d'adhérents à LaREM ayant ou ayant eu une expérience syndicale ne citent pas la CFDT, mais mentionnent dans la réponse «autre» (35%) une organisation qui en dépend (fédération, union régionale, etc.).

54 43% d'entre eux disent s'être impliqués «souvent» ou «très fréquemment» dans la campagne, contre 29% chez ceux qui n'avaient pas d'expérience dans un autre parti politique.

certainement en mesure de faire profiter LaREM de leurs acquis en politique tout en opérant au sein du mouvement une reconversion de leurs ressources politiques qui leur permettent de bénéficier de gratifications et d'accéder à des postes à responsabilité. Bien que devenus marcheurs, ils restent sans doute marqués par leur passé militant.

Quant aux adhérents qui appartiennent ou ont appartenu à un syndicat ou à une organisation professionnelle, ils sont légèrement plus impliqués que la moyenne dans les postes d'encadrement ou de responsabilité du mouvement, mais pas autant que les anciens militants politiques. Ils sont également davantage impliqués dans les activités militantes de la campagne, quoique dans des proportions plus modestes que chez les anciens militants politiques.

Ces publics sont aussi, dans l'ensemble, légèrement moins satisfaits que l'ensemble des adhérents sur leur expérience à LaREM.

Au total, LaREM est pour l'essentiel un parti de « novices », mais à l'intérieur duquel les publics ayant une expérience préalable de l'engagement (politique, syndical et associatif) semblent jouer un rôle moteur au sein du socle le plus actif et le plus engagé des adhérents.

LES MOTIVATIONS DE L'ADHÉSION

Quelles sont les raisons qui ont poussé les marcheurs à adhérer à LaREM ? Pour mesurer la hiérarchie des motivations, on retient ici la somme des scores les plus élevés (6 à 10 sur une échelle de 0 à 10) sur une série de propositions concernant les raisons les ayant conduits à l'adhésion.

La motivation qui arrive en tête est l'adhésion aux idées de LaREM (90%), suivie de près par l'idée qu'« Emmanuel Macron est seul capable de réformer la France » (85%) et par le fait que LaREM est « une formation politique pas comme les autres » (81,5%).

Verbatim

« Lorsqu'[Emmanuel Macron] a fait son discours à Amiens, pour annoncer le lancement de son nouveau parti En Marche!, je me souviens, je me suis dit 'cet homme, il est hors du commun, c'est une intelligence hors norme'. Il était tellement différent des autres... Je trouvais, moi, qu'il était pur, qu'il était authentique. D'abord, ce n'était pas un politicien de carrière. Il avait énormément de crédibilité. Je me suis dit 'Quel coup de jeunesse pour la France ! Quel coup de renouveau !'. C'était vraiment pour le début d'un temps nouveau pour la France. Ce n'est pas lui qui m'a convaincu de m'inscrire, c'est moi. Je me suis dit 'le petit peu que je puisse faire et bien tant mieux si ça apporte un coup de jeunesse à la France'. » Femme, 76 ans, retraité (ancienne avocate)

« Question : Qu'est-ce qui vous a séduit lors de votre adhésion à LaREM ? Du changement, du neuf, de la modernité, et une autre façon d'appréhender les choses. Pour moi, une façon intelligente d'appréhender la vie politique et la vie d'une société. J'ai trouvé que le discours était moins idéologique, qu'il était pragmatique, et qu'il ne s'embarassait pas des disciplines d'appareil. Et que l'on n'était plus dans les schémas classiques de ping-pong. » Homme, retraité (ancien universitaire), 68 ans

« Le fait d'avoir une nouvelle offre avec des nouveaux venus, avec une logique de prendre des gens de la société civile qui pourraient participer à l'élaboration du programme par le biais du diagnostic qui avait été fait par l'application, et le fait que in fine il y aurait des candidats issus de la société civile, ce sont des choses qui m'ont particulièrement séduit. »

Homme, 39 ans, conseiller bancaire

« J'ai adhéré après son élection. J'ai voté pour lui aux deux tours. Mon état d'esprit, c'était d'apporter mon soutien parce que, pour la première fois, un an après [l'élection], j'ai toujours confiance. Pour la première fois, je me sens en adéquation avec ce qui se dit, ce qui se fait, et surtout il y a de la congruence. C'est-à-dire on fait ce qu'on dit. Et ça, c'est tellement rare en politique. »

Homme, 37 ans, directeur d'une école de commerce

Le dépit à l'égard des autres partis et candidats occupe également une place significative dans la motivation des adhérents (76% déclarent que « les autres partis politiques et candidats les ont déçus »). Arrivent ensuite, assez loin derrière, l'idée que LaREM serait « à l'écoute des Français » (62,5%) ou le fait de « se sentir à la fois de droite et de gauche » (59%).

L'engagement au sein de LaREM a donc d'abord été tiré par l'adhésion à son projet, à son leader, à son caractère atypique et à la désillusion par rapport aux partis traditionnels. Cette hiérarchie souligne un fort effet d'offre politique plutôt qu'un effet de positionnement idéologique ou une porosité à la « demande » des électeurs.

FORMES ET INTENSITÉ DE LA PARTICIPATION

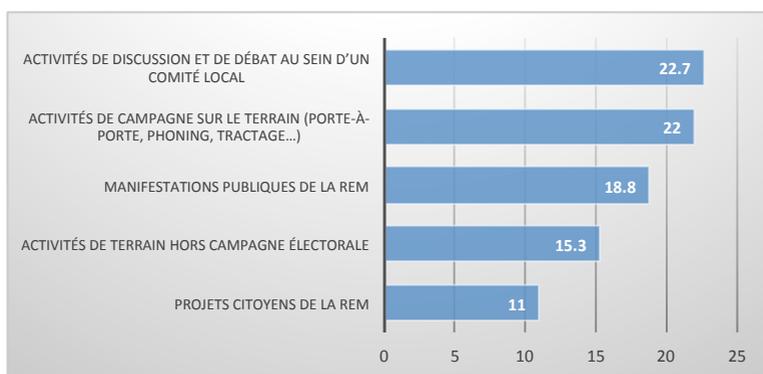
Il y a bien longtemps que le militantisme actif de type classique (dévouement, continuité, prosélytisme et pour certains partis, respect et intériorisation de l'esprit hiérarchique...) n'est plus une vocation largement partagée, y compris au sein des partis⁵⁵. Déjà pour le PS de 2011, Dargent et Rey faisaient le constat d'un « militantisme limité » et d'une « activité de faible intensité pour le plus grand nombre ». Dans les effectifs socialistes d'alors, 53% des adhérents se considéraient comme des « militants actifs ». Et parmi les « simples adhérents », dans les cinq dernières années, 50% avaient distribué des tracts, 51% participé à des mobilisations collectives hors campagne électorale et 31% assisté régulièrement aux réunions.

Qu'en est-il au sein de LaREM ? Les adhérents de LaREM sont bien sûr, comme dans la plupart des partis, des passionnés de politique. 73% en parlent « souvent » ou « très fréquemment » en famille, avec leurs amis ou leurs collègues. Ils sont 52% à tenter « souvent » ou « très fréquemment » de convaincre quelqu'un du bien fondé de leurs opinions, signe d'un prosélytisme relativement soutenu. Mais **lorsqu'on s'éloigne des échanges de proximité dans la sphère privée ou professionnelle pour s'intéresser à des formes d'engagement plus formalisées et spécifiques, les taux d'implication « lourde » baissent assez sensiblement.**

55 Dans son dernier ouvrage, Pierre Rosanvallon décrit en ces termes le militant des années 1970 : « [Il] restait défini par l'étymologie du terme. Il était le bon petit soldat d'une cause, distributeur de tracts ou simple haut-parleur de la bonne parole d'une organisation, le fantassin d'une armée dont les généraux fixaient la stratégie et dirigeaient les mouvements. » (Pierre Rosanvallon, *Notre histoire intellectuelle et politique (1968-2018)*, Paris, Seuil, 2018, p. 71.

Si l'on se concentre sur les items de réponse «souvent» et «très fréquemment» pour essayer d'isoler les militants les plus actifs et les plus investis, **on trouve presque toujours un socle de 15 à 25% des effectifs, rarement plus** : 22% quand il s'agit de participer aux activités de campagne électorale sur le terrain (porte-à-porte, phoning, tractage...) auxquels on peut ajouter 11% qui le font «de temps en temps»; 15% quand il s'agit de participer aux activités de terrain hors campagne électorale (kiosque, porte-à-porte, tractage...) auxquels on peut ajouter 11% qui le font «de temps en temps»; 22,5% quand il s'agit de participer aux activités de discussion et de débat au sein d'un comité local (16% le font «de temps en temps»); 19% quand il s'agit de participer aux manifestations publiques de LaREM (20% le font «de temps en temps») et seulement moins de 11% participent aux «projets citoyens» de LaREM. Cela étant, ces projets citoyens s'avèrent lourds à monter (dès lors, 11% apparait comme un chiffre plutôt satisfaisant).

Graphique 21 : Part des adhérents qui pratiquent «souvent» ou «très fréquemment» l'activité (%)



Verbatim

«J'ai adhéré très tôt, en avril 2016. L'idée de faire partie du diagnostic me plaisait. J'avais envie de faire partie de l'histoire d'En Marche ! (...) J'ai participé au diagnostic (de la Grande Marche) en envoyant via l'application quelques réponses. D'abord de ma part, en disant ce que moi je voulais. Ensuite, j'ai fait remplir le questionnaire à mes proches, à des gens avec qui je travaille, quelques voisins aussi. Je n'ai pas fait la Grande Marche dans le sens où je ne suis pas sorti avec mon bâton de berger faire le tour des rues avec un tee-shirt 'En Marche !' (...). Je me suis contenté déjà du cercle familial et amical, voire du voisinage. (...) J'ai aussi assisté à deux réunions, une avant les législatives pour prendre la température de ce qui se passait dans le département, et enfin j'ai assisté à une réunion publique d'un député qui venait pour donner son sentiment sur la loi de finances de 2017 qui devait être votée. (...) Aujourd'hui, je n'ai pas forcément envie d'être au premier rang. Ma participation doit être discrète. Je n'ai pas forcément envie de reprendre un flambeau.»

Homme, 39 ans, conseiller bancaire

«Je me suis beaucoup impliqué [pendant la campagne présidentielle] sur les réseaux sociaux, je n'ai pas arrêté de faire mon boulot de militant. Bon, je n'ai pas collé d'affiches, mais j'ai continué à être là. Bon, j'ai 70 ans quand même. Je n'ai pas milité comme je militais avant en allant dans des réunions. Mais j'ai beaucoup milité individuellement, c'est-à-dire autour de moi en discutant avec les gens. Partout où je pouvais parler, je parlais. Ca, c'est les réflexes de militant qui revenaient. Mais disons que je n'ai absolument pas eu une pratique militante comme j'avais avant. Mais je l'ai fait à ma manière.»

Homme, 70 ans, retraité (ancien universitaire)

«Depuis mon adhésion, en janvier 2018, j'ai assisté à quelques conférences d'un député. Mais là, je vais m'impliquer plus sérieusement, à partir de la semaine prochaine, car des projets se mettent en place,

des projets citoyens. J'ai rejoint un projet autour de l'emploi pour essayer de s'intéresser à l'emploi des moins de 25 ans et des seniors. On est dans mon métier, des choses avec lesquelles je suis à l'aise et dans lesquelles j'espère pouvoir apporter des choses. Là, je rejoins activement une commission en charge d'un projet, effectivement.

Question : comment est né ce projet ?

Il y a eu des réunions entre adhérents pour établir des actions citoyennes afin d'accompagner le programme d'Emmanuel Macron. Trois projets sont nés de ces réunions, et j'ai sélectionné ce projet d'accompagnement et de retour à l'emploi de personnes en difficulté. Ça va démarrer opérationnellement en septembre. Donc, on va avoir trois réunions en mai et juin. Il va falloir sélectionner ce public en difficulté, faire parrainer les entreprises et essayer de pouvoir mener ce type d'action citoyenne en complément de l'action gouvernementale. C'est plutôt une bonne démarche pour mettre en lien personnes en difficulté et entreprises.»

Homme, 51 ans, responsable des ressources humaines

Deux activités semblent toutefois remporter un succès plus net auprès des adhérents : il s'agit du transfert à d'autres personnes d'informations, fichiers ou liens utiles, d'une part, et de la contribution aux idées de LaREM (via Telegram ou des consultations en ligne), d'autre part. 29% et 28,5% des adhérents déclarent y participer «souvent» ou «très fréquemment». Sur la contribution aux débats d'idées, on a déjà noté plus haut que 22,5% des adhérents déclarent participer avec la même fréquence aux activités de discussion et de débat au sein d'un comité local. **Débattre et discuter des idées semble l'une des activités militantes les plus prisées par les marcheurs.** C'est sans doute l'une des caractéristiques d'un parti qui, pendant la campagne tout du moins, a su combiner étroitement un fort leadership avec un sentiment d'ouverture à la participation du grand nombre. Cet alliage de verticalité et d'horizontalité a été

l'une des promesses majeures de l'organisation. Les caractéristiques sociologiques des adhérents de LaREM (CSP+ et haut niveau d'instruction) expliquent sans doute cette inclination aux échanges d'idées.

Verbatim

«J'ai quand même été dans quelques réunions et quelques meetings de campagne. Mais je n'ai pas de liens organiques avec l'équipe locale. (...) J'ai communiqué avec eux (l'équipe locale) via Telegram, beaucoup. J'ai transmis des idées, puisqu'ils ont utilisé beaucoup Telegram pendant la campagne pour échanger des idées. J'ai beaucoup communiqué comme ça, en donnant mes avis et idées sur ce qui s'échangeait, sur les thématiques de l'entreprise en particulier. (...) J'avais lu Révolution, j'avais lu le programme et donc mes échanges étaient basés là-dessus pour expliciter le programme autour de moi. C'est là-dessus que j'argumentais en particulier pour informer les gens de ce qu'il y avait dedans, parce qu'ils ne savaient pas. J'ai passé des heures devant l'ordinateur, sur une forme de militantisme que je ne connaissais pas car j'étais vraiment un militant organique avec des réunions de sections, et ça n'a pas du tout été le cas cette fois-ci. (...) »

Homme, 70 ans, retraité (ancien universitaire)

«Les réunions d'avant-projet [à l'automne 2016] étaient menées par l'animateur local. En Marche ! envoyait des questions auxquelles on devait répondre en donnant notre opinion, si on en avait une; en général, il y avait trois réponses possibles proposées par la direction d'En Marche!. On devait voter pour celle qui nous paraissait la plus proche de ce que l'on voulait. Donc ma participation dans les réunions a surtout consisté à écouter les opinions des uns et des autres pour me forger la mienne car je ne suis pas spontané, j'ai toujours besoin de réflexion. (...), et ensuite je votais pour une proposition. »

Homme, 45 ans, consultant en informatique

On notera aussi un phénomène très classique de surmobilité dans les moments clés de compétition électorale et de relatif repli dans les autres périodes. Ainsi, la part de ceux qui déclarent n'avoir « jamais » ou « rarement » participé aux activités du parti était de 41% pendant la campagne présidentielle et elle est montée à 46% pendant la campagne des législatives ; elle est de 66% concernant les activités de campagne de terrain (porte-à-porte, tractage, etc.) et de 73% concernant ces mêmes activités mais hors campagne électorale.

Verbatim

*J'en garde des souvenirs extraordinaires. Et puis, bon, au début un peu intimidée parce que, bon, voilà... faut quand même aller voir les gens. Et puis, en fait, on a été très très bien accueilli, et finalement j'ai adoré. J'adore échanger et tout ça, du coup c'était vraiment hyper sympa. (...)
On organisait des pique-niques, des marches... Il y avait des ballons de toutes les couleurs partout. On avait fait des tee-shirts de toutes les couleurs, on nous voyait arriver de loin. C'est pour ça que quand on arrivait, qu'on venait tracter, on était écouté, les gens souriaient. Voilà, c'était vraiment bon enfant. C'était de la politique mais vraiment le côté joyeux, enthousiaste comme l'insouciance qui revient de l'enfance, le petit côté qu'on avait perdu quoi, ce côté insouciant, enfantin.»
Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation*

*«La dynamique de l'élection présidentielle, c'est un peu comme la Coupe du Monde de foot. Je n'aime pas le foot mais je vais participer en tant que spectatrice. On est un peu porté par les événements. Donc, voilà, j'ai participé [à des réunions de campagne] à ce moment-là. Mais c'est tout.»
Femme, 52 ans, femme au foyer (ex-journaliste)*

Il reste qu'à ce premier niveau d'observation, le degré de mobilisation des activistes parmi les adhérents de LaREM paraît

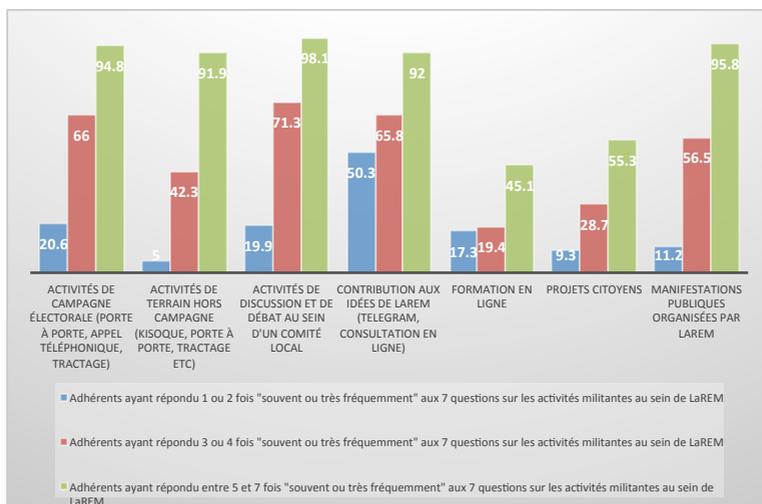
dans l'ensemble modeste et même inférieur à ce que l'on pouvait observer au PS en 2011. On aurait pourtant tort de conclure à une large majorité passive de marcheurs. Car, en réalité, ce ne sont pas toujours les mêmes qui s'investissent dans l'une ou l'autre des activités proposées par le parti. Pour le montrer, on peut identifier des sous-groupes distincts d'activistes à partir des différents types d'activités et de l'intensité de leur investissement.

Notre questionnaire distingue ainsi sept activités politiques (activités de campagne électorale, activités de terrain hors campagne, activités de discussion et de débat au sein d'un comité local, contribution aux idées de LaREM, formation en ligne, projets citoyens de LaREM, manifestations publiques organisées par LaREM). **Seuls 12% des adhérents ont répondu «jamais» à ces sept questions. Ils forment une cohorte totalement passive mais très étroite.** Ce sont majoritairement des adhérents sans expérience politique ou associative antérieure. Et ce ne sont pas des adhérents de la première heure : plus de 57% d'entre eux ont rejoint LaREM au moment de la campagne.

À l'opposé, les adhérents les plus actifs qui ont répondu «souvent» ou «très fréquemment» à une ou plusieurs de ces sept activités se répartissent en trois grandes catégories : les adhérents ayant répondu «souvent» ou «très fréquemment» une ou deux fois à ces sept questions (24%), ceux qui ont répondu ainsi trois ou quatre fois (10%), enfin ceux qui ont répondu de la sorte cinq à sept fois (11%). Au total, **on retrouve 44% des effectifs dans ces différents sous-groupes «d'activistes».** Un dernier groupe pourrait être mentionné : ceux qui répondent «rarement» ou «de temps en temps», mais à 5 ou 7 questions, soit 13% de l'effectif. Si on les intégrait au moins partiellement au décompte des activistes, on franchirait alors sans doute le seuil d'un marcheur sur deux.

Les « hyper actifs » (c'est-à-dire ceux qui répondent « souvent » ou « très fréquemment » à 5 à 7 questions) appartiennent surtout à la catégorie des 35-49 ans (près de 37%, quatre points de plus que le poids de ces derniers dans l'ensemble des adhérents) et des 50-64 ans (27%). Ce sont des cadres et professions libérales (à près de 60%) qui vivent davantage dans les agglomérations de moins de 200 000 habitants (à plus de 54%). Mais surtout, ce sont des adhérents de la première heure (49,5% d'entre eux), fort motivés donc, et qui affichent une très forte expérience associative (plus de 65%). Ces « hyper actifs » répartissent de manière très homogène leurs activités (voir graphique ci-dessous), à l'exception de deux d'entre elles qui les mobilisent de façon moindre : les projets citoyens et la formation en ligne.

Graphique 22. Activités militantes des adhérents très actifs (%)



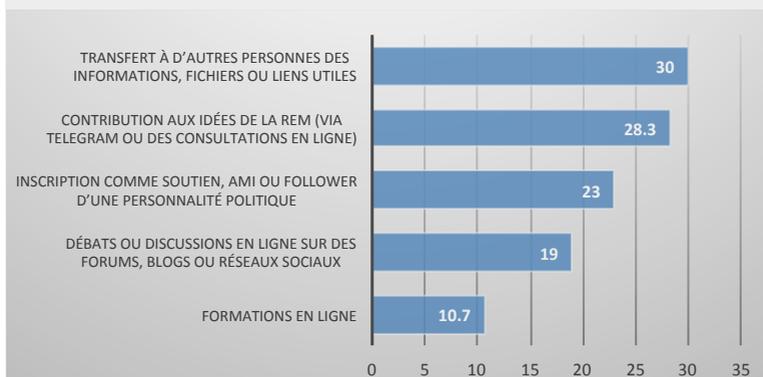
Les adhérents qui ont répondu 3 à 4 fois « souvent » ou « très fréquemment » hiérarchisent davantage leurs activités, privilégiant

celles du comité local, des campagnes électorales et des contributions aux idées du mouvement (via Telegram ou des consultations en ligne), faisant preuve manifestement de moins d'appétence pour les autres formes d'engagement. Enfin, parmi ceux qui n'ont répondu «souvent» ou «très fréquemment» qu'une ou deux fois sur sept, la moitié d'entre eux concentre leurs activités sur la contribution aux idées, délaissant tout le reste, notamment les activités hors campagne, les plus classiques en politique. Ce sont des adhérents numériques même s'ils ne suivent guère les Moocs et autres formations en ligne. Il est à noter à ce propos que, dans l'ensemble, en dehors de la contribution aux idées du mouvement via Telegram ou les consultations en ligne, les activités proprement numériques ne recueillent pas un très grand succès (voir encadré).

L'activisme numérique

Les différentes formes d'activités politiques numériques se sont beaucoup développées ces dernières années, notamment sous l'influence des nouveaux mouvements comme LaREM. Une grande partie d'entre elles restent cependant relativement peu fréquentées par les adhérents du mouvement. S'ils sont près de 29% à transférer «souvent» ou «très fréquemment» à d'autres personnes des informations, fichiers ou liens utiles, les marcheurs ne sont plus que 23% à s'inscrire aussi souvent comme soutien, ami ou follower d'une personnalité politique sur son site ou sur les réseaux sociaux; 19% à participer à des débats ou discussions en ligne sur des forums, blogs ou réseaux sociaux; 11% à participer aux formations en ligne.

Graphique 23. Part des adhérents qui pratiquent «souvent» ou «très souvent» l'activité (%)



Sans surprise, ce sont les adhérents les plus jeunes qui s'investissent le plus dans ce type d'activités : 34% des marcheurs âgés de 15-24 ans transfèrent souvent ou très fréquemment à d'autres personnes des informations, des fichiers ou des liens liés à la politique, plus de 45% s'inscrivent tout aussi souvent ou très fréquemment comme soutien, ami ou follower d'une personnalité politique sur internet ou les réseaux sociaux et plus de 40% contribuent aux débats d'idées de LaREM via Telegram ou les consultations en ligne. Ces pourcentages sont bien supérieurs à ceux que l'on trouve par catégories socio-professionnelles. Parmi celles-ci, ce sont les inactifs, surtout les étudiants⁵⁶, qui participent avec

56 Les étudiants et les lycéens adhérents de LaREM pratiquent plus qu'en moyenne les activités militantes numériques. Parmi eux, 34% transfèrent à d'autres personnes des informations, des fichiers ou des liens liés à la politique (contre 29% en moyenne) ; 45% s'inscrivent comme soutien, ami, follower d'une personnalité politique (contre 24% en moyenne). En revanche, pour les discussions politiques en ligne, ils sont à la moyenne (18% parmi eux contre 19% en moyenne). Les pourcentages donnés ici sont pondérés et regroupent les réponses "souvent" et "très fréquemment".

la même intensité (souvent et très fréquemment) à ces mêmes activités numériques avec des pourcentages qui s'échelonnent de 35% (les transferts d'informations et de fichiers) à 44% (pour le suivi d'une personnalité politique) sans commune mesure là encore avec la moyenne des adhérents de LaREM. Il est à remarquer que les artisans, commerçants et chefs d'entreprise pratiquent à 31 % les activités de transfert; les cadres et professions libérales les suivent à 29% tandis que les employés dans la même proportion sont actifs pour le suivi de personnalités politiques, ce qui correspond à la moyenne des adhérents de LaREM. Sans surprise, les habitants des grandes agglomérations de plus de 200 000 habitants et de moins de 200 000 habitants sont plus actifs que la moyenne des adhérents de LaREM pour les activités de transfert et le suivi des personnalités politiques.

Enfin, la formation en ligne conçue par la direction de LaREM et présentée comme innovante par rapport à la formation assurée classiquement par les partis traditionnels **n'atteint que 11% des adhérents**. Seuls les jeunes sont plus intéressés, mais d'un souffle (12% pour les 15-24 ans, 11% pour les 25-34 ans) ainsi que les professions intermédiaires (plus de 13%), les employés (11%) et les inactifs (14%). Toutefois, les instruments de formation en ligne restent conçus comme des outils "de niche" supposant un assez fort engagement, ce qui explique en partie sans doute en partie ces résultats.

Cette distribution des différents profils d'activistes fait ressortir différents régimes de spécialisation. Ainsi seulement 42% de ceux qui déclarent avoir participé «souvent» ou très fréquemment» à la campagne électorale ont été actifs hors de cette campagne. Pour leur part, les actifs sur Telegram se concentrent sur cette activité, se montrant peu enclins à agir d'une autre façon.

En revanche, les adhérents qui participent prioritairement aux manifestations publiques de LaREM et au travail de terrain hors campagne, et dans une moindre mesure ceux qui participent aux comités locaux et aux projets citoyens, ont tendance à contribuer assez nettement à d'autres activités. Comme si le travail militant assez classique incitait les activistes du mouvement qui le pratiquent à maintenir un niveau élevé de participation sur plusieurs fronts. Il y a là une certaine continuité avec les partis traditionnels, notamment de gauche.

Verbatim

«Je suis ce qu'il se passe dans le mouvement en lisant les newsletters qu'ils envoient. Là, par exemple, ils lancent la Marche Européenne. Mais ça demande beaucoup d'investissement personnel. En ce moment, ce n'est pas trop mon truc. Je n'ai pas envie d'aller tracter, d'aller voir des gens. (...) Tout ce qui est en ligne, je participe. S'il y a un questionnaire en ligne, j'y réponds.»

Homme, 45 ans, consultant en informatique

«Je ne suis pas du tout une militante acharnée. Quand je vois un truc qui se passe, je vais écrire un commentaire sur Internet, toujours très positif. Que ce soit après une intervention de Macron, comme avec Pleynel et Bourdin, après le débat entre Le Pen et lui... C'est un petit truc mais je fais ce que je peux selon mes moyens. Mais tout ce que je peux faire, je le fais. J'écris aux émissions politiques lorsqu'ils demandent des commentaires. J'écris aussi des commentaires sur le site de l'Elysée, ou sur le Facebook de Macron. Après, je ne passe non plus mon temps à écrire, il ne faut pas croire. Disons que depuis la campagne, j'ai écrit entre 6 et 8 opinions. Quand j'écris, c'est que j'ai bien réfléchi, et c'est toujours positif.»

Femme, 76 ans, retraitée (ancienne avocate)

«Je suis allée au meeting [Porte de Versailles]. D'abord, j'ai beaucoup lu. J'ai lu l'interview de Macron dans l'Express. Ensuite, j'ai beaucoup lu sur leur site [En Marche !] et j'ai beaucoup adhéré aux propositions. (...) Du coup, j'avais dû avoir la newsletter du site En Marche ! qui m'a proposé cette invitation au meeting. Et il y avait un petit côté un peu comme à un concert, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas assez de places pour tout le monde (rires). Donc j'avais tout de suite pris ma place. J'y suis allée toute seule, j'ai fait la queue pendant des heures Porte de Versailles pour voir Macron entrer. (...) Je suis allée à un deuxième meeting qui était vraiment génial. C'était à Bobino, et là, la salle était beaucoup plus petite. Il ne devait pas être là. C'était Richard Ferrand qui faisait la conférence (...). Mais du coup, Macron avait débarqué dans cette petite salle et je trouvais qu'il avait un truc hors du commun. (...) Je suis aussi allée [pendant la campagne] à une conférence sur l'éducation organisée par En Marche ! avec 3 invités qui proposaient un contenu très très stimulant. (...) Je trouvais que Macron ne s'adressait pas assez aux enseignants. Par calcul politique, je comprends : ce n'est pas son électorat, alors c'est normal qu'il n'investisse pas ce milieu. Mais je trouvais que c'était dommage. Alors je leur avais préparé un document avec les raisons de blocage du vote des profs et des leviers possibles, des points de programme qui pourraient jouer.»

Femme, 31 ans, professeur

De cet examen des différents types d'activistes, on peut tirer plusieurs conclusions. La première est qu'avec 45% d'adhérents s'impliquant «souvent» ou «très fréquemment» dans une à sept activités de LaREM, auxquels on peut ajouter les 6% d'adhérents qui répondent «de temps en temps» à 4 ou 7 questions, on a **un niveau d'activisme global légèrement supérieur à 50%**. Soit un niveau proche de ce que l'on observait au PS en 2011 où 53% des adhérents se déclaraient «militants actifs». Mais cette comparaison a d'évidentes limites : les questions posées en 2011 aux adhérents PS (Dargent et Rey, 2014) et celles

de notre enquête ne sont pas les mêmes, l'offre des deux partis est très différente, ainsi que les contextes historiques.

Au total, LaREM n'a certes pas inversé la tendance de long terme au déclin du niveau d'engagement des individus dans les formations politiques. Néanmoins, elle déploie un niveau d'activisme notable. De ce point de vue, la performance de LaREM s'avère à la fois moyenne (surtout compte tenu de l'engouement suscité par la nouveauté de cette offre politique et de l'élan créé par la victoire de 2017) et remarquable pour un parti qui n'existait pas deux ans plus tôt.

La seconde conclusion est que, hormis pour le groupe des « hyper actifs » (11%), **les adhérents actifs de LaRem font de la politique « à la carte »**, certains privilégiant une activité particulière, d'autres en associant plusieurs, etc. Sur les différentes activités proposées par LaREM, ils se répartissent de façon très différente selon leurs profils, préférences, expériences, etc., certains se spécialisant fortement, d'autres pas. Ainsi, **l'offre d'activités semble avoir été assez variée pour permettre à beaucoup de choisir un mode d'implication en phase avec leurs inclinations personnelles, leurs expériences voire avec leur activité professionnelle présente ou passée**, comme l'ont souligné plusieurs entretiens qualitatifs avec des marcheurs : ex-universitaire qui participe aux séminaires ou débats, chef d'entreprise qui veut former les autres à la réussite de leurs projets, etc. Loin d'avoir exigé de chacun qu'il se conforme à un modèle culturel imposé, qu'il récite un catéchisme d'organisation et qu'il souscrive à un long processus d'acculturation, l'offre de LaREM a permis à beaucoup de valoriser une expertise, une expérience ou une compétence personnelle qui préexistait à leur engagement. Bref, **LaREM a permis à de nombreux marcheurs de faire de la politique à partir de ce qu'ils sont**. Cette innovation mérite d'être soulignée car elle suggère que ceux qui rejoignent le mouvement

ne se contentent pas d'assimiler ou d'intérioriser ce qu'il propose mais l'investissent en y apportant leurs propres aptitudes.

Cette offre s'est donc révélée très adaptée à l'individualisation croissante des formes d'engagement, en particulier dans une population dominée par les CSP+ et les diplômés où l'on n'entend pas se couler dans un moule ou un standard unique. Il n'y a pas, au cœur du mouvement, un petit noyau d'activistes qui en animent toutes les activités, entourés d'une masse d'adhérents « dormants », mais plusieurs cercles correspondant à des profils et préférences différents s'appariant à une offre elle-même large et diversifiée.

Certes, LaREM n'échappe pas à la tendance généralisée à une militance plus intermittente qu'autrefois, tendance enregistrée dans tous les partis politiques alors même qu'elle a voulu marquer sa différence avec ces derniers. Mais, dans le même temps, elle a su mobiliser ses troupes en leur offrant un large éventail d'opportunités de participation, dont la diversité ne s'arrête d'ailleurs pas à la typologie des activités retenues dans notre enquête puisqu'au niveau local, l'autonomie d'organisation des comités locaux a pu donner lieu à une grande variété d'initiatives. Ajoutée à d'autres caractéristiques (un clic sur un ordinateur suffit pour rejoindre ses rangs, aucune cotisation n'est demandée à l'entrée...), cette souplesse la singularise et en fait un objet politique assez inédit, en France du moins.

Ainsi ont pu cohabiter en son sein plusieurs profils, de l'ex-militant politique et associatif qui continue d'agir comme il le faisait auparavant mais dans un autre cadre, jusqu'au novice qui fourbit ses premières armes en politique, la plupart d'entre eux semblant liés par une forte propension au débat d'idées. Cette inclination doit sans doute être mise en relation avec leurs prédispositions sociologiques (fort niveau d'instruction) mais aussi avec le fait que LaREM n'a pas encore à proprement parler de doctrine

constituée mais invoque une série de référentiels et de principes. Définir de manière plus substantielle le « macronisme » constitue donc un vrai challenge politique qui intéresse et intéressera l'ensemble de ces activistes. À la fois parce qu'il s'agit constituer le ciment de LaREM et parce que cela peut devenir un enjeu de rivalités, de positionnements et de pouvoirs internes.

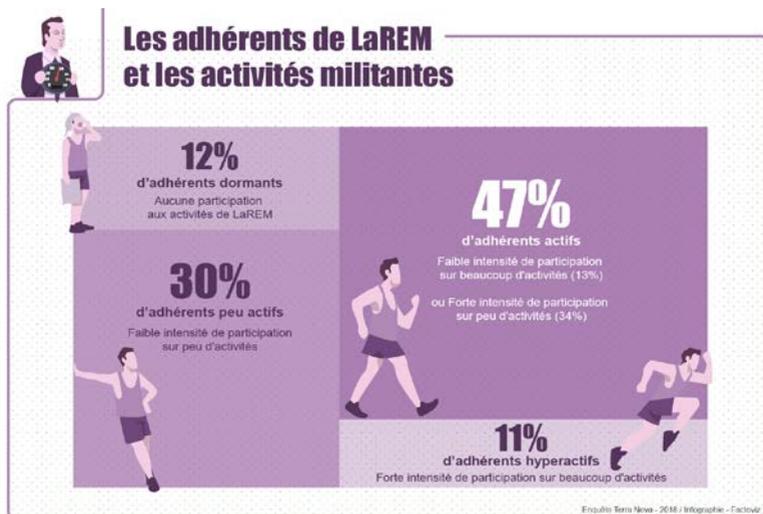


IMAGE DU PARTI ET JUGEMENT SUR SES PRATIQUES

Les marcheurs ont le sentiment d'appartenir à une formation progressiste⁵⁷ positionnée plutôt au centre-droite⁵⁸. Dans l'ensemble, ils ont l'image d'un parti modéré (54% le notent de 0 à 4 sur une échelle modéré-extrême de 0 à 10). Alors que l'homogénéité idéologique des adhérents de LaREM est souvent mise en cause, les marcheurs ont, eux, le sentiment d'une famille

⁵⁷ 80% le notent entre 6 et 10 sur une échelle conservatisme-progressisme de 0 à 10.

⁵⁸ 33% le placent au centre et 37% le notent à 6 sur une échelle gauche-droite de 0 à 10, contre 4% entre 0 et 4... Voir *supra*, Chapitre III

politique plutôt unie (62% la notent de 0 à 4 sur une échelle unie-divisée de 0 à 10).

Si une majorité d'adhérents jugent que LaREM est bonne pour tous les Français⁵⁹, ils pensent aussi qu'elle est plutôt plus favorable aux jeunes⁶⁰ et aux classes supérieures de la société française⁶¹ qu'aux seniors et aux classes populaires. Cela fait écho à leurs caractéristiques sociologiques d'adhérents plutôt jeunes par rapport aux autres partis et à la population française et qui appartiennent majoritairement aux classes moyennes et supérieures : qu'ils s'en félicitent ou non, LaREM leur ressemble. En d'autres termes, aux yeux de ses adhérents, la légitimité du mouvement s'ancre avant tout dans une sociologie précise et bien délimitée.

Enfin, sur la question de savoir si LaREM est plus un mouvement qu'un parti, les opinions sont plutôt divisées : **33% répondent qu'il s'agit plutôt d'un parti (de 7 à 10) contre 24% qui la voient plutôt comme un mouvement (0 à 3)**. Un peu plus de 38% oscillent entre ces deux définitions (positions 4, 5 et 6), la médiane se situant entre 6 et 7. Au final, une majorité relative se dégage cependant pour considérer qu'elle est plus un parti politique qu'un mouvement citoyen. Cette opinion varie en particulier selon l'âge, l'expérience politique et le positionnement gauche-droite. C'est clair chez les jeunes de 15-24 ans comme chez les adhérents de 25-34 ans et de 35-49 ans où respectivement 46%, 50% et 49% considèrent appartenir à un parti. De même, un marcheur sur deux qui se déclare de gauche ou de droite considère qu'il a rejoint un parti politique. Il en va de

59 53% entre 0 et 4 sur une échelle de 0 à 10 allant de « bonne pour tous les Français » à « bonne pour quelques catégories de Français ».

60 41% de 0 à 4 contre 11% de 6 à 10 sur une échelle de 0 à 10 allant de « bonne pour les jeunes » à « bonne pour les seniors ».

61 61% de 6 à 10 contre 7% de 0 à 4 sur une échelle de 0 à 10 allant de « bonne pour les classes populaires » à « bonne pour les classes supérieures ».

même pour ceux qui ont appartenu à un parti politique avant de rejoindre LaREM. Les adhérents qui se déclarent «ni de droite ni de gauche» sont en revanche moins enclins à y voir un parti (43%), de même que ceux qui se disent «et de droite et de gauche» (45%). Il est à remarquer que 48% des adhérents de LaREM qui n'ont pas eu d'antécédent associatif estiment être dans un parti politique.

Verbatim

« Il ne faut pas oublier que le mouvement, avant le parti, est le vaisseau originel. Ça, c'est très important. On fait appel à l'esprit du mouvement quand il y a un besoin d'expansion extraordinaire. Et quand on a besoin de donner une efficacité à l'action politique, il faut s'appuyer sur la structure organisationnelle du parti. L'un et l'autre sont complémentaires et en synergie. Ces deux notions doivent subsister simultanément et elles ne doivent pas s'étouffer mutuellement. »

Femme, 52 ans, chômeuse

« En terme de militantisme, le mot mouvement, c'est un manque d'efficacité évident. Moi, je suis de la vieille école, j'ai milité longtemps. Quand je militais, on avait une réunion de section par semaine et on faisait les choses. Bon là, je le dis de manière gentille, pour des militants, c'est quand même des amateurs. Si on veut être efficace, il faut un local, de l'organisation. Ça passe par là, par de l'organisation. Alors peut-être que maintenant, c'est moi qui suis hors jeu. Peut-être que ça passe par les réseaux sociaux et c'est moi qui ne vois pas passer. Pourtant j'étais présent dessus. »

Homme, 70 ans, retraité (ancien Universitaire)

« Je trouve que le fait de vouloir constituer un mouvement citoyen fédérant tout un tas de sensibilités diverses et variées pouvait être pertinent dans le cadre de la campagne présidentielle et des législatives. (...) »

Maintenant, on est quand même toujours sous la Cinquième République. À un moment donné il va falloir dépasser ce stade de mouvement et pouvoir passer à une constitution de parti politique.»

Homme, 51 ans, responsable des ressources humaines

Le jugement qui est porté sur les activités de LaREM décrit une vie militante «intéressante» pour près de la moitié des adhérents, «gérée efficacement» pour 31% d'entre eux, «accessible» pour 40% et «innovante» pour 44%. Ces taux de réponses positives peuvent paraître modestes. Ils restent assez, voire très satisfaisants pour LaREM, car ils tiennent compte d'un nombre élevé d'adhérents qui refusent de répondre ou qui «ne se prononcent pas» : autour de 30% sur la plupart de ces items. C'est sans doute lié au fait que ces questions sollicitent l'opinion de gens qui ont l'expérience des activités de LaREM, donc des plus investis, ceux qui sont le plus en situation d'en juger, y compris de manière nuancée. Si l'on écarte les adhérents qui ne répondent pas, ce sont 72% des répondants qui décrivent une vie militante «intéressante», 47% qui la jugent «gérée efficacement», 57,5% «accessible» et 66% «innovante».

Dans l'ensemble, les adhérents de LaREM sont satisfaits de leur engagement (68% sont entre 6 et 10 sur une échelle de satisfaction de 0 à 10). Seuls 10% se déclarent insatisfaits (de 0 à 4). Dans le détail, ils accordent un satisfecit sans ambiguïté sur l'organisation des événements de LaREM (toutefois 21% d'entre eux ne se prononcent pas), sur sa communication digitale et sur les outils de formation en ligne. Ils saluent aussi dans leur ensemble l'action de son Délégué général, Christophe Castaner (63% de 6 à 10). 42% d'entre eux se déclarent même très satisfaits (8 à 10) et seulement 4,7% se disent insatisfaits (0 à 2).

Verbatim

«J'ai trouvé que c'était très bien organisé, très sympa. Il y avait de l'amateurisme, mais du faux amateurisme. Le bénévolat donnait un côté amateur : 'on est nouveau, on ne sait pas trop comment faire, tout le monde va participer, on va tous mettre les chaises, les tables, il y en a un qui a apporté des boissons super, etc.' Mais en fait tout était vraiment bien structuré et bien préparé. C'était ça, le faux amateurisme. Parce que les personnes qui s'impliquaient vraiment, étaient vraiment très motivées, très impliquées, très bien au fait de ce qu'elles faisaient. Il n'y avait rien qui pêchait, c'était du 'faux amateur'. On n'avait pas l'impression qu'il y avait une grosse machine derrière, tout le monde était enthousiaste de mettre la main à la patte, et il y avait des argumentaires bien faits.»

Femme, 52 ans, femme au foyer (ex-journaliste)

En revanche, leur satisfaction est plus moyenne sur la capacité à prendre en compte l'opinion des adhérents (45% de 6 à 10 contre 28% de 0 à 4), sur la valorisation de l'engagement des adhérents (43,5% entre 6 et 10 contre 21,5% entre 0 et 4) et sur le fonctionnement démocratique de LaREM (47% de 6 à 10 contre 27% de 0 à 4)⁶². On notera ici encore des taux relativement élevés de marcheurs qui «ne se prononcent pas» ou refusent de répondre, pour les mêmes raisons sans doute que précédemment. Il y a là toutefois une source potentielle de déceptions, voire de tensions à venir. LaREM, dans son moment génétique, n'a cessé de proclamer qu'elle différait des partis traditionnels, qu'elle inventait une forme inédite de démocratie participative grâce entre autres aux outils numériques, et que «l'horizontalité» du mouvement serait aussi importante que sa verticalité. Cela constituait une partie de son identité. Ne pas réussir à

62 Le taux de satisfaction sur ces différents items peut sans doute être affecté par la qualité et l'investissement des cadres locaux du mouvement.

concrétiser cet idéal pourrait avoir de sérieuses conséquences, surtout auprès d'adhérents disposant d'un haut niveau de qualification et exigeant en termes d'attentes démocratiques.

Verbatim

« Quand on a fait la Marche pour l'Europe, il pleuvait. Il n'y avait même pas un petit pupitre. Ça faisait quand même un peu bricolo, quoi. C'est des choses qu'on pouvait imaginer au moment du mouvement, enfin l'année dernière (lors de la présidentielle), en attendant que ça se structure doucement. Là, quand même, on se dit que ça manque de structure. À un moment, il va falloir se poser la question des moyens. Parce qu'il faudra (...) se battre contre des organisations qui seront structurées sur le plan local, et qui auront un certain nombre de moyens pour avoir une certaine visibilité. »

Homme, 59 ans, cadre en management

« Il a fallu que j'écrive 6, 7, 8 fois sur le problème des retraités et de la CSG pour avoir une petite réponse. Donc, c'est pas très réactif. Si j'avais été secrétaire d'une section du PS et que j'avais reçu une lettre d'un militant qui me dit 'je ne suis pas content là-dessus', moi, la première chose que je fais, je lui dis 'viens me voir et on en discute'. Alors que là, (...) il faut que j'attende trois mois pour avoir une réponse lapidaire. Moi, je n'attends pas ça. J'attends qu'on me dise 'viens, on en discute'. »

Homme, 70 ans, retraité (ancien universitaire)

« On a beaucoup d'informations au niveau du site, mais ça manque un peu d'humain. On aurait besoin de temps en temps d'un peu d'humain, du contact, voilà. »

Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation

FONCTIONS DU PARTI

Notre enquête permet également de se faire une idée des fonctions que les adhérents de LaREM attribuent à leur parti, en tout cas de celles qu'ils jugent important de lui voir jouer. Pour cela, elle propose aux enquêtés de situer un certain nombre de missions sur une échelle d'importance de 0 à 10 (0 signifiant « Pas important du tout » et 10 « Très important »).

Il ressort de ces réponses que **LaREM est d'abord identifiée comme le parti de la majorité présidentielle, voire du président** : 76% des adhérents jugent important (notation de 6 à 10) de « toujours soutenir l'action de la majorité présidentielle », et 60% jugent inutile (notation de 0 à 4) de « s'émanciper d'Emmanuel Macron ». L'idée d'exprimer des critiques à l'égard de l'action de la majorité présidentielle n'est toutefois pas absente des esprits puisque 64,5% pensent important (notation de 6 à 10) de le faire, mais uniquement « si nécessaire ».

Pour le reste, **les marcheurs attendent de leur organisation qu'elle soit capable de « faire remonter au gouvernement les attentes des Français »** (important pour 94% des adhérents), de « produire des idées pour influencer les politiques publiques » (important pour près de 93% des adhérents), de « se mobiliser sur des causes nationales » (important pour plus de 90% des adhérents), et « d'agir localement au quotidien » (important pour 87,5% des adhérents). 77% des adhérents assignent également à LaREM une mission de renouvellement du casting politique (notation de 6 à 10 sur l'item « recruter de nouveaux candidats »).

Ce qui frappe ici, c'est que **de fortes majorités d'adhérents à une formation née en opposition aux partis traditionnels, reproduisent à l'identique les fonctions habituellement assignées à ces mêmes partis, même si elles sont à l'évidence très inégalement remplies par eux** : jouer le rôle d'intermédiaire entre la société et

le politique, mobiliser les électeurs et les citoyens, sélectionner des candidats (en cherchant cependant à en renouveler les profils dans le cas de LaREM) ou encore contribuer à la décision de l'exécutif. De même, ils ont parfaitement assimilé le rôle classique assumé par un parti dont le chef est au pouvoir dans la Ve République : être le parti de la majorité présidentielle avec tout ce que cela implique. À cet égard, LaREM s'inscrit dans la logique partisane induite par nos institutions. Tel est le paradoxe qui se dégage de ces données : LaREM qui ne veut pas être un parti comme un autre s'attribue *de facto* toutes les fonctions habituelles d'un parti politique et se coule dans le moule du parti présidentiel tel qu'il s'est progressivement forgé au cours de l'histoire avec les institutions de la Ve République. Toutefois, à la différence des autres partis qui ont rempli cette fonction de parti présidentiel, les adhérents de LaREM accordent une place importante, voire prééminente, aux idées, se montrent désireux que leurs réflexions inspirent l'exécutif et s'engagent au niveau local. Sans doute est-ce dû à la jeunesse du mouvement et à ses caractéristiques sociologiques et culturelles.

Verbatim

« Le travail d'un mouvement politique, c'est d'être présent dans la société, de la sentir, de la faire sentir à ceux qui nous gouvernent lorsqu'on fait parti du parti de gouvernement. J'aimerais être assuré que ça se passe comme ça. Il y a deux aspects capitaux pour un mouvement politique. Un, c'est de porter des enjeux et de mener des actions sur ces thèmes-là. Donc, sur l'Europe, il faut le faire. Là-dessus, il y a des choses qui se font (la Marche pour l'Europe). Mais autre chose, c'est sentir la société dans laquelle on vit. Et ça, je ne suis pas sûr. Pendant la campagne, ils ont su le faire mieux. Je pense que cette fonction-là n'est plus assumée pour l'instant. »

Homme, 70 ans, retraité (ancien Universitaire)

« Il faut que le parti soit représenté dans les instances à tous les niveaux. C'est la pièce manquante, pour donner un vrai poids à LaREM. Il faut effectivement qu'on soit représenté à chaque niveau institutionnel, sinon on a l'impression de brasser du vent (au niveau local). »

Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation

« Si le mouvement venait à se rapprocher avec des personnalités locales qui s'éloigneraient de l'idée de fraîcheur et de renouveau, cela pourrait faire changer ma position (sur l'adhésion à LaREM). Il ne s'agit pas non plus de brasser large et de reprendre des gens qui ont fait leur temps et qui ne sont pas compatibles avec les idées neuves de ce mouvement. »

Homme, 51 ans, responsable des ressources humaines

« Il n'y a pas vraiment de différences [entre parti et mouvement]. Mouvement, c'est peut-être un peu plus dynamique, un peu plus moderne, un peu moins formel d'un point de vue statutaire. Mais bon, il ne faut pas se leurrer : dans un mouvement, il faut un chef, il faut une hiérarchie, il faut un cadre, il faut une ligne de conduite. On l'appelle comme on veut, mais bon, il faut une structure. »

Femme, 52 ans, femme au foyer (ex-journaliste)

S'il y a sur ces différents points un large consensus, en revanche un **seul type de propositions semble diviser les marcheurs : celles qui concernent la stratégie électorale et en particulier l'opportunité de faire des alliances** avec d'autres formations politiques. 43% des adhérents jugent « pas important » (notation de 0 à 4) et 38% « important » (notation de 6 à 10) de « concourir aux élections en faisant des alliances avec d'autres formations politiques ». Une autre question sur le même sujet aboutit à une dispersion un peu moins prononcée mais encore significative : près de 30% des adhérents jugent « pas important » et 47% « important » de « concourir aux élections sans faire d'alliances ». Au total, **l'emporte**

à chaque fois, mais d'une courte tête, l'idée d'un parti qui ne doit pas faire de compromis avec les autres, d'une force politique autonome du reste de la vie politique. Ce qui est logique du fait que LaREM se veut une formation en opposition à tous les autres partis et que sa situation de formation présidentielle largement majoritaire à la suite des élections législatives de juin 2017 lui permet d'envisager de se dispenser de rechercher des alliés, du moins pour le moment.

LE PARTI DU CHEF

Comme on l'a déjà observé à plusieurs reprises, la figure du Président de la République, voire de la personne d'Emmanuel Macron, joue un rôle majeur et déterminant dans le monde des adhérents de LaREM. Beaucoup ont adhéré, on l'a dit, parce qu'ils jugeaient qu'« Emmanuel Macron était le seul capable de réformer la France ». Près des deux tiers croient inutile que LaREM s'émancipe de son fondateur. Les trois quarts pensent que LaREM doit « toujours soutenir la majorité présidentielle »...

Le chef de l'Etat fait la quasi-unanimité sur ses qualités oratoires (95% les notent de 6 à 10 sur une échelle de 0 à 10, et même près de 70% entre 9 et 10), sur sa capacité à incarner le rôle du leader (96% entre 6 et 10, et plus de 70% entre 9 et 10) et sur sa capacité à prendre des risques pour ses idées (près de 92% entre 6 et 10, et plus de 75% entre 8 et 10). On lui prête également volontiers la capacité de faire émerger de nouveaux talents à ses côtés (74% entre 6 et 10), la connaissance des difficultés auxquelles la France doit faire face (83% entre 6 et 10) et des idées nouvelles pour le futur du pays (74%).

Verbatim

« Et puis, ouais, le charisme du mec... Ce mec, il transpire l'intelligence. Pour moi, même si je n'ai pas trop de connaissances économiques et techniques, je sentais que ce mec avait capté la France à l'instant T. Du coup, j'avais totalement confiance en ce qu'il disait. »

Femme, 31 ans, professeur

« Bon c'est sûr que j'ai un peu d'admiration pour ce mec. Je trouve qu'en fait, il a toujours un coup d'avance. (...) Ce que les commentateurs expriment aujourd'hui, c'est toujours avec un temps de retard, parce que, lui, il a toujours un coup d'avance. C'est ça que je trouve extraordinaire. »

Homme, 59 ans, cadre en management

« Il y a aussi effectivement l'homme qui a beaucoup joué, Emmanuel Macron qui venait offrir quelque chose d'autre, une autre façon de voir les choses, le fait qu'il se soit complètement désengagé, ayant pris 100% de risques dans tout ça. En tout cas, c'est comme ça que ça a été présenté en démissionnant de son métier de ministre et de la fonction publique, en disant 'ben j'y vais', en offrant quelque chose de nouveau. »

Homme, 39 ans, conseiller bancaire

« Macron, c'est un phénomène, c'est un littéraire, c'est un philosophe. On lui a inculqué aussi la méritocratie, c'est-à-dire que ça ne lui est pas venu tout de suite dans la bouche, il a dû se battre. »

Femme, 76 ans, retraitée (ancienne avocate)

« Monsieur Macron est mon héros. (...) La main invisible [de Dieu] met des pions pour qu'un héros ou une héroïne puisse agir pour la France. Il essaime des difficultés surmontables pour le héros. Il connaît d'avance le destin. Et donc j'ai vu en Monsieur Macron le héros. (...) Moi qui ai fait des études de littérature, héros en son sens littéraire, c'est quelqu'un

qui surmonte l'adversité extrême, qui sauve non seulement son propre sort, mais qui fait sortir du sort quelque peu tragique une collectivité, un groupe d'hommes et de femmes. Donc, pour moi, un héros, c'est quelqu'un qui est doué d'une mission, qui en est conscient, et qui est capable de la mener. Et à mes yeux, Monsieur Macron est le héros du peuple français.»

Femme, 52 ans, chômeuse

«Je trouve qu'il analyse et explique les choses assez clairement (...) C'est quelqu'un qui analyse bien notre époque et que je crois sincère dans son idée qu'il veut mettre la France dans le monde réel, dans le monde tel qu'il est, et pas dans le monde des utopies mélenchonniennes ou nationalistes de Le Pen, ou pseudo-chrétiennes de la droite.»

Homme, 45 ans, consultant en informatique

«Je pense qu'il a l'étoffe. Enfin, j'espère que compte tenu de son âge il se dit 'moi, j'en ai rien à foutre de ma carrière [politique] dans 30 ans' et que s'il se brûle les ailes maintenant, il aura fait ce qu'il pensait. Et si malgré tout ça, cela ne fonctionne pas alors ce n'est pas lui qui n'aura pas réussi, mais ce sera à cause de la conjoncture générale, un mauvais timing, une conjoncture internationale pas favorable. Mais j'espère que lui, il y mettra toutes ses tripes et qu'il ira au bout de sa démarche. Je pense que son âge, son cursus, peuvent lui permettre de faire ça, car il a une autre vie après ça.»

Femme, 52 ans, femme au foyer (ex-journaliste)

Les seules critiques qui émergent de ce panégyrique concernent sa sensibilité aux demandes des Français et sa capacité à accepter la contradiction. Si 44% jugent qu'il est assez sensible aux demandes des Français, 37% sont d'une opinion contraire. Et si 38,9% pensent qu'il accepte la contradiction, 43% sont d'une opinion contraire. Mais ces faiblesses semblent être, d'un certain point de vue, les contreparties d'une très forte affirmation de son leadership.

Verbatim

« Avec le recul, quand j'interroge, quand je discute avec des gens qui sont En Marche ! ou pas En Marche !, c'est peut-être ce côté d'Emmanuel Macron qui peut paraître comme quelqu'un qui n'entend pas et qui a tendance à décider tout seul. »

Femme, 41 ans, responsable d'un centre de formation

Au total, **le fondateur du mouvement reste l'un de ses principaux ciments, et la très grande cohésion autour de sa personne l'une des caractéristiques de LaREM par rapport à des partis politiques traditionnels minés par de continues batailles pour le leadership.** LaREM rappelle de ce point de vue le type de parti que l'on a vu émerger dans divers pays ces dernières années, celui du parti personnel, à savoir un parti créé par un leader et dépendant étroitement de lui. C'est sa force et sa faiblesse. Sa force parce que LaREM bénéficie de l'aura et du prestige de son leader, de sa capacité notamment pour l'élection présidentielle à mobiliser les électeurs. Sa faiblesse parce que la surexposition du leader fait que la moindre erreur ou le moindre échec se répercute non seulement sur lui mais sur sa formation. Par ailleurs, LaREM est confrontée à un formidable défi. Elle affiche une volonté d'horizontalité alors qu'elle est devenue le parti de la majorité centré autour de son fondateur devenu chef de l'État. Elle est sans doute entrée dans une phase incertaine de transition qui est celle de son institutionnalisation.

Conclusion

Au terme de cette enquête, que retenir et que conclure? Un enseignement s'impose. Dans la recomposition actuelle que connaît le système des partis français depuis la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, **LaREM affiche une singularité que l'on peut résumer à un paradoxe : elle semble à la fois très unie sur ce qui divise les partis traditionnels** (Les Républicains et le Parti socialiste en tête), **et plus divisée sur ce qui globalement rassemble encore ces mêmes partis.**

LaREM affiche en effet trois grands éléments d'unité. Elle constitue d'abord une communauté sociologique. Elle rassemble majoritairement des hommes, issus des classes moyennes supérieures et urbaines, travaillant surtout dans le secteur privé, dotés d'un important capital scolaire et culturel, plutôt relativement jeunes par rapport aux membres d'autres partis (selon ce qui ressort de comparaisons néanmoins fragiles) et même par rapport au pays. Cette population est bien insérée dans la société, bénéficie d'une relative stabilité professionnelle et jouit d'un sentiment de sécurité. **L'une de ses plus fortes caractéristiques tient au haut niveau d'instruction et de qualification de ceux qui la composent.** Quelles que soient leurs origines familiales et leurs trajectoires, ils sont passés non seulement par l'école mais encore par l'enseignement supérieur, voire par les Grandes écoles, et y ont décroché, pour une grande partie d'entre eux, des diplômes de haut niveau. L'éducation constitue d'ailleurs l'une de leurs préoccupations fondamentales pour la France, associée à une nette valorisation de l'effort et du travail. De ce point de

vue, **les marcheurs sont dans leur grande majorité des insiders, non au sens d'individus protégés par des statuts, des héritages ou des situations de rente, mais au sens d'individus favorablement positionnés dans la hiérarchie sociale et largement dotés de ressources culturelles.** Cette forte homogénéité d'éducation les singularise. Par conséquent, la communauté sociologique de LaREM constitue aussi une communauté culturelle fondée sur des itinéraires assez semblables, disposant d'un cadre de vie relativement homogène et stable, et partageant une grammaire commune. D'un côté, c'est une limite évidente du parti, de l'autre, c'est une force puisqu'elle cimente celui-ci.

LaREM forme également une communauté politique soudée autour de quelques grandes convictions. Deux d'entre elles émergent avec netteté de notre enquête. Le leader en premier lieu : Emmanuel Macron est érigé en figure charismatique par les marcheurs. Ces derniers ne tombent pas pour autant dans un unanimité béat ou un aveuglement complet mais ils adhèrent massivement à ses idées et à son programme et lui prêtent volontiers des compétences exceptionnelles. **L'Union européenne ensuite** : les adhérents de LaREM placent l'Europe au cœur de leur identité et de leur vision de l'avenir, ils en font l'un de leurs deux ou trois enjeux prioritaires et ils lui prêtent de nombreuses vertus. **Cet enthousiasme pour un leader incontesté et ce profond pro-européisme distinguent fortement LaREM des partis traditionnels, à commencer par Les Républicains et le Parti socialiste, lesquels se déchirent régulièrement sur ces deux sujets.**

Mais l'unité politique des marcheurs se fonde aussi sur plusieurs autres éléments, et notamment sur leur perception commune du positionnement de LaREM et de celui des autres formations. **Non seulement ils revendiquent pour leur mouvement une position centrale dans l'espace politique national, mais ils**

repoussent leurs concurrents dans une forme de radicalité : à leurs yeux, Les Républicains campent non loin de l'extrême droite, aux côtés du Rassemblement national, et le PS s'ancre assez nettement à gauche. Cette représentation très polarisée de l'échiquier politique fait écho au projet originel de la LaREM, à savoir casser la bipolarité qui a caractérisé longtemps la vie politique de la Ve République, voire la tendance à un bipartisme qui s'esquissait dans les années 1990, et qui depuis deux décennies était régulièrement remis en cause par l'émergence d'autres acteurs (le Front National, les Verts dans une moindre mesure, le Parti de gauche, et désormais la France insoumise).

Par ailleurs, **les membres de LaREM apparaissent en moyenne plutôt libéraux sur les questions économiques, tolérants sur le plan culturel et adeptes de la société ouverte**, ce qui est lié bien entendu à leur adhésion profonde à l'Union européenne. Ils sont également très attachés aux enjeux liés à l'éducation et à la formation, et en moyenne plutôt confiants dans les institutions, la démocratie et la politique. Enfin, ils estiment que LaREM est vraiment un mouvement d'un nouveau type, radicalement différent de tous les autres.

Enfin, LaREM forme une communauté d'action qui abrite un ensemble de pratiques assez diversifiées. Les adhérents ne sont pas des militants au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire au sens d'un engagement presque total passant par le don de soi à une idéologie et une organisation. Ce type de militant est en voie de disparition depuis des décennies et LaREM n'échappe pas à la règle de ce point de vue. Seule une minorité d'adhérents semblent se dévouer à l'activisme politique dans toutes ses dimensions et peu d'entre eux ont une réelle expérience dans ce domaine : à peine un quart avaient déjà adhéré à un parti avant de rejoindre le mouvement fondé par Emmanuel Macron (où ces "vétérans" semblent jouer un

rôle significatif cependant). **Les autres, c'est-à-dire la majorité, sont des passionnés de politique mais qui font souvent leur première expérience d'engagement avec LaREM.** Ils développent une activité à la carte, individualisée, ce qui n'est en rien inédit puisque cette tendance a été enregistrée depuis longtemps dans les partis traditionnels. Néanmoins, **l'originalité de LaREM provient de ce qu'elle offre une vaste gamme de possibilités d'agir,** des formes les plus classiques de l'action politique (distribution de tracts, porte à porte, etc.) aux ressources numériques très prisées des plus jeunes marcheurs. En quelque sorte, les adhérents de LaREM font leur marché et choisissent ce qui leur convient le mieux. L'investissement, l'engagement dans LaREM, structure souple, est varié et multiple. Elle forme ainsi un creuset qui permet à chacun de trouver sa place.

Avant cette enquête, nombre de journalistes, d'observateurs et de chercheurs ont souligné à juste raison la grande diversité des profils d'adhésion à LaREM : des gens venus du centre gauche, du centre droit, du centre, des novices en politique, ainsi que des personnes « dégoûtées » de la politique... **Sans nier cette réalité, il apparaît que LaREM dispose de réels et solides substrats qui favorisent son unité et sont à la fois bien assimilés, assumés et revendiqués par ses adhérents.**

Néanmoins, de réels facteurs de divisions émergent également de notre enquête. Par-delà leur rassemblement derrière leur leader et leur ferveur pro-européenne, leur inclination pour une société ouverte, leur libéralisme économique ou encore leur tolérance culturelle s'inscrivent dans des moyennes qui cachent souvent des différences de sensibilité significatives. En réalité, **LaREM abrite une mosaïque de tempéraments politiques aux inclinations contrastées.**

D'abord parce qu'y coexistent, ainsi qu'on l'a montré dans le quatrième chapitre, **cinq sensibilités ou tempéraments distincts traduisant, au sein de la famille des marcheurs, des écarts plus ou moins sensibles à la moyenne en matière culturelle ou économique** : les progressistes-libéraux (31%), les progressistes-égalitaires (23%), les conservateurs-libéraux (23%), les modérés-conservateurs (19%), et enfin la petite catégorie des euro-dubitatifs (4%). Certaines de ces sensibilités sont très éloignées des autres, sur les questions économiques et sociétales en particulier ; d'autres bien plus proches, au point que leurs confins sont difficiles à situer avec netteté. Tout ici est encore fluide, en mouvement, pas encore réellement structuré, ni solidifié.

Ensuite, parce qu'une autre ligne de faille se dessine autour d'une question cruciale pour LaREM. Emmanuel Macron s'était d'abord proclamé « ni de gauche ni de droite », puis « et de gauche et de droite ». L'ambition était bien là et elle est constitutive de LaREM, lui servant même d'étendard identitaire : mettre fin à ce que l'historien René Rémond avait appelé la *summa divisio* de la vie politique française, le clivage entre la droite et la gauche. Or qu'en pensent les adhérents de LaREM ? **Près de 59% d'entre eux acceptent de se référer à ces deux catégories ainsi qu'à celle du centre et, lorsqu'ils sont sollicités, s'auto-positionnent sans difficulté sur l'échelle gauche-droite.** Restent 41% des adhérents de LaREM qui déclarent se sentir « à la fois de droite et de gauche », « ni à gauche ni à droite » ou qui « ne se retrouvent pas dans ces catégories ». Or ce second ensemble, très attendu au début de notre enquête, se décompose lui-même en deux sous-ensembles très nets et distincts. D'abord les « ni de gauche ni de droite » et ceux qui « ne se reconnaissent pas dans ces catégories » (17% environ, soit plus d'un marcheur sur six), sont des adhérents qui rejettent le système, estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien et que les politiques n'écoutent pas

les gens. Ils ont un haut niveau de défiance politique, déclarent plus souvent que les autres ne voter qu'une fois sur deux aux élections ou voter blanc. Sociologiquement, ils sont, plus souvent que les autres, moins diplômés et issus des CSP- (ouvriers, employés...). Manifestement, ces adhérents-là expriment une protestation et ont choisi l'Emmanuel Macron qui se présentait comme le candidat anti-système, l'homme de la rupture avec «l'ancien monde», les «vieux» partis et la classe politique sclérosée. **Ils se singularisent fortement au sein de la communauté des marcheurs. Notamment par rapport aux 25% «et de gauche, et de droite» (soit un marcheur sur quatre).** Ceux-là se déclarent davantage satisfaits de la démocratie, des institutions et des responsables qui les représentent, et ont le sentiment de pouvoir se faire entendre. S'ils n'acceptent pas de se situer d'un côté ou de l'autre du clivage gauche-droite, ils assument de puiser dans les répertoires traditionnels de la gauche et de la droite pour se définir et ne sont pas en guerre avec le «système». D'un point de vue sociologique, ce sont surtout des jeunes et des diplômés ayant une faible expérience politique. Au total, «et de droite et de gauche» n'est pas du tout un euphémisme de «ni de droite ni de gauche» : ces étiquettes marquent au contraire des rapports à la politique très différents et, pour une part, antagonistes.

On peut légitimement en conclure qu'il existe trois grands groupes qui se positionnent différemment par rapport à cette question essentielle pour LaREM du rapport au clivage fondateur et historique qui oppose la droite et la gauche. Trois groupes qui entretiennent des rapports spécifiques au politique et à la politique.

Cette diversité de tempéraments idéologiques, de rapport à la politique et de perceptions du clivage gauche-droite singularise LaREM par rapport aux Républicains et au Parti socialiste qui semblent, eux, bien plus compacts en interne sur ces mêmes

sujets. L'enjeu des temps qui viennent pour la direction du mouvement sera sans doute de rendre LaREM plus homogène en naviguant entre deux périls symétriques : ne pas provoquer de déchirements et de ruptures au sein des marcheurs, et ne pas perdre l'attractivité que lui confère cette diversité qui fait aussi la force d'un « parti central ».

Outre ces divisions, LaREM est traversée par une série de questionnements relatifs à LaREM elle-même. Les adhérents, on l'a vu, sont divisés sur la définition de leur organisation : est-elle un mouvement ou un parti ? 34% se prononcent pour le premier choix, 46% pour le second. Cette question est délicate, car elle renvoie à des catégories souvent floues dans l'esprit des enquêtés, mais elle emporte un jugement sur l'identité de LaREM et sur sa « différence » revendiquée. Interrogés sur les fonctions remplies par LaREM, leurs réponses démontrent clairement que ce sont celles, très classiques au demeurant, d'un parti de gouvernement qui leur paraissent importantes : être un instrument de médiation entre la société et les instances décisionnaires, contribuer aux prises de décision de l'exécutif, mobiliser les électeurs, sélectionner des candidats, faire émerger une classe politique. En outre, le mouvement fondé par Emmanuel Macron s'est coulé sans problème, immédiatement même, dans les institutions de la Ve République. LaREM se veut un parti présidentiel, au service de la majorité parlementaire et surtout du président. Ce qui n'empêche ni les marcheurs de plébisciter d'autres formes d'action, notamment l'action locale et "au quotidien", ni LaREM d'innover en matière de consultation de ses adhérents ou d'animation de "projets citoyens".

Les marcheurs apparaissent également divisés sur la question des alliances. Certes, une majorité relative d'entre eux exclut cette hypothèse : ces marcheurs-là entendent assumer jusqu'au bout la logique de la différence et donc de l'exceptionnalité

qui rend inenvisageable de sceller des accords avec d'autres partis. Toutefois, une minorité, au vu sans doute des rapports de force, accepte le principe de chercher des alliés (reste à savoir lesquels...).

Enfin, si la plupart des adhérents se déclarent satisfaits de leur engagement, une certaine réticence s'exprime sur la capacité de leur formation à prendre en compte leur opinion, à valoriser leur engagement et sur le fonctionnement démocratique de LaREM. Et pour cause. **Ce parti, on l'a dit, s'apparente à un *parti personnel*, soit un parti créé par un leader et dépendant de lui, comme on en a vu surgir ailleurs, en Italie par exemple avec Silvio Berlusconi et *Forza Italia*, ou dans une certaine mesure, Beppe Grillo et le *Mouvement 5 étoiles*. Même si elle diffère radicalement de ces formations transalpines sur son orientation politique, LaREM reste le parti d'Emmanuel Macron, y compris aux yeux de la majorité des adhérents eux-mêmes.** Cette dimension de parti personnel, les adhérents l'acceptent. D'une certaine façon, ils l'ont souvent rejoint pour cette raison même. Mais en même temps, il provoque déjà certaines frustrations. Ainsi, ils manifestent un fort intérêt pour les débats d'idées, ce qui correspond à leur profil sociologique et à leur niveau d'instruction, mais les décisions viennent d'en haut. LaREM combine ainsi – et c'est pour ainsi dire sa signature – une puissante verticalité liée aux conditions même de sa naissance et au leadership incontesté d'Emmanuel Macron, et une horizontalité quasi liquide dans les formes d'accès au mouvement, dans l'organisation d'un activisme à la carte et dans l'ouverture au débat d'idées. Cette combinaison de verticalité et d'horizontalité, de rigidité et de liquidité répond en même temps aux paradoxes de l'époque : d'un côté, la quête du leader, voire de l'homme providentiel, la personnalisation de la vie politique soutenue par l'érosion des grandes offres

idéologiques et spécialement encouragée en France par la présidentialisation croissante des institutions de la Ve République; de l'autre, l'apologie du «bottom up», le refus des organisations solides, intégratrices et contraignantes d'ailleurs, la contestation des médiations hiérarchiques, l'appel à l'initiative de chacun... On retrouve ici comme l'écho des sociétés liquides de Zygmunt Bauman. Mais ce cocktail qui a fait le succès de LaREM risque à présent de la confronter à d'importantes tensions.

En d'autres termes, l'un des grands défis de LaREM consiste bien à réaliser son institutionnalisation. On peut à cet égard s'inspirer en partie de la théorie du politiste italien Angelo Panebianco⁶³. Selon lui, la trajectoire d'un parti dépend des conditions de sa gestation, ce qu'il appelle le modèle génétique : son mode de constitution, l'environnement partisan, sa position dans le système des partis, la présence ou pas d'un leader charismatique ou encore les valeurs que celui-ci mobilise, etc. Si cette formation veut aller au-delà de ce moment pour se pérenniser, notamment au-delà du destin de celui qui l'a fait naître, il faudra certainement que sa direction procède à tout un travail complexe d'institutionnalisation. Ce qui supposera non seulement de perpétuer les traits apparus à sa naissance mais encore d'assurer sa cohésion interne, de conforter l'autonomie du parti par rapport à son environnement politique, ou encore de légitimer ses responsables afin que ce mouvement existe comme organisation en elle-même au-delà même de la volonté subjective de ses initiateurs. Telle est sans doute l'une des tâches fondamentales qui incombe à la direction de LaREM.

Au final, on peut s'interroger sur le devenir des deux grands

63 Angelo Panebianco, *Modelli di partito. Organizzazione e potere nei partiti politici*, Bologne, Il Mulino, 1982, en anglais, *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

référénts de LaREM : Emmanuel Macron et l'Union européenne.

Le président de la République, on l'a dit, est déterminant pour LaREM. C'est pour lui qu'on adhère, c'est lui qu'on défend, c'est lui qu'on admire. Mais jusqu'à quand? Quid de la fameuse routinisation du charisme, ou plus prosaïquement de l'usure du pouvoir, ou encore de la normalisation du chef de l'Etat absorbé par son rôle et sa fonction qui peut éroder son identité originelle d'homme de la rupture, artisan de la naissance d'un « nouveau monde »? Un affaiblissement du chef rejaillirait mécaniquement sur « son » parti. D'où sans doute, on le répète, la nécessité d'institutionnaliser le parti et de consolider son assise sociétale, voire de l'élargir. Quant à l'Union européenne, le premier grand rendez-vous est fixé au 26 mai 2019. Les élections du Parlement européen seront une réelle épreuve de vérité pour LaREM. Un bon résultat suivi d'avancées dans le projet que porte Emmanuel Macron pour approfondir l'intégration européenne lui donnerait un nouveau souffle et renforcerait la cohésion du parti. Un mauvais résultat et l'enlisement, voire l'échec de son projet européen provoqueraient de la désillusion chez les euro-enthousiastes tandis que les euro-dubitatifs, certes beaucoup moins nombreux, pourraient se sentir confirmés dans leurs craintes.

LaREM est un parti important et vivant, porté encore par la dynamique de 2017, mais qui présente certaines fragilités. Le grand défi qu'elle doit relever n'est pas déterminé uniquement par les échéances électorales, mais bien par sa capacité ou non à consolider son organisation encore en gestation et qui se veut originale et novatrice.

Annexe I

Analyses statistiques multivariées des attitudes politiques des adhérents de LaREM

Comme nous avons commencé à l'expliquer dans le chapitre 4, deux types d'analyses statistiques multivariées ont été réalisées pour construire la typologie des adhérents de LaREM : une analyse en composantes principales (ACP), suivie d'une analyse de classification ascendante hiérarchique (CAH). Cet enchaînement de méthodes est classiquement réalisé dans le cadre d'analyses statistiques multivariées : l'ACP vise à réduire la dimensionnalité des variables observées (on cherche à identifier des «variables latentes», les «composantes principales», qui sous-tendent les réponses données sur chacun des items et qui structurent des sous-espaces géométriques que l'on appelle des «plans factoriels»), tandis que la CAH vise à décrire de manière synthétique les individus en nombre restreint de «classes» ou de catégories. Ces deux techniques appartiennent à ce que l'on appelle des techniques multivariées de «réduction des données» : réduction des variables observées en un nombre plus petit de variables latentes (composantes principales), réduction des individus observés en un nombre plus petit de classes. Nous donnons dans cette annexe quelques-unes des principales caractéristiques techniques de nos analyses, présentées de manière simplifiée.

ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES

L'analyse en composantes principales a été effectuée sur 14 items d'attitudes politiques soumis aux adhérents de LaREM. La liste de ces 14 items et le numéro dans le fichier des données est la suivante :

Etes-vous d'accord ou en désaccord avec les propositions suivantes? (ordre aléatoire des items)

Tout à fait en désaccord

Plutôt en désaccord

Ni d'accord, ni en désaccord

Plutôt d'accord

Tout à fait d'accord

Ne se prononce pas

Q24 : En matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres

Q25 : La France doit aller plus loin dans la construction européenne

Q26 : Il y a trop d'immigrés en France

Q27 : Pour faire face aux difficultés économiques, l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté

Q28 : Il faut préserver les traditions

Q29 : Les couples homosexuels doivent être autorisés à adopter des enfants

Q30 : Les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres

Q31 : Il faut remplacer les centrales nucléaires par des énergies renouvelables

Q32 : Pour que les patrons n'aient pas peur d'embaucher, ils doivent avoir le droit de licencier plus facilement

Q33 : La France doit avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections

- Q34 : On ne se sent pas chez soi comme avant
Q35 : Il faut travailler dur pour réussir
Q36 : L'islam est une menace pour l'occident
Q37 : Les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment

Ces 14 items sont mesurés sur des échelles de réponses ordinales, codées de 1 à 5. Le modèle de l'ACP consiste en des combinaisons linéaires de ces items que l'on appelle des «composantes principales»; l'analyse en composantes principales prend comme point de départ la matrice des corrélations linéaires (r de Pearson) entre les 14 items. Nous avons bien entendu pris soin de vérifier que les distributions des 14 indicateurs, qui parfois s'éloignent de distributions statistiques normales (courbe de Gauss), ne compromettaient pas la possibilité de réaliser une ACP et ses résultats : nous avons par exemple réalisé l'ACP sur les logarithmes des scores, calculé la matrice de corrélations de Spearman (corrélations des rangs). Cela ne modifie pas fondamentalement les résultats de l'ACP.

L'analyse en composantes principales (tableau 12) fait apparaître que trois dimensions latentes ou «composantes principales» peuvent être retenues : elles rendent compte de 45,5% de l'inertie (ou variance totale) du nuage de points des individus. Ce sont notamment les deux premières dimensions (37% de l'inertie) qui ont retenu notre attention dans notre commentaire de l'ACP.

Le nuage des points-individus projeté dans le premier plan factoriel (celui des deux premières composantes principales) et le cercle des corrélations entre les 14 items dans ce premier plan factoriel montrent bien les principales directions et oppositions entre les attitudes politiques des adhérents de LaREM (graphique 24).

Graphique 24. Le nuage des individus et le cercle des corrélations entre les 14 items d'attitudes politiques des adhérents de LaREM, dans l'espace du premier plan factoriel de l'ACP

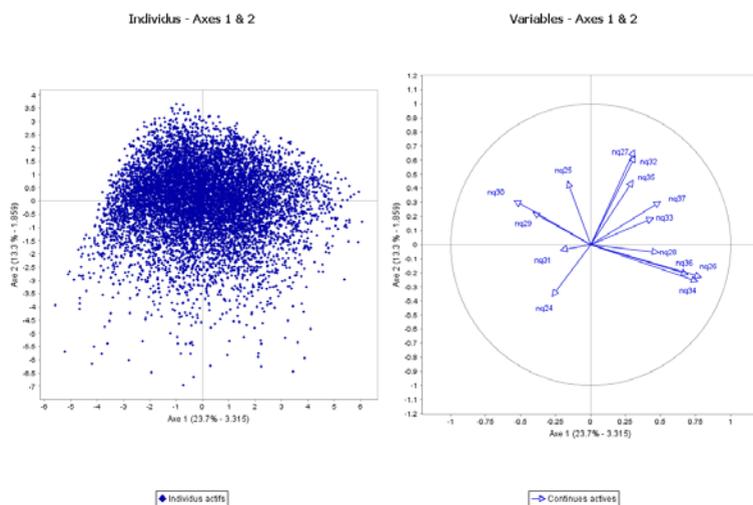
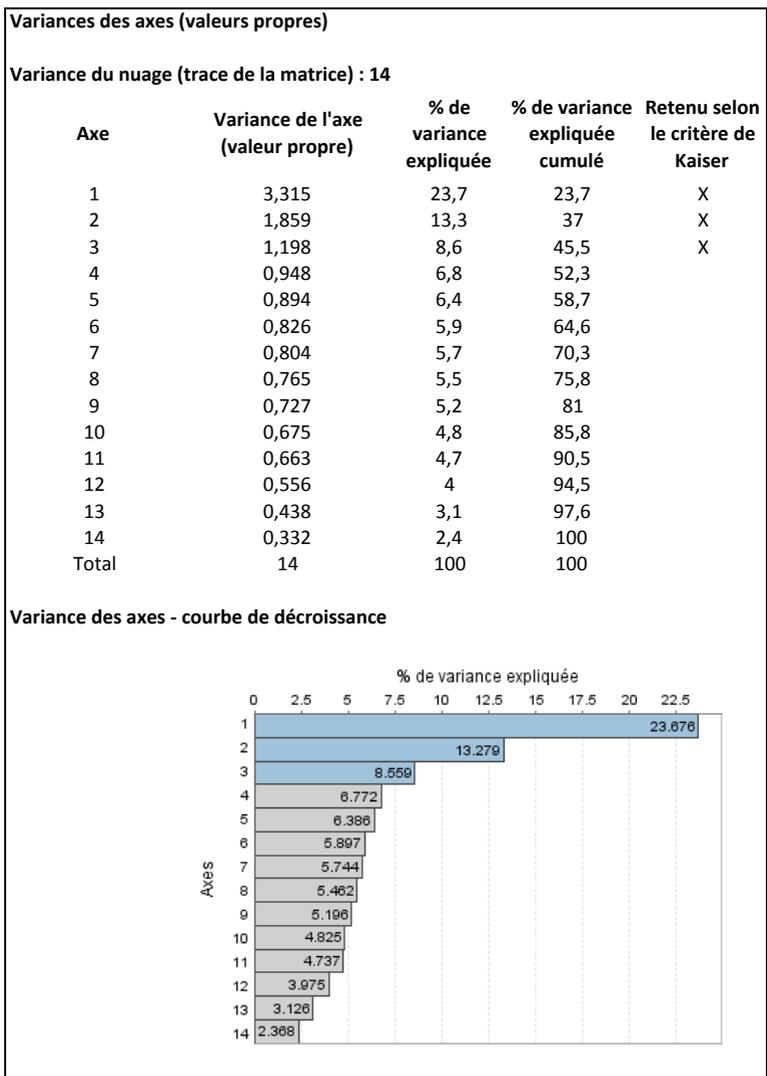


Tableau 12. Variance des axes et histogramme des valeurs propres de l'ACP de 14 items d'attitudes politiques des adhérents de LaREM



ENCHAÎNEMENT DE L'ACP ET DE LA CAH

Trois choix peuvent être faits pour réaliser l'enchaînement entre l'analyse en composantes principales (ACP) et la classification ascendante hiérarchique (CAH).

- Le choix le plus fréquent est de ne retenir, à l'issue de l'ACP, que les dimensions factorielles les plus importantes (celles qui répondent aux habituels critères statistiques comme le critère de Kaiser, par exemple). La classification ne porte alors que sur un sous-espace factoriel. L'avantage de cette méthode est de «nettoyer» l'espace géométrique de départ (celui de toutes les composantes principales) des éventuels «bruits» statistiques. La classification fait alors émerger des catégories très différenciées les unes des autres, en nombre souvent plus limité et qui traduisent les oppositions entre les principales dimensions factorielles.
- Un autre choix consiste, à l'issue de l'ACP, à ne pas s'arrêter aux seules dimensions les plus importantes mais à retenir en plus toute dimension interprétable. L'avantage de cette méthode est d'élargir la taille du sous-espace factoriel sur lequel la classification va porter; le nombre de classes peut en être affecté. Certains individus rangés dans une classe par la première méthode peuvent alors migrer vers une classe qui n'apparaissait pas en ne retenant que les principales dimensions de l'ACP.
- Enfin, on peut faire le choix de l'analyse la plus exploratoire possible : plutôt que de réaliser la classification sur un sous-espace factoriel, il s'agit de la réaliser sur l'ensemble des dimensions possibles et de tout prendre en compte. Ce choix peut

surprendre puisque la méthode vise à réduire les variables observées à un nombre plus petit de “composantes principales”. Mais ce choix peut s’avérer fort utile aussi, lorsque l’on étudie une population dont on ne connaît pas très bien les principaux caractéristiques.

Nous avons fait le choix de la troisième méthode. Trois raisons principales ont motivé ce choix :

- a) nos analyses portent sur des items qui ont déjà été mesurés à de nombreuses reprises dans le cadre d’enquêtes électorales, notamment les enquêtes du CEVIPOF ; nous explorons donc un ensemble d’attitudes politiques dont nous connaissons déjà assez bien les corrélations et sur lesquelles nous faisons l’hypothèse que le « bruit » statistique est davantage réduit que si nous avions développé des indicateurs tout à fait nouveaux et susceptibles de faire apparaître davantage de « bruit » statistique que des items déjà testés à de multiples reprises.
- b) la seconde raison est de nature presque opposée : si nous utilisons des items dont nous connaissons assez bien les corrélations, nous les mesurons sur une population que notre enquête observe pour la première fois. Nous défriçons donc un champ d’analyse totalement nouveau avec des instruments d’analyse déjà bien connus. Nous avons donc privilégié l’attitude la plus exploratoire et la plus respectueuse des données.
- c) une dernière raison, plus mathématique, nous a conduit vers ce choix : comme nous l’avons noté au moment où nous présentions l’ACP, certains items observés n’ont pas

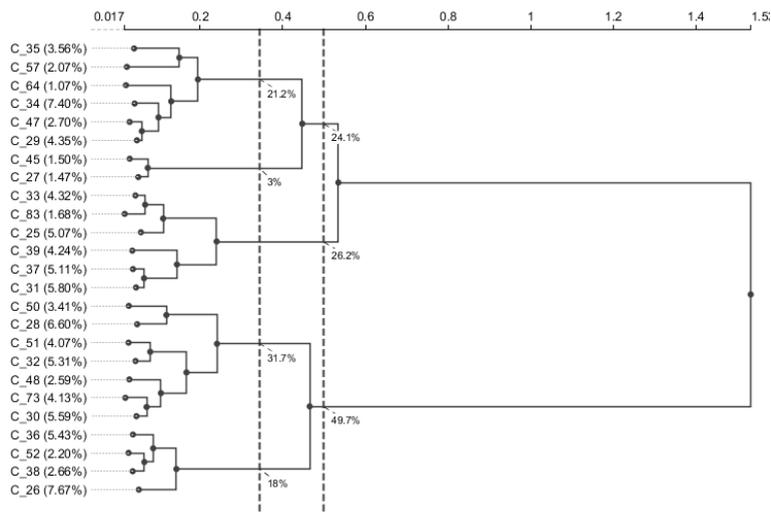
une distribution normale au sens statistique du terme (par exemple, l'opinion selon laquelle "La France doit aller plus loin dans la construction européenne" est clairement distribuée de manière asymétrique compte-tenu du fort taux de réponses positives à cet item parmi les adhérents de LaREM). La CAH porte non pas sur ces distributions observées mais sur les scores factoriels obtenus par les adhérents de LaREM sur les composantes principales ; les distributions de celles-ci sont beaucoup plus proches de distributions gaussiennes (ou distributions normales). En n'excluant aucune composante principale pour réaliser la CAH, nous nous sommes donc donné la possibilité de consolider les résultats obtenus par l'ACP et de mieux contrôler encore les éventuelles distorsions d'analyse liées à la distribution statistique des 14 items observés.

LA CLASSIFICATION ASCENDANTE HIÉRARCHIQUE (CAH)

La classification ascendante hiérarchique a été réalisée selon de la méthode Ward, l'une des méthodes les plus robustes et classiquement utilisées en CAH : avec la méthode de Ward, on agrège à chaque itération les classes dont l'agrégation fait perdre le moins « d'inertie interclasse » ; il s'agit donc d'une optimisation pas-à-pas. La méthode cherche rendre les classes les plus homogènes possibles (la variance à l'intérieur des classes, dite « intra-classes », doit être la plus faible possible) et à maximiser en revanche la variance entre les classes (la variance dite « inter-classes »).

Dans une classifications ascendante hiérarchique, on obtient un « arbre de classification » appelé un « dendrogramme ».

Graphique 25. Dendrogramme (arbre de classification) de la CAH des attitudes politiques des adhérents de LaREM



Il s'agit d'une représentation graphique de l'arbre de classification, montrant les regroupements des individus en classes. La classification ascendante hiérarchique va créer une série de partitions emboîtées : au départ, chaque individu est dans un groupe distinct. À chaque étape, deux groupes sont rassemblés en un seul. Il faut un critère d'agrégation qui permette de regrouper les individus puis les classes. La méthode de Ward repose sur une minimisation de la somme des carrés des distances, critère habituel des analyses fondées sur la variance. Le paramétrage de l'analyse est essentiel et peut avoir de vrais effets sur les résultats : ici, nous avons recherché un partitionnement compris entre 3 et 6 classes et nous n'avons demandé aucune itération de consolidation de la classification afin de rester fidèle à notre attitude totalement exploratoire.

On voit ici que deux partitions pouvaient être retenues : en trois ou en cinq classes.

C'est la partition en cinq classes que nous avons retenue, qui nous est apparue comme donnant un très bon rapport entre la maximisation de l'inertie entre les classes et la réduction de l'inertie à l'intérieur de chaque classe. Ci-dessous, le tableau des critères statistiques permettant d'évaluer la pertinence mathématique de ce choix :

Tableau 13. Les indicateurs de qualité des partitions de classifications des adhérents de LaREM entre 3 et 6 classes (ou catégories)

Critères	Indicateurs de qualité			
	3 classes	4 classes	5 classes	6 classes
Inertie intra-classes	11,933	11,468	11,021	10,78
Inertie inter-classes	2,067	2,532	2,979	3,22
Inertie expliquée (%)	14,764	18,087	21,281	23,001
Critère de Calinski-Harabasz (pseudo F)	777,994	661,081	607,002	536,504
Indice de Davies-Bouldin	3,43	3,223	2,963	2,985

Enfin, l'interprétation de chaque classe ou catégorie parmi les 5 profils que nous avons identifiés, a été conduite à en interprétant la statistique de Cohen qui représente un indice descriptif d'importance de l'effet de chacun des 14 items de départ sur chaque classe ou catégorie. Il est usuel de prendre l'écart calibré entre les moyennes, soit la moyenne dans la classe moins la moyenne générale de la variable puis de diviser cette différence par l'écart type général de la variable. Si cet écart est ≥ 0.4 , on conclut descriptivement à un écart important. Ce calcul donne les valeurs de la statistique «d» de Cohen mesurant la taille d'un effet. C'est par exemple ce calcul qui a permis d'interpréter la spécificité de la catégorie des «eurodubitifs» dont la spécificité est due à la variable q25 (dans cette classe les valeurs sont très inférieures à la moyenne générale).

On pourrait prolonger davantage cette annexe, en lui donnant un caractère encore plus méthodologique. Toutes les analyses ont été réalisées à l'aide du logiciel de traitements statistiques SPAD (version 9.2). Toute personne désireuse d'en savoir plus sur ces questions peut s'adresser aux auteurs de cette étude.

Annexe II

Questionnaire de l'enquête en ligne

1. Vous avez adhéré à «La République En Marche (LaREM)», quelle(s) position(s) occupez-vous ou avez-vous occupé au sein du mouvement? Vous pouvez cocher plusieurs réponses

- Élu de LaREM
- Référent départemental
- Membre de l'équipe du référent départemental
- animateur local
- Porteur d'un projet citoyen
- Membre d'un groupe de travail
- Bénévole / helper
- Adhérent, sans aucune participation à des activités du mouvement

2. Quel niveau d'importance donneriez-vous à chacune des raisons suivantes pour expliquer votre adhésion à « LaREM » ?

	Pas important du tout 0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très important 10	Ne se prononce pas
Je partage les idées défendues par LaREM	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Emmanuel Macron est la seule personnalité politique capable de réformer la France	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LaREM est une formation politique différente des autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les autres partis politiques et/ou candidats m'ont déçu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je me sentais à la fois de droite et de gauche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LaREM est une formation politique à l'écoute des français	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3. Avant votre adhésion à LaREM, étiez-vous membre d'une autre formation politique ?

- oui
- non

FILTRE, si oui à question 3 :

3.1. De quelle formation politique étiez-vous membre avant votre adhésion à LaREM ?

- Europe Écologie Les Verts
- Debout la France
- Front National
- Génération Citoyens

- La France Insoumise
- Les Républicains
- Mouvement Démocrate
- Parti Communiste Français
- Parti de Gauche
- Parti Radical
- Parti Radical de Gauche
- Parti Socialiste
- Union des Démocrates et Indépendants
- Autre, veuillez préciser : _____

FILTRE, si oui à question 3 :

3.2. Êtes-vous toujours membre de cette autre formation politique ?

- oui
- non

FILTRE, si oui à question 3 :

3.3. Par rapport à votre engagement au sein de cette formation politique, à LaREM vous vous engagez...

- | | |
|----------------------|----------------------|
| • Beaucoup plus | • Un peu moins |
| • Un peu plus | • Beaucoup moins |
| • De la même manière | • Ne se prononce pas |

4. Êtes-vous ou avez-vous été membre d'un syndicat ou d'une organisation professionnelle de salariés ou d'employeurs ?

- oui
- non

FILTRE, si oui à question 4 :

4.1 De quel syndicat ou organisation professionnelle s'agit-il?

- Alliance Police nationale
- Confédération des petites et moyennes entreprises – CPME
- Confédération française démocratique du travail – CFDT
- Confédération générale des cadres – CGC
- Confédération générale du travail – CGT
- Confédération des syndicats médicaux français – CSMF
- Fédération syndicale unitaire – FSU (SNES et SNUipp)
- Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles – FNSEA
- Mouvement des entreprises de France - MEDEF
- Force Ouvrière – FO
- Syndicat des avocats de France
- Union nationale des professions libérales – UNAPL
- Union nationale des syndicats autonomes – UNSA
- Union syndicale des magistrats – USM
- Union Syndicale Solidaires – SUD
- Autre, précisez : _____

FILTRE, si oui à question 4 :

4.2 Depuis combien d'années êtes-vous ou pendant combien d'années avez-vous été membre de votre syndicat ou organisation professionnelle de salariés ou d'employeurs?

- moins d'un an
- entre 1 et 2 ans
- entre 2 et 5 ans
- entre 5 et 10 ans
- plus de 10 ans

FILTRE, si oui à question 4 :

4.3 Avec quelle fréquence participez-vous aux activités organisées par votre syndicat ou organisation de salariés ou d'employeurs ?

- Jamais
- Rarement
- De temps en temps
- Souvent
- Très fréquemment
- Ne se prononce pas

5. Appartenez-vous à une ou plusieurs autres organisations ou associations (par exemple dans les secteurs du sport, de la culture, du logement, des parents d'élèves, de solidarité, d'environnements, de femmes, ...)?

- oui
- non

FILTRE, si oui à question 5 :

5.1. Depuis combien d'années êtes-vous membre de cette ou ces organisations ou associations ?

- moins d'un an
- entre 1 et 2 ans
- entre 2 et 5 ans
- entre 5 et 10 ans
- plus de 10 ans

FILTRE, si oui à question 5 :

5.2 Avec quelle fréquence participez-vous à des activités organisées par cette ou ces organisations ou associations ?

- Jamais
- Rarement
- De temps en temps
- Souvent
- Très fréquemment
- Ne se prononce pas

6. Lors de ces dernières semaines, est-ce qu'il vous est arrivé de...?

	Jamais	Rarement	De temps en temps	Souvent	Très fréquemment	Ne se prononce pas
Parler de politique avec votre famille, des amis ou des collègues	<input type="checkbox"/>					
Essayer de convaincre quelqu'un du bien fondé de vos opinions politiques	<input type="checkbox"/>					
Transférer à d'autres personnes des informations, des fichiers ou des liens liés à la politique	<input type="checkbox"/>					
Vous inscrire comme soutien, ami ou « follower » d'une personnalité politique sur leur site Internet ou sur les réseaux sociaux	<input type="checkbox"/>					
Participer à des débats et discussions politiques en ligne (forums, blog, réseaux sociaux etc.)	<input type="checkbox"/>					

7. Depuis que vous êtes adhérent(e) de LaREM, à quelle fréquence avez-vous participé aux activités suivantes ?

	Jamais	Rarement	De temps en temps	Souvent	Très fréquemment	Ne se prononce pas
Activités de campagne électorale sur le terrain (porte à porte, appel téléphonique, tractage etc.)	<input type="checkbox"/>					
Activité de terrain hors campagne électorale (kiosque, tractage, porte à porte, etc.)	<input type="checkbox"/>					
Activité de discussion et de débat au sein d'un comité local	<input type="checkbox"/>					

	Jamais	Rarement	De temps en temps	Souvent	Très fréquemment	Ne se prononce pas
Contribution aux idées de LaREM (discussions sur Telegram, consultations en ligne etc.)	<input type="checkbox"/>					
Formation en ligne (MOOCs, micro-learning, action talents etc.)	<input type="checkbox"/>					
Projets citoyens de LaREM	<input type="checkbox"/>					
Manifestations publiques organisées par LaREM (meetings, rassemblements etc.)	<input type="checkbox"/>					

8. Sur les échelles suivantes, quelle a été votre impression générale des activités que vous avez pu réaliser au sein de LaREM ?

Ennuyeuses	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Intéressantes	10	Ne se prononce pas
	<input type="checkbox"/>												
Gérées efficacement	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Mal gérées	10	Ne se prononce pas
	<input type="checkbox"/>												
Facile à comprendre	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Difficile à comprendre	10	Ne se prononce pas
	<input type="checkbox"/>												
Traditionnelles	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Innovantes	10	Ne se prononce pas
	<input type="checkbox"/>												

9. Pendant la campagne de l'élection présidentielle de 2017, vous vous êtes impliqué dans les activités de campagne de LaREM ...

- Très fréquemment
- Souvent
- De temps en temps
- Rarement
- Jamais
- Je n'étais pas encore adhérent(e) de LaREM à ce moment-là.

10. Pendant la campagne des élections législatives de 2017, vous vous êtes impliqué dans les activités de campagne de LaREM ...

- Très fréquemment
- Souvent
- De temps en temps
- Rarement
- Jamais
- Je n'étais pas encore adhérent(e) de LaREM à ce moment-là.

11. Dans la liste suivante, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ?

- L'environnement et le réchauffement climatique
- Le chômage
- L'immigration
- Les inégalités
- La santé et la qualité des soins
- La sécurité des biens et des personnes
- Le fonctionnement des institutions
- L'éducation et la formation des jeunes
- Le pouvoir d'achat
- La construction européenne
- Les impôts et les taxes
- Le lien entre les citoyens et les élus
- Les déficits publics et la dette de l'Etat
- La pauvreté et la précarité
- Le terrorisme
- Je ne sais pas

12. Et en second ?

- L'environnement et le réchauffement climatique
- Le chômage
- L'immigration
- Les inégalités
- La santé et la qualité des soins
- La sécurité des biens et des personnes
- Le fonctionnement des institutions
- L'éducation et la formation des jeunes
- Le pouvoir d'achat
- La construction européenne
- Les impôts et les taxes
- Le lien entre les citoyens et les élus
- Les déficits publics et la dette de l'Etat
- La pauvreté et la précarité
- Le terrorisme
- Je ne sais pas

13. Etes-vous d'accord ou en désaccord avec les propositions suivantes ?

RÉPONSES :

Tout à fait en désaccord

Plutôt d'accord

Plutôt en désaccord

Tout à fait d'accord

Ni d'accord, ni en désaccord

Ne se prononce pas

- En matière de justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres
- La France doit aller plus loin dans la construction européenne
- Il y a trop d'immigrés en France

- Pour faire face aux difficultés économiques, l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté
- Il faut préserver les traditions
- Les couples homosexuels doivent être autorisés à adopter des enfants
- Les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres
- Il faut remplacer les centrales nucléaires par des énergies renouvelables
- Pour que les patrons n'aient pas peur d'embaucher, ils doivent avoir le droit de licencier plus facilement
- La France doit avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections
- On ne se sent pas chez soi comme avant
- Il faut travailler dur pour réussir
- L'islam est une menace pour l'occident
- Les chômeurs peuvent trouver du travail s'ils le veulent vraiment

14. Selon vous faudrait-il, en France, augmenter, maintenir au même niveau ou diminuer... ?

Rappelez-vous, une augmentation des dépenses publiques dans un secteur peut engendrer une augmentation des impôts; à l'inverse, une baisse des dépenses peut entraîner une restriction de certains services.

RÉPONSES

Fortement diminuer

Plutôt augmenter

Plutôt diminuer

Fortement augmenter

Maintenir au même niveau

Je ne sais pas

- le déficit budgétaire de l'Etat
- le montant du salaire minimum
- le temps de travail légal des salariés
- le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillis en France
- les investissements publics pour soutenir l'agriculture biologique
- la fiscalité et les charges des entreprises
- la sévérité des peines pour les délinquants
- le nombre de fonctionnaires

15. Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant la construction européenne. Pour chacun des aspects suivants, avez-vous personnellement peur qu'avec la construction européenne...

	Oui	Non	Ne se prononce pas
...il y ait moins de protection sociale en France	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...on perde notre identité nationale et notre culture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...il y ait davantage de chômage en France	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...il y ait une augmentation du nombre d'immigrés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...la France paye pour les autres pays	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

16. Certaines personnes ont des attentes vis-à-vis de la construction européenne. Pour chacun des aspects suivants, pensez-vous personnellement que la construction européenne permettra...

	Oui	Non	Ne se prononce pas
...de sécuriser les frontières extérieures de la France	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...de protéger la France des effets négatifs de la mondialisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...de renforcer le rôle de la France dans le monde	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...de favoriser la croissance économique de la France	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

17. Est-ce que vous vous intéressez à la politique... ?

- Beaucoup
- Assez
- Un peu
- Pas du tout

18. Lorsque vous étiez enfant, parlait-on politique à la maison ?

- Fréquemment
- De temps en temps
- Rarement
- Jamais

19. À partir de quel âge vous êtes-vous intéressé(e) à la politique ?

20. Diriez-vous que depuis que vous êtes en âge de voter, vous avez voté...

- À toutes les élections
- À presque toutes les élections
- À une élection sur deux environ
- À quelques-unes
- À aucune

21. Pour quel candidat avez-vous voté lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012 ?

- Nathalie Arthaud
- François Bayrou
- Jacques Cheminade

- Nicolas Dupont-Aignan
- François Hollande
- Éva Joly
- Marine Le Pen
- Jean-Luc Mélenchon
- Philippe Poutou
- Nicolas Sarkozy
- J'ai voté blanc ou nul
- Je me suis abstenu(e)
- Je n'étais pas inscrit(e) sur les listes électorales
- Je n'ai pas la nationalité française
- Je ne m'en rappelle pas

22. Pour quel candidat avez-vous voté lors du second tour de l'élection présidentielle de 2012 ?

- François Hollande
- Nicolas Sarkozy
- J'ai voté blanc ou nul
- Je me suis abstenu(e)
- Je n'étais pas inscrit(e) sur les listes électorales
- Je ne m'en rappelle pas

23. Avez-vous voté lors du premier tour de la primaire de la droite et du centre en novembre 2016 ?

- Oui
- Non
- Je ne m'en rappelle pas

24. Pour quel candidat avez-vous voté lors du premier tour de la primaire de la droite et du centre en novembre 2016 ?

- Jean-François Copé
- Jean-Frédéric Poisson
- François Fillon
- Nicolas Sarkozy
- Alain Juppé
- J'ai voté blanc ou nul
- Nathalie Kosciusko-Morizet
- Je ne m'en rappelle pas
- Bruno Le Maire

25. Avez-vous voté lors du premier tour des primaires citoyennes organisées par le Parti Socialiste et ses alliés en janvier 2017 ?

- Oui
- Non
- Je ne m'en rappelle pas

26. Pour quel candidat avez-vous voté lors du premier tour des primaires citoyennes en janvier 2017 ?

- Jean-Luc Bennahmias
- Sylvia Pinel
- Benoît Hamon
- François de Rugy
- Arnaud Montebourg
- Manuel Valls
- Vincent Peillon
- J'ai voté blanc ou nul

27. Pour lequel des candidats suivants avez-vous voté lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 ?

- Nathalie Arthaud
- Emmanuel Macron
- François Asselineau
- Jean-Luc Mélenchon
- François Bayrou
- Philippe Poutou
- Jacques Cheminade
- Vous avez voté blanc ou nul
- Nicolas Dupont-Aignan
- Vous vous êtes abstenu(e)
- François Fillon
- Vous n'étiez pas inscrit(e) sur les listes électorales
- Benoît Hamon
- Marine Le Pen

28. personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle?
0 signifie que vous êtes très à gauche, 5 signifie que vous êtes au centre et 10 signifie que vous êtes très à droite.

Très à gauche					Centre						Très à droite	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>												

29. En politique, lorsqu'on évoque les questions de société, d'environnement, d'immigration ou de sécurité, on parle de conservatisme et de progressisme. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle? 0 signifie que vous êtes très conservateur et 10 signifie que vous êtes très progressiste. Entre les deux vous pouvez nuancer votre jugement.

Très progressiste											Très conservateur	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>												

30. En ce qui concerne l'intégration de la France dans l'Union Européenne, certaines personnes se déclarent en faveur de celle-ci et d'autres sont contre. Vous personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle?
0 signifie que vous êtes très opposé(e) à l'intégration de la France dans l'Union Européenne et 10 signifie que vous êtes très en faveur de celle-ci. Entre les deux vous pouvez nuancer votre jugement.

Très opposé(e) à l'intégration de la France dans l'UE											Très en faveur de l'intégration de la France dans l'UE	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

31. Sur une échelle gauche-droite, où classeriez-vous les formations politiques suivants ?

0 signifie que vous la classez très à gauche, 10 signifie que vous la classez très à droite. Entre les deux vous pouvez nuancer votre jugement.

	Très à gauche	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très à droite	Ne sais pas
Le Parti Socialiste	<input type="checkbox"/>											
Les Républicains (ex UMP)	<input type="checkbox"/>											
Le Front National	<input type="checkbox"/>											
Le MoDem (Mouvement Démocrate)	<input type="checkbox"/>											
Europe Écologie-Les Verts	<input type="checkbox"/>											
L'UDI (Union des Démocrates et Indépendants)	<input type="checkbox"/>											
Génération.s	<input type="checkbox"/>											
La République en Marche	<input type="checkbox"/>											
La France Insoumise	<input type="checkbox"/>											

32. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la proposition suivante ?

	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Ni d'accord ni en désaccord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Il existe des différences importantes entre les partis de gauche et les partis de droite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

33. Et pensez-vous que ces différences importantes entre les partis de droite et les partis de gauche sont ...

- Une bonne chose
- Une mauvaise chose
- Une chose ni bonne ni mauvaise

34. Et pensez-vous que cette absence de différences importantes entre les partis de droite et les partis de gauche est :

- Une bonne chose
- Une mauvaise chose
- Une chose ni bonne ni mauvaise

35. Etes-vous d'accord ou en désaccord avec les phrases suivantes ?

	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Ni d'accord ni en désaccord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Ne se prononce pas
Vous ne comprenez pas ce qui se passe dans le monde aujourd'hui.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En général, les responsables politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si l'occasion se présentait, vous participeriez certainement à une réunion pour discuter de problème politiques locaux ou municipaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les responsables politiques ne réalisent pas l'impact de leur décision sur les gens comme vous.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
De nos jours, il faut être un spécialiste pour comprendre la politique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les responsables politiques font de leur mieux pour résoudre les problèmes des Français.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

36. Diriez-vous qu'en France, la démocratie fonctionne ?

- Très bien
- Assez bien
- Pas très bien
- Pas bien du tout
- Ne se prononce pas

37. Voici une liste de phrases. Veuillez me dire, à chaque fois, si vous êtes d'accord ou non avec les phrases suivantes :

	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Ni d'accord ni en désaccord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Ne se prononce pas
C'est le peuple, et pas les responsables politiques qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il est important en démocratie que les différents partis proposent des alternatives politiques claires.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ces principes.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

38. Vous-même, diriez-vous que vous vous situez... ?

- Très à gauche
- À gauche
- Au centre
- À droite
- Très à droite
- À la fois à gauche et à droite
- Ni à gauche ni à droite
- Je ne me retrouve pas dans ces catégories

39. Sur chacune des échelles suivantes, quelle est votre impression générale de LaREM ?

Modéré	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Extrême	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mal gérée	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Bien gérée	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Unie	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Divisée	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bon pour tous les Français	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Bon pour seulement une ou quelques catégories sociales	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bon pour les classes populaires	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Bon pour les classes moyennes	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un mouvement citoyen	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Un parti politique	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Au service des jeunes	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Au service des seniors	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très à gauche	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très à droite	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Très conservateur	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très progressiste	Ne se prononce pas
o										10	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

40. Quel degré d'importance donneriez-vous à chacun des objectifs suivants pour LaREM dans la vie politique française ?

	Pas important du tout	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Très important	Ne se prononce pas
Toujours soutenir l'action de la majorité présidentielle	<input type="checkbox"/>												
Agir localement au quotidien	<input type="checkbox"/>												
Concourir aux élections en faisant des alliances avec d'autres formations politiques	<input type="checkbox"/>												
Recruter de nouveaux candidats	<input type="checkbox"/>												
Faire remonter vers le gouvernement les demandes des Français	<input type="checkbox"/>												
Se mobiliser sur des causes nationales	<input type="checkbox"/>												
S'émanciper d'Emmanuel Macron	<input type="checkbox"/>												
Concourir aux élections sans faire d'alliances	<input type="checkbox"/>												
Produire des idées pour influencer les politiques publiques	<input type="checkbox"/>												
Exprimer des critiques sur l'action de la majorité présidentielle nécessaire	<input type="checkbox"/>												

41. Êtes-vous satisfait(e) ou pas avec chacun des aspects suivants de votre engagement au sein de LaRem ?

	Pas satisfait du tout	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Très satisfait	Ne se prononce pas
La prise en compte de ce que pensent les adhérents par LaREM	<input type="checkbox"/>												
La valorisation de l'engagement des adhérents au sein de laREM (projets citoyens...)	<input type="checkbox"/>												
La communication digitale de LaREM	<input type="checkbox"/>												
L'organisation des événements locaux de LaREM	<input type="checkbox"/>												
Le fonctionnement démocratique de LaREM	<input type="checkbox"/>												
L'organisation des événements nationaux de LaREM (grande marche pour l'Europe,...)	<input type="checkbox"/>												
Les outils de formation en ligne de LaREM	<input type="checkbox"/>												

42. D'une manière générale, êtes-vous satisfait(e) ou pas de l'action du délégué général du mouvement Christophe Castaner et du bureau exécutif de LaREM ?

Pas satisfait du tout					Ni satisfait ni insatisfait						Très satisfait	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					

43. Au bout du compte, diriez-vous que vous êtes très satisfait, ou non de votre engagement dans le mouvement ?

Pas satisfait du tout											Très satisfait	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>												

44. Sur une échelle de 0 à 10, comment chacune des phrases suivantes s'applique-t-elle à Emmanuel Macron ?

												Pas du tout	Très bien	Ne se prononce pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10			
Il est éloquent, il a des talents oratoires	<input type="checkbox"/>													
Il est prêt à se sacrifier à titre personnel pour que ces idées progressent dans la société	<input type="checkbox"/>													
Il n'est pas assez sensible aux demandes des Français	<input type="checkbox"/>													
Il sait faire émerger d'autres talents à ses côtés	<input type="checkbox"/>													
Il saisit les opportunités qui se présentent à lui afin de mettre en œuvre son programme	<input type="checkbox"/>													
Il incarne bien rôle du leader	<input type="checkbox"/>													
Il communique ses idées de manière trop abstraite	<input type="checkbox"/>													
Il est capable de prendre des risques personnels pour défendre ses idées	<input type="checkbox"/>													
Il connaît les difficultés auxquelles la France doit faire face	<input type="checkbox"/>													
Il manque de nouvelles idées pour le futur du pays	<input type="checkbox"/>													
Il accepte facilement d'être contredit	<input type="checkbox"/>													

45. Vous êtes...

- Une femme
- Un homme
- Ne se prononce pas

46. Quelle est votre année de naissance?

47. Résidez-vous en France (métropolitaine ou d'outre mer?)

- oui
- non

48. Dans quelle région du monde vivez-vous?

- Europe
- Canada, Etats-Unis
- Afrique du Nord et Moyen-Orient
- Afrique sub-saharienne
- Asie de l'Est et Océanie
- Asie du Sud
- Amérique Latine
- Russie et Asie centrale
- Ne se prononce pas

49. Dans quelle commune résidez-vous?

50. Quel est le code postal de la commune où vous résidez?

51. Quel est le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu ?

- Pas de diplôme
- BEPC / BEP / CAP
- Baccalauréat
- DEUG / BTS / DUT (Bac+2) / Première ou deuxième année de licence
- Licence / Maîtrise / Troisième année de licence / Master 1
- Grande école / Doctorat / DESS / DEA / Master 2
- Ne se prononce pas

52. Actuellement quelle est votre situation professionnelle ?

- Vous êtes salarié du secteur public (ou d'une entreprise publique)
- Vous êtes salarié du secteur privé
- Travailleur indépendant à votre compte (auto-entrepreneur...)
- Vous êtes au chômage
- Vous êtes à la retraite ou en pré-retraite
- Vous êtes femme (ou homme) au foyer et vous avez déjà travaillé
- Vous êtes femme (ou homme) au foyer et vous n'avez jamais travaillé
- Vous êtes à la recherche d'un premier emploi
- Vous êtes étudiant ou lycéen
- Ne se prononce pas

53. Actuellement, êtes-vous... ?

- En CDI / en CNE
- En CDD
- En contrat aidé par l'Etat ou les collectivités territoriales
- En intérim

- En stage
- Autre situation

54. Quelle est votre profession actuelle ou la dernière profession (pour retraités ou chômeurs) que vous avez exercée ?

- Agriculteurs exploitants
- Artisans, Commerçants (-10 salariés)
- Chefs d'entreprise (10+)
- Professions libérales
- Cadres, ingénieurs
- Professeurs, professions scientifiques, professions de l'information, de l'art et des spectacles
- Instituteurs
- Professions intermédiaires de la santé et du travail social
- Professions intermédiaires administratives et commerciales
- Contremaîtres, agents de maîtrise
- Techniciens
- Employés de commerce
- Employés d'administration et d'entreprise
- Personnel des services directs aux particuliers
- Policiers, militaires
- Ouvriers qualifiés
- Ouvriers non qualifiés
- Ouvriers agricoles
- Inactifs, n'ayant jamais travaillé.
- Élève
- Étudiant
- Autres

55. Actuellement, êtes-vous... ?

- Célibataire
- Marié(e)
- Pacsé(e)
- Vivant en couple sans être marié(e) ou pacsé(e)
- Divorcé(e) ne vivant pas en couple
- Divorcé(e) vivant en couple
- Veuf ou veuve ne vivant pas en couple
- Veuf ou veuve vivant en couple
- Ne se prononce pas

56. Combien de personnes vivent actuellement dans votre foyer, en comptant tout le monde, y compris vous-même ?

57. Combien avez-vous de personnes à charge (enfants ou autres personnes qui dépendent de vous) dans votre foyer ?

58. Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?

Très difficilement											Très facilement	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>												

59. Pour vous personnellement (ou pour quelqu'un de votre foyer) y a-t-il beaucoup de risques, un peu de risques ou aucun risque de vous retrouver au chômage dans les mois à venir ?

Peu de risques											Beaucoup de risques	Ne se prononce pas
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
<input type="checkbox"/>												

60. Pouvez-vous me dire quelle est votre religion si vous en avez une ?

- Catholique
- Protestante
- Juive
- Musulmane
- Autre
- Sans religion
- Ne se prononce pas

61. D'habitude, allez-vous à un office religieux...

- Au moins une fois par semaine
- Une ou deux fois par mois
- De temps en temps, aux grandes fêtes
- Uniquement pour les cérémonies, mariage etc.
- Jamais
- Ne se prononce pas

62. Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence principale ?

- Propriétaire
- Propriétaire avec un prêt immobilier en cours de remboursement
- Locataire auprès d'un bailleur privé
- Locataire auprès d'un bailleur public (HLM, SEM, l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics)
- Logé gratuitement
- Autre

63. Possédez-vous une résidence secondaire ?

- oui
- non

64. Nous avons besoin de connaître, à des fins statistiques uniquement, quelques informations concernant vos revenus. Dans quelle tranche se situe le revenu MENSUEL NET de votre FOYER, c'est-à-dire en comptant les salaires, les allocations et autres revenus ?

- Moins de 1.000 Euros
- De 1.000 Euros à moins de 1.500 Euros
- De 1.500 Euros à moins de 2.000 Euros
- De 2.000 Euros à moins de 2.500 Euros
- De 2.500 Euros à moins de 3.000 Euros
- De 3.000 Euros à moins de 4.500 Euros
- De 4.500 Euros à moins de 6.000 Euros
- De 6.000 Euros à moins de 10.000 Euros
- 10.000 Euros et plus

